

SYNTHÈSE

Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2006-2015



OCDE

Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2006-2015



ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES
ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE)

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements de 30 démocraties œuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux, que pose la mondialisation. L'OCDE est aussi à l'avant-garde des efforts entrepris pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles font naître. Elle aide les gouvernements à faire face à des situations nouvelles en examinant des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, la Corée, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie. La Commission des Communautés européennes participe aux travaux de l'OCDE.

Les Éditions OCDE assurent une large diffusion aux travaux de l'Organisation. Ces derniers comprennent les résultats de l'activité de collecte de statistiques, les travaux de recherche menés sur des questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les conventions, les principes directeurs et les modèles développés par les pays membres.

L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO)

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture joue un rôle de chef de file dans les efforts internationaux de lutte contre la faim. La FAO, qui est au service à la fois des pays développés et des pays en développement, est une tribune neutre au sein de laquelle tous les pays se réunissent sur un pied d'égalité pour négocier des accords et débattre de politiques. La FAO est également une source de savoir et d'informations. Elle aide les pays en développement et les pays en transition à moderniser et à améliorer les pratiques agricoles, forestières et halieutiques, et à garantir une bonne nutrition pour tous. Depuis sa création en 1945, elle a consacré une attention particulière au développement des zones rurales, où vivent 70 pour cent des populations pauvres et affamées de la planète. Les quatre grands domaines d'activité de la FAO : mettre l'information à la portée de tous ; partager l'expertise en matière de politiques ; servir de lieu de rencontre pour les États ; porter les connaissances sur le terrain.

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE et celle du Directeur général de la FAO. Les opinions et les interprétations exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de l'OCDE ou des gouvernements de ses pays membres ou celles de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Publié en anglais sous le titre :

OECD-FAO Agricultural Outlook: 2006-2015

© OCDE/FAO, 2006

Toute reproduction, copie, transmission ou traduction de cette publication doit faire l'objet d'une autorisation écrite. Les demandes doivent être adressées aux Éditions OCDE rights@oecd.org ou par fax (33 1) 45 24 13 91. Les demandes d'autorisation de photocopie partielle doivent être adressées directement au Centre français d'exploitation du droit de copie, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris, France (contact@cfcopies.com).

Avant-propos

Les Perspectives agricoles ont été préparées, pour la deuxième fois, conjointement par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) des Nations unies. Ce rapport fait appel à l'expertise des deux organisations sur les produits, les politiques et les pays, pour fournir une évaluation à moyen terme des développements futurs des principaux marchés agricoles mondiaux. Ce rapport est publié tous les ans et s'inscrit dans le cadre d'efforts continus en vue d'encourager un débat sur les marchés émergents et les problèmes politiques. Cette édition, Perspectives agricoles de l'OCDE, fournit une évaluation des marchés des produits agricoles tels que les céréales, les oléagineux, le sucre, les viandes et les produits laitiers pour la période 2006-2015. Cette évaluation est basée sur des projections découlant d'une série d'hypothèses concernant les politiques agricoles et commerciales qui présentent un scénario possible pour ces marchés pour les 10 années à venir. En tant que tel, ils fournissent un point de référence pour l'analyse des résultats des marchés agricoles qui découleraient d'hypothèses alternatives.

Les prévisions de cette année sont basées sur un optimisme macroéconomique soutenu. L'économie mondiale s'est accrue à un rythme supérieur à 4 % par an au cours des quatre dernières années, et la croissance économique devrait se généraliser à moyen terme, conjuguée à une croissance ralentie de la population et à une poursuite d'une inflation faible. Les pays de la zone non OCDE, avec leur influence croissante et leur augmentation de population, devraient, en dépit d'un déclin relatif au cours de la dernière décennie, voir leur consommation de produits agricoles augmenter plus rapidement que celles de la zone OCDE, ce qui devrait, malgré une augmentation de la production, engendrer un accroissement des importations de produits agricoles de la zone non OCDE dans son ensemble. On prévoit dans les Perspectives une intensification de la concurrence pour ces marchés en expansion avec les exportateurs traditionnels de l'OCDE. Les pays les moins avancés, ayant des perspectives de croissance de revenu plus limitées, devraient recourir de plus en plus aux marchés internationaux pour nourrir leur population, ce qui devrait les exposer de manière accrue aux caprices des variations des prix des produits et fluctuations des factures d'importations. Ces résultats sont fortement liés à la situation géopolitique et économique, ainsi qu'à la poursuite des politiques intérieures et la mise en place de nouvelles politiques, dans les différents pays. Par exemple, une réforme politique plus poussée sur les échanges consécutive au succès des négociations du cycle de Doha de l'OMC sur les échanges multilatéraux, les révisions des politiques agricoles des États-Unis dans le contexte du prochain Farm Bill prévu pour 2007, ou l'achèvement d'accords commerciaux significatifs bilatéraux ou commerciaux qui sont à l'étude, pourraient avoir des impacts sur les perspectives des marchés agricoles telles qu'elles sont présentées dans ce rapport.

Les projections et évaluations fournies dans ce rapport sont le résultat d'une collaboration entre les secrétariats de l'OCDE et de la FAO et des experts nationaux, et donc reflètent la connaissance combinée à l'expertise de ce groupe de participants. La participation de la FAO aux Perspectives a permis d'élargir les prévisions à un ensemble de pays et régions en voie de développement plus important. Un système de modèle joint développé à partir du modèle Aglink de l'OCDE et du modèle

Cosimo de la FAO a facilité la cohérence des prévisions. Un des défis majeurs dans la production de ces prévisions conjointes a été la combinaison de différentes sources de données sur les marchés et la minimisation des résidus pour quelques bilans globaux des produits. La documentation complète de la base de données des perspectives, qui comprend les données historiques et les projections, est disponible sur les sites internet de l'OCDE et la FAO. Pour l'OCDE, cette publication a été élaborée par la Direction de l'agriculture, de l'alimentation et des pêcheries de l'OCDE, pour la FAO la préparation de ce document a été prise en charge par la division des échanges et produits.

Remerciements. Cette édition des Perspectives agricoles été préparée par l'équipe suivante d'économistes des Secrétariats de l'OCDE et de la FAO :

À l'OCDE, l'équipe d'analystes de l'économie et du marché de la Direction de l'OCDE pour l'agriculture, l'alimentation et les pêcheries qui ont contribué à ce rapport se compose de Loek BOONEKAMP (chef d'équipe), David DOWEY, Céline GINER, Garry SMITH, Grégoire TALLARD, Pavel VAVRA et Martin VON LAMPE (coordinateur).

Les recherches et l'assistance statistique ont été fournies par David DOWEY, Armelle ELASRI, Alexis FOURNIER, et Claude NÉNERT. Les services de coordination de la publication et de secrétariat ont été assurés par Christine CAMERON. L'assistance technique pour la préparation de la base de données des Perspectives a été assurée par Eric ESPINASSE et Serge PETITEAU. Beaucoup d'autres collègues du Secrétariat de l'OCDE et les délégués des pays membres ont apporté des commentaires utiles sur les versions préliminaires de ce rapport.

À la FAO, l'équipe d'économistes et de responsables produit de la Division des produits et échanges qui a contribué à cette édition est composée de Abdolreza ABBASSIAN, El Mamoun AMROUK, Boubaker BENBELHASSEN, Concepcion CALPE, Kaison CHANG, Merritt CLUFF (coordinateur de la FAO), Piero CONFORTI, Cheng FANG, David HALLAM (chef d'équipe), Holger MATTHEY, Nancy MORGAN, Adam PRAKASH, George RAPSOMANIKIS, Peter THOENES, Koji YANAGISHIMA, et Carola FABI de la Division des statistiques.

L'assistance en recherche et la préparation de bases de données ont été fournies par Claudio CERQUILINI, Daniela CITTI, Berardina FORZINETTI, John HEINE, Massimo IAFRATE, Marco MILO, et Barbara SENFETER. Les services de secrétariat ont été assurés par Gwyneth BYRD et Silvia RIPANI.

Table des matières

| | |
|---|----|
| Sigles et abréviations | 7 |
| Les perspectives en bref | 9 |
| Chapter 1. Vue d'ensemble | 11 |
| Introduction | 12 |
| Principales hypothèses retenues pour les projections | 12 |
| L'inflation reste contenue et résiste aux prix élevés de l'énergie | 14 |
| Importance croissante des taux de change des économies en développement à forte croissance au plan mondial | 15 |
| Le soutien intérieur et les politiques commerciales pèsent sur les marchés agricoles | 15 |
| Principales tendances sur les marchés des produits | 16 |
| Incertitudes | 24 |
| Nouveaux enjeux : le système alimentaire mondial face à l'évolution démographique | 26 |
| Notes | 34 |
| Annexe A. Tableaux statistiques | 35 |
| Liste des encadrés | |
| 1.1. Élevage industriel et pollution | 31 |
| 1.2. Sensibilité des projections des marchés agricoles par rapport aux hypothèses sur les prix futurs du pétrole brut..... | 33 |
| Liste des tableaux | |
| 1.1. Projections de la croissance de la population et des revenus | 14 |
| 1.2. Taux de croissance annuels moyens de la consommation et de la production – 2005-2015 | 18 |
| 1.3. Part des pays de l'OCDE dans la consommation et la production totales mondiales | 18 |
| A.1. Hypothèses économiques..... | 36 |
| A.2. Prix mondiaux..... | 38 |
| A.3. Projections des échanges mondiaux | 40 |
| A.4. Hypothèses concernant les marchés des céréales | 42 |
| A.5. Projections mondiales de céréales..... | 45 |
| A.6. Hypothèses concernant les marchés des oléagineux | 46 |
| A.7. Projections mondiales d'oléagineux | 48 |

| | |
|---|----|
| A.8. Principales hypothèses concernant le marché du bétail..... | 49 |
| A.9. Projections mondiales de viandes..... | 51 |
| A.10. Principales hypothèses concernant le marché des produits laitiers | 53 |
| A.11. Projections mondiales du secteur laitier (beurre et fromage)..... | 56 |
| A.12. Projections mondiales du secteur laitier (poudres et caséine)..... | 57 |
| A.13. Hypothèses concernant les marchés du sucre..... | 58 |
| A.14. Projections mondiales de sucre (en équivalent sucre brut)..... | 59 |

Liste des graphiques

| | |
|--|----|
| 1.1. Évolution de la croissance de la production dans quelques pays..... | 13 |
| 1.2. Évolution des prix mondiaux des produits végétaux jusqu'en 2015 | 23 |
| 1.3. Évolution des prix mondiaux des produits animaux jusqu'en 2015 | 23 |
| 1.4. Structures de la population rurale et urbaine : 1950-2015 | 27 |
| 1.5. Urbanisation et consommation dans 180 pays | 28 |
| 1.6. Population de 60 ans et plus : 1950-2015 | 29 |

Sigles et abréviations

| | |
|-----------------|---|
| AACU | Accord sur l'agriculture du cycle d'Uruguay |
| ABARE | Australian Bureau of Agricultural and Resource Economics |
| ACP | Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique |
| ALENA | Base de données sur l'accès aux marchés agricoles |
| AMAD | Accord de libre-échange Nord américain |
| AWB | Conseil australien de blé (Australian Wheat Board) |
| CAFTA | Accord de libre-échange de l'Amérique centrale |
| CEI | Communauté des états indépendants |
| CWB | Conseil canadien sur le blé (Canadian Wheat Board) |
| Cwt | 100 livres EU |
| DCP | Dépenses de la consommation privée |
| DR-CAFTA | Accord régional conclu entre les États-Unis, les pays de l'ALECA et la République dominicaine |
| Ebj | Exercice budgétaire japonais débutant le premier janvier |
| Epc | Équivalent poids carcasse |
| ERS | Service de recherche économique (ERS) de l'USDA |
| ESB | Encéphalite spongiforme bovine |
| ESP | Estimation du soutien aux producteurs |
| Est | Estimation |
| EU | États-Unis |
| EUROSTAT | Office statistique des Communautés européennes |
| FAB | Franco à bord (prix à l'exportation) |
| FAO | Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture |
| FAOSTAT | Base de données en ligne de la FAO |
| FMD | Fièvre aphteuse |
| FMI | Fonds monétaire international |
| FSRI Act | Loi sur la sécurité agricole et l'investissement rural de 2002 (États-Unis) |
| GM | Génétiquement modifié |
| H5N1 | Hémagglutinine de type 5, et la Neuraminidase de type 1 |
| IDE | Investissement direct étranger |
| IPC | Indice des prix à la consommation |
| Kt | Milliers de tonnes |
| LÉP | Lait écrémé en poudre |
| LICONZA | Leche Industrializada |
| MAF | Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Nouvelle-Zélande) |
| MAFF | Ministère de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche (Japon) |
| MERCOSUR | Accord multilatéral sur les échanges des pays du Sud |
| MGLA | Matière grasse laitière anhydre |
| Mha | Millions d'hectare |
| Mn | Millions |
| Mt | Millions de tonnes |
| NPF | Nation la plus favorisée |
| NZDB | Office néo-zélandais des produits laitiers |
| nv-MCJ | Nouvelle variante de la maladie de Creutzfeldt-Jakob |
| OCDE | Organisation de coopération et de développement économiques |
| OCM | Organisation commune des marchés du sucre (UE) |
| OGM | Organisme génétiquement modifié |

| | |
|-----------------|--|
| OIE | Office international des épizooties |
| OMB | Bureau de la gestion et du budget (États-Unis) |
| OMC | Organisation mondiale du commerce |
| ONU | Organisation des Nations unies |
| PAC | Politique agricole commune |
| Pac | Prêt à cuire |
| Pad | Poids au détail |
| Pcp | Poids carcasse parée |
| PDD | Programme de Doha pour le développement |
| PECO | Pays d'Europe centrale et orientale |
| PFCP | Palements au titre des contrats de production flexible |
| PIB | Produit intérieur brut |
| PMA | Pays les moins avancés |
| PNM | Pays non membre |
| Pp | Poids produit |
| PPC | Peste porcine classique |
| PROCAMPO | Programme mexicain de soutien direct aux agriculteurs |
| PSD | Production Supply and Distribution de l'USDA |
| Pv | Poids vif |
| RFS | Normes sur les carburants renouvelables aux États-Unis, faisant partie de la loi de 2005 sur la politique de l'énergie et ajustant les normes de carburant en faveur de l'éthanol et des autres biocarburants et imposant des quantités plus importantes de consommation de biocarburant |
| SARS | Syndrome respiratoire aigu grave |
| SH | Système harmonisé de codage et de description des produits |
| SHTF | Isoglucose |
| T/ha | Tonnes par hectares |
| TSA | Tout sauf les armes |
| TVA | Taxe sur la valeur ajoutée |
| UE | Union européenne |
| UE-10 | Les dix nouveaux membres de l'UE à dater de mai 2004 |
| UE-15 | Les quinze États membres de l'UE |
| UE-25 | Les 25 États membres de l'UE à partir de mai 2004 |
| USDA | Ministère de l'Agriculture des États-Unis |
| ZLEA | Zone de libre-échange des Amériques |

Symboles

| | |
|-------------|-----------------------|
| ARS | peso argentin |
| AUD | dollar australien |
| BRL | real (Brésil) |
| CAD | dollar canadien |
| CNY | yuan chinois |
| EUR | euro (Europe) |
| ha | hectare |
| Hltr | hectolitre |
| HUF | forint hongrois |
| IDR | roupie indonésienne |
| INR | roupie indienne |
| JPY | yen japonais |
| kg | kilogramme |
| KRW | won coréen |
| L | litre |
| MXN | peso mexicain |
| mt | millions de tonnes |
| NZD | dollar néo-zélandais |
| PLN | zloty polonais |
| rub | rouble russe |
| THB | baht thaïlandaise |
| USD | dollar des États-Unis |

Les perspectives en bref

- Selon les projections, la production agricole mondiale devrait connaître une croissance régulière durant les dix prochaines années, plus lente toutefois qu'au cours de la précédente décennie. La consommation alimentaire par habitant augmente à la faveur de l'accroissement des revenus et de l'essor des échanges. La hausse de la production locale et la baisse des coûts résultant de l'amélioration de l'efficacité des systèmes de transport et de distribution des produits, de même que l'évolution de la consommation due à l'urbanisation et à la modification des habitudes alimentaires contribuent aussi à cette évolution dans les pays en développement. Dans ces pays, les produits animaux et les céréales fourragères gagnent du terrain par rapport aux céréales alimentaires. Sur les marchés plus développés les problèmes d'approvisionnement en produits alimentaires sont désormais remplacés par des préoccupations concernant les caractéristiques et la qualité des produits.
- Les pays en développement pèsent de plus en plus lourd dans l'expansion des marchés agricoles mondiaux. Cette tendance devrait s'accélérer pendant la période étudiée dans les *Perspectives* à mesure que les investissements dans la capacité et les infrastructures de production déplacent la production, notamment de produits agricoles non transformés, des pays développés vers le monde en développement. La réforme des politiques dans les pays développés modifie lentement la nature du soutien à la production agricole, et se répercute sur les niveaux et les lieux de production.
- Bien que globalement, la production progresse plus rapidement dans les pays en développement et les ex-économies en transition que dans les pays développés, les projections indiquent une hausse des importations nettes de produits alimentaires de base dans les pays les moins avancés. Ces pays, où la croissance de la productivité n'arrive pas à suivre celle de la population comptent davantage sur les marchés mondiaux pour assurer leur sécurité alimentaire et sont plus exposés aux fluctuations des prix du marché international.
- La forte concurrence de plusieurs pays en développement ou d'ex-pays en transition sur les marchés d'exportation reflète l'avantage comparatif dont bénéficient ces pays pour de nombreux produits agricoles. Dans le même temps, les nouvelles technologies conjuguées à mondialisation et l'intégration croissante de la filière agroalimentaire continueront de modifier les flux d'échanges au profit de produits davantage transformés. La croissance des échanges de produits agricoles ne devrait toutefois pas être optimale, selon les projections, en raison de la persistance d'importantes barrières commerciales et des contrôles réglementaires concernant la sécurité des aliments et les caractéristiques environnementales.
- Les échanges mondiaux de blé et de céréales secondaires devraient enregistrer une croissance modérée et ceux de riz, continuer de progresser à un rythme plus rapide pendant toute la période étudiée. Les échanges de céréales secondaires restent étroitement liés à l'essor de la production animale, notamment dans les pays qui ne sont pas en mesure de répondre à leurs besoins fourragers. La forte demande d'huiles végétales comestibles et de farines protéiques utilisées dans l'alimentation du bétail devrait maintenir, pour les oléagineux et les produits dérivés, les parts respectives des échanges sur la production mondiale à des niveaux supérieurs à ceux du blé et des céréales secondaires.
- Les échanges mondiaux d'oléagineux et de produits oléagineux à un niveau largement supérieur à celui des échanges de blé et de céréales secondaires.
- Les prix de l'énergie devraient demeurer élevés pendant toute la période considérée dans les *Perspectives*, ce qui favorisera la production de produits agricoles à moins forte intensité d'énergie et les investissements dans les installations de production de biocarburants. En conséquence,

l'accroissement de la production d'éthanol tiré du maïs aux États-Unis devrait freiner la croissance des exportations de maïs. Au Brésil en revanche, la forte expansion du secteur de l'éthanol tiré de la canne à sucre ne devrait pas empêcher ce pays de gagner encore du terrain sur les marchés mondiaux du sucre.

- Les perspectives des échanges mondiaux de viande, qui bénéficient de l'augmentation des revenus par habitant dans de nombreux pays importateurs, risquent d'être revues à la baisse en raison de la récurrence des épizooties et de leurs probables répercussions. Les prix mondiaux des produits laitiers devraient rester fermes pendant toute la période considérée, sous l'effet conjugué de l'accroissement de la demande dans les pays en développement, notamment d'Asie de l'Est, d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient et de la faible croissance prévue des exportations des fournisseurs traditionnels d'Océanie et d'Europe.
- Les perturbations de la production dues aux conditions climatiques, les prix de l'énergie, les investissements dans les capacités de production de biocarburants, le risque de croissance économique plus faible et l'évolution des politiques agricoles sont autant d'incertitudes qui pèsent sur les perspectives des marchés agricoles mondiaux. L'issue des négociations commerciales multilatérales du Programme de Doha pour le développement est un autre élément d'incertitude non négligeable. Les perspectives des marchés agricoles mondiaux dépendent dans une très large mesure de l'évolution de la situation économique au Brésil, en Chine et en Inde, trois géants agricoles mondiaux.

Chapitre 1

Vue d'ensemble

Introduction

Cette année encore les *Perspectives agricoles* ont été préparées conjointement par l'OCDE et par l'*Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture* (FAO) à Rome. Ce rapport met à profit les connaissances techniques des deux Organisations concernant les produits, les politiques et les pays pour produire cette évaluation à moyen terme des marchés mondiaux des produits de base. La description et l'analyse de l'évolution de la production, de la consommation, des échanges et des prix couvrent la période allant de 2006 à 2015. Les projections présentées dans l'annexe statistique reflètent les différentes hypothèses d'évolution des principales variables macroéconomiques et des politiques agricoles et commerciales. Elles sont examinées ci-après. Par ailleurs, les projections ne tiennent pas compte des accidents climatiques et des conséquences qu'ils pourraient avoir pour les rendements des cultures et la production de bétail. De même, l'analyse ne tient pas compte du risque d'apparition de nouvelles maladies animales à moyen terme. Un tel risque ne peut à l'évidence être exclu et constitue l'une des sources d'incertitudes importantes des Perspectives.

Principales hypothèses retenues pour les projections

La croissance reste forte dans la zone de l'OCDE et dans les principales économies émergentes

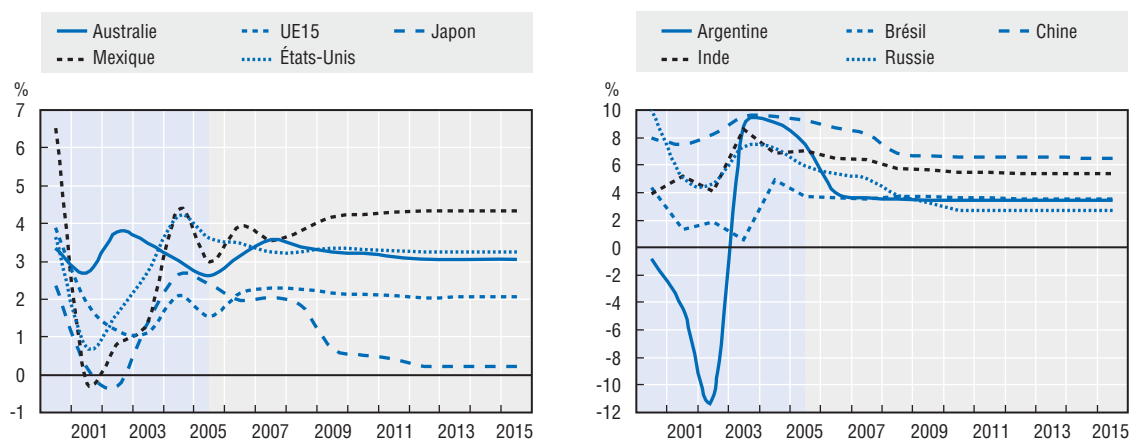
Les Perspectives de cette année s'inscrivent dans un contexte macroéconomique marqué par un optimisme durable. La production connaît une croissance vigoureuse dans la zone de l'OCDE avec de bonnes perspectives de croissance à court terme, notamment en Amérique du Nord et en Asie. La croissance est bien lancée aux États-Unis et devrait rester solide pendant toute la période des Perspectives, ce qui jouera un rôle déterminant dans l'évolution des conditions économiques dans le reste du monde. Au Japon, l'expansion s'est généralisée mais les taux de croissance actuels ne devraient pas se maintenir à moyen terme. L'Europe amorce une reprise en présence de faibles taux d'intérêt et d'un euro en baisse. Ce dernier facteur contribue à la bonne performance des marchés d'exportation qui devrait permettre de renouer avec une croissance stable à long terme. Dans le même temps, l'expansion des pays de l'OCDE s'étend à d'autres pays et se propage hors des grands secteurs de croissance. C'est notamment le cas de la Corée, de la Turquie et du Mexique dont les taux de croissance seront parmi les meilleurs de l'OCDE.

Le potentiel de croissance des grandes économies en développement fait d'elles le principal moteur de la croissance mondiale. Ces pays jouent un rôle croissant dans les échanges mondiaux de produits agricoles et occupent une place de plus en plus importante dans la demande alimentaire mondiale. L'activité reste dynamique dans une grande partie de l'Asie et l'essor de la demande intérieure et des échanges en Chine et en Inde tire la croissance non seulement à court terme mais aussi pendant toute la période couverte par les Perspectives. L'augmentation des exportations agricoles est une composante essentielle de la croissance en Argentine et au Brésil, qui devrait dépasser

celles de la plupart des pays de l'OCDE. La croissance économique s'est tassée en Russie et dans les autres pays de la CEI, mais elle devrait toutefois rester vigoureuse grâce à la bonne tenue des revenus pétroliers.

Graphique 1.1. Évolution de la croissance de la production dans quelques pays

Croissance annuelle du PIB réel, en pourcentage par rapport à la période précédente



Source : Perspectives économiques de l'OCDE n° 78 (décembre 2005), World Bank Global Economic Prospects 2006 (novembre 2005).

Ces perspectives économiques mondiales comportent également des risques persistants de divergence à la baisse qui ont d'importantes conséquences pour les marchés agricoles. Des incertitudes existent quant à la viabilité à long terme des déficits sans précédent de la balance courante aux États-Unis et aux perspectives de durcissement de la politique monétaire au Japon et dans la zone euro. Bien que les taux d'intérêt à long terme restent faibles par rapport à leurs niveaux passés, les pressions à la hausse poussent à s'interroger sur l'évolution des investissements ruraux et de la demande des consommateurs sur les marchés agroalimentaires. Dans les pays en développement, on peut également s'interroger sur la situation des réformes structurelles et les effets de l'intervention des pouvoirs publics sur les flux d'échanges agricoles.

Parallèlement à l'augmentation des revenus, l'évolution démographique joue un rôle déterminant dans l'environnement économique mondial, et affecte aussi bien l'offre que la demande de produits agricoles. Au cours des dix prochaines années, la croissance de la population sera plus lente qu'au cours de la précédente décennie, la population mondiale augmentant d'en moyenne 1.1 % par an pour atteindre quelque 7.2 milliards en 2015. La croissance démographique sera plus forte en Afrique (moyenne annuelle supérieure à 2 %), alors qu'en Europe, la population devrait diminuer au cours des dix prochaines années, plus particulièrement dans les pays d'Europe centrale et orientale.

Dans de nombreux pays en développement, l'insuffisance de terres cultivables pourrait inciter les populations rurales à accroître la capacité de production de produits agricoles à forte intensité de main-d'œuvre tels que les fruits et légumes. Dans la mesure où cela leur permettra de tirer meilleur parti de leur avantage comparatif, cette réorientation de la production pourrait promouvoir la croissance économique dans ces pays. C'est en Afrique et en Amérique latine que la croissance des revenus au cours des dix prochaines années devrait être la plus élevée, avec un taux moyen proche de 4 % par an.

Cependant, la croissance dans ces régions part d'un niveau relativement bas et représente donc la plus faible part de la production totale mondiale. Toutefois, comparée à ce qui se passe sur les marchés plus matures des pays de l'OCDE, dans les pays en développement la croissance des revenus se traduit généralement plus directement par une augmentation de la demande de produits agricoles à plus forte valeur ajoutée, tels que la viande et les produits laitiers, cette demande réagissant plus fortement à la hausse des revenus. En conséquence les économies en développement dynamiques peuvent représenter des marchés d'importation de plus en plus importants, non seulement pour les matières premières agricoles mais aussi pour des produits plus élaborés.

Tableau 1.1. **Projections de la croissance de la population et des revenus**
Taux de croissance annuel moyen sur 10 ans, et part de la population rurale et des revenus en 2005, en pourcentage

| | Population | | | Croissance | | |
|----------------------------|------------|-----------|---------------------|------------|-----------|-------------------------|
| | 1996-2005 | 2006-2015 | 2005 part rurale | 1996-2005 | 2006-2015 | 2005 part de revenus |
| Monde | 1.26 | 1.10 | 50.8 | 2.64 | 2.90 | 100 |
| Afrique | 2.24 | 2.08 | 60.3 | 3.50 | 3.78 | 1.8 |
| Amérique latine et Caraïbe | 1.47 | 1.20 | 22.4 | 2.03 | 3.61 | 5.7 |
| Amérique du Nord | 1.00 | 0.87 | 19.2 | 3.02 | 3.21 | 28.7 |
| Europe | 0.00 | -0.11 | 26.7 | 2.33 | 2.17 | 32.1 |
| Asie | 1.28 | 1.07 | 60.1 | 2.64 | 3.13 | 30.2 |
| Océanie | 1.36 | 1.10 | 26.7 | 3.48 | 3.09 | 1.6 |

Note : Revenus mesurés d'après le PIB aux prix du marché en dollar des États-Unis de 1995. Le taux de croissance annuel moyen est obtenu par la méthode des moindres carrés (voir glossaire).

Source : Perspectives de la population mondiale des Nations unies (Révision 2004) et World Bank Economic Prospects 2006 (novembre 2005).

L'inflation reste contenue et résiste aux prix élevés de l'énergie

L'évolution des prix du pétrole brut est un élément important des *Perspectives agricoles*. La hausse des prix du pétrole affecte les marchés agricoles non seulement à travers l'augmentation des coûts de production, mais aussi à travers ses effets sur la production de biocarburants de substitution. À moyen terme, les prix du pétrole devraient se maintenir à des niveaux bien supérieurs à ceux enregistrés durant les premières années de la décennie, mais ils devraient toutefois progressivement se tasser pour s'établir autour de 40 USD le baril à la fin de la période considérée, conforme aux projections moyen terme du Département économique de l'OCDE. Les prix du pétrole demeurant élevés par rapport aux précédentes années de la décennie, le secteur agricole se détourne des produits à forte intensité d'énergie et investit dans des installations de production de biocarburants économiquement plus réalistes.

En dépit de la flambée des prix du pétrole, de la croissance mondiale et de l'expansion du commerce mondial, les niveaux de prix restent généralement stables dans beaucoup de pays. Cela confirme les prévisions selon lesquelles l'inflation restera faible à long terme dans les pays de l'OCDE. Les estimations du taux annuel d'inflation pour 2005 sont légèrement inférieures à la moyenne pour 2000-2004 tant dans la zone euro que dans l'ensemble de la zone de l'OCDE, avec un recul notable au Mexique et au Canada. Dans beaucoup de ces pays, les taux d'inflation sont inférieurs à 3 % et devraient le rester

pendant toute la période des Perspectives. Le taux d'inflation a accusé un fort recul au Brésil depuis 2003 mais continue de poser un grave problème en Argentine et en Russie.

Importance croissante des taux de change des économies en développement à forte croissance au plan mondial

Les hypothèses sur les taux de change sont très importantes pour les projections puisque qu'elles peuvent influencer de manière très importante le niveau de compétitivité et par conséquent les échanges de produits agricoles à travers le monde. La plupart des échanges de produits agricoles sont libellés en dollars des États-Unis. Durant l'année 2005, le dollar américain a regagné du terrain par rapport à ses principaux compétiteurs, l'euro et le yen, après une période de dépréciation en 2003 et 2004. La hausse du dollar par rapport à ces grandes monnaies devrait perdurer durant les premières années de la période étudiée. Si un dollar plus fort est un soulagement pour les exportateurs de produits agricoles de la zone Euro, l'affaiblissement du yen affecte les importations japonaises de produits agricoles et alimentaires. Le taux de change de l'euro devrait rester stable au-delà de 2006 et pendant toute la période couverte par les Perspectives. Toutefois, compte tenu du faible taux d'inflation du Japon par rapport à celui des États-Unis, le yen devrait s'apprécier.

Du fait de l'expansion des opportunités commerciales au plan mondial, les taux de change des monnaies des pays en développement par rapport au dollar des États-Unis, prennent de l'importance car ils conditionnent les termes de l'échange et les déséquilibres du commerce extérieur au plan mondial. On peut citer notamment le yuan chinois qui a gagné près de 3 % depuis l'adoption d'un système de gestion plus souple en juillet 2005 et qui devrait encore s'apprécier durant la période des Perspectives. Dans les pays à forte croissance comme l'Argentine, le Brésil, l'Inde, le Mexique et la Russie, les marchés d'exportation sont en pleine expansion. Toutefois plus avant vers l'horizon 2015, les taux d'inflation projetés devraient dépasser ceux des États-Unis, dans un climat de forte croissance de la demande, notamment de la demande d'importations. Partant de l'hypothèse que les taux de change restent constants en termes réels, ces monnaies auront tendance à se déprécier par rapport au dollar.

Le soutien intérieur et les politiques commerciales pèsent sur les marchés agricoles

Les politiques agricoles et commerciales jouent un rôle important sur les marchés agricoles tant nationaux qu'internationaux, et influent directement sur la production et la consommation de produits agricoles et alimentaires. Les mesures de soutien intérieur et de protection commerciale peuvent entraîner d'importantes distorsions sur les marchés en faussant les prix sur les marchés intérieurs et mondiaux. Compte tenu de leur influence sur les décisions de production et de consommation, elles peuvent modifier non seulement la composition et le niveau de la production et de consommation, mais aussi parfois leur répartition géographique. Pour limiter ces distorsions et optimiser les avantages recherchés, les politiques devraient être découplées, spécifiques et ciblées sur des objectifs et bénéficiaires bien définis. Cela vaut également pour les pays en développement dont les politiques agricoles sont souvent destinées à réduire la pauvreté. Les politiques commerciales agricoles, même si elles visent certains produits ou secteurs agricoles particuliers au niveau national, entrent aussi dans le cadre des négociations et accords commerciaux internationaux plus larges.

Étant donné que les négociations de l'OMC sur le Programme de Doha pour le développement n'ont pas encore abouti, les Perspectives s'appuient, sur les politiques existantes et sur les réformes qui ont déjà été décidées. Les projections des Perspectives considèrent en particulier que les mesures commerciales convenues dans le cadre de l'Accord sur l'agriculture issu du cycle d'Uruguay (AACU) s'appliqueront pendant toute la période considérée, c'est-à-dire jusqu'en 2015. Les politiques et dispositions des accords commerciaux régionaux et bilatéraux existants, notamment de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), de l'Initiative tout sauf les armes (TSA) de l'Union européenne et de l'accord du Mercosur entre l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay sont prises en compte dans les Perspectives, qui prennent aussi en compte, s'il y a lieu, les accords commerciaux préférentiels bilatéraux visant certains produits. Conformément à l'Accord de libre-échange de l'Amérique centrale (ALECA), signé en août 2004, l'accès au marché sera libéralisé pour tous les produits dans un délai variable de jusqu'à 20 ans, ce qui devrait stimuler les échanges de viande dans cette région, grâce à l'élargissement progressif des contingents tarifaires et à la réduction des droits de douane. L'ALECA n'a pas été expressément intégré dans le système de modélisation mais il a été fait en sorte que cet accord puisse être pris en compte lorsque la croissance des échanges risque d'avoir un impact. Les hypothèses concernant les accords qui pourraient intervenir dans le cadre des négociations du Programme de Doha pour le développement n'ont pas été incorporées dans le scénario de référence de ces Perspectives.

Les programmes et dispositions au titre de loi américaine sur la sécurité agricole et l'investissement rural (loi FSRI) des États-Unis de 2002 sont supposés continuer d'être appliqués tout au long de la période étudiée, en considérant que les taux des prêts accordés restent constants jusqu'en 2015. En ce qui concerne l'Union européenne, comme dans les précédentes éditions des Perspectives, les principaux éléments de la Réforme de la politique agricole commune de 2003, sont supposés demeurer inchangés. S'agissant des autres pays, les mesures et programmes de soutien en vigueur (notamment le PROCAMPO au Mexique) sont pris en compte en respectant leurs modalités officielles. Lorsque le terme des mesures et programmes est clairement fixé, les dates officielles sont appliquées; dans le cas contraire, les paiements, dispositions et autres mesures sont supposés se poursuivre jusqu'en 2015. Les projections concernant le sucre intègrent la réforme sucrière de l'UE convenue en novembre 2005. Outre la réduction du soutien des prix, partiellement compensée par des paiements directs, cette réforme prévoit une diminution des subventions à l'exportation de sucre de l'UE-25 dans les limites fixées par l'AACU/OMC et la suppression des restrictions des exportations de sucre des PED vers l'UE dans le cadre de l'Initiative, TSA à partir de 2009. Les projections intègrent par ailleurs l'élimination des restrictions et des droits perçus sur les exportations de sucre mexicain vers les États-Unis à partir de 2008 au titre de l'ALENA et le maintien de la taxe sur la consommation de boissons à haute teneur en fructose au Mexique.

Principales tendances sur les marchés des produits

Plusieurs forces économiques agissent sur les marchés agricoles mondiaux. Donnée importante, l'augmentation des revenus par habitant conjuguée à une croissance économique à large assise et à l'urbanisation croissante fait évoluer les habitudes alimentaires dans la plupart des pays en développement et progresser la demande de produits animaux ainsi que celle d'aliments du bétail, de fruits et légumes et de produits alimentaires transformés. Cette poussée de la demande fait augmenter la demande de

produits importés également dopée par les taux de croissance démographique qui, bien qu'en net recul par rapport à la précédente décennie, sont près de deux fois supérieurs à ceux des pays développés. Conséquence de cette évolution, les pays en développement jouent un rôle de plus en plus déterminant dans la définition des contours du paysage agricole mondial et éclipsent effectivement l'influence des pays développés à cet égard. Les pays en développement, en particulier le Brésil, l'Inde et la Chine, sont en train de devenir l'épicentre des forces qui gouvernent la production et les échanges agricoles mondiaux, tendance qui devrait se poursuivre voire même s'accélérer pendant la période étudiée.

L'émergence des pays en développement comme principaux moteurs de croissance de la demande et des échanges de produits agricole s'accompagne d'une nette modification de l'équation agricole du côté de l'offre au niveau des grands pays producteurs et exportateurs. Si l'on compare les perspectives de croissance de la production pour les 15 produits agricoles figurant au tableau 1.1, on constate que le taux d'expansion de la production dans les pays en développement et en transition, qui forment la zone non OCDE, dépassent ceux de la zone de l'OCDE, pour chaque groupe de produits, très largement pour les oléagineux, les tourteaux oléagineux, le riz, le sucre, la viande porcine, la viande bovine, le beurre et le lait en poudre, et de façon moins marquée pour le blé, les céréales secondaires, la viande de volaille et les huiles végétales. Une tendance analogue se dégage en ce qui concerne la croissance de la consommation qui est plus forte dans les pays non membres de l'OCDE que dans la zone de l'OCDE. En conséquence, la production et la consommation de la zone de l'OCDE représentent une part décroissante des totaux mondiaux pour les produits considérés dans les Perspectives à l'horizon 2015 (tableau 1.2).

Les projections concernant les pays les moins avancés se caractérisent par une hausse des importations nettes de produits alimentaires de base. Ces pays affichent une croissance démographique rapide et l'augmentation de la productivité n'arrive pas à suivre celle de la demande intérieure. Ces pays deviennent en conséquence plus dépendants des marchés internationaux et donc plus vulnérables aux fluctuations des prix des produits. Cela confirme qu'il est important d'améliorer les capacités intérieures en investissant dans l'éducation et la formation, la recherche et développement et les infrastructures physiques. De plus, la mise en place de systèmes d'accréditation des produits alimentaires pourrait faciliter l'accès aux chaînes de valeur nationales ou internationales des produits alimentaires, en particulier pour les petits exploitants de ces pays.

La réforme en cours des politiques et les investissements substantiels en faveur de l'agriculture productive et des infrastructures qu'elle nécessite déplacent la production et les exportations de produits agricoles, en particulier non transformés, des pays développés vers le monde en développement. Les marchés agricoles internationaux devraient en conséquence se caractériser par une forte concurrence non seulement des exportateurs traditionnels mais aussi des pays en développement et en transition exportateurs qui exploitent leurs avantages comparatifs agricoles. Les pays développés restent très présents dans les échanges de produits agricoles non transformés, même si sous l'effet de la mondialisation de l'industrie agroalimentaire, les échanges de produits agricoles et alimentaires à valeur ajoutée risquent fort de connaître un essor encore plus rapide.

La croissance projetée des échanges de produits agricoles à l'horizon 2015 devrait rester décevante en grande partie à cause des barrières commerciales qui demeurent plus élevées pour les produits agricoles. S'agissant des produits agricoles, ces barrières sont

Tableau 1.2. **Taux de croissance annuels moyens de la consommation et de la production – 2005-2015**

| | Production | | | Consommation | | |
|--|------------|------|----------|--------------|------|----------|
| | % | | | % | | |
| | Total | OCDE | Non OCDE | Total | OCDE | Non OCDE |
| Blé | 1.2 | 1.0 | 1.3 | 1.1 | 0.9 | 1.2 |
| Riz | 1.5 | 0.0 | 1.6 | 1.3 | 0.1 | 1.4 |
| Céréales secondaires | 1.6 | 1.3 | 2.0 | 1.5 | 1.4 | 1.6 |
| Céréales secondaires pour l'alimentation animale | .. | .. | .. | 1.1 | 0.6 | 1.7 |
| Oléagineux | 2.2 | 0.6 | 3.3 | 2.4 | 1.4 | 3.1 |
| Tourteaux d'oléagineux | 2.7 | 1.4 | 3.5 | 2.8 | 1.7 | 4.0 |
| Viande bovine | 1.9 | 0.7 | 2.7 | 2.0 | 0.8 | 2.7 |
| Viande ovine | 1.9 | 0.8 | 2.4 | 1.9 | 0.8 | 2.4 |
| Volaille | 2.4 | 1.6 | 3.0 | 2.4 | 1.8 | 2.9 |
| Lait | 1.5 | 0.7 | 2.2 | .. | .. | .. |
| Beurre | 1.6 | -0.4 | 2.8 | 1.7 | -0.3 | 2.7 |
| Fromage | 1.5 | 1.4 | 2.0 | 1.6 | 1.5 | 2.0 |
| Lait écrémé en poudre | -0.3 | -1.3 | 2.8 | -0.7 | -1.8 | 0.7 |
| Lait entier en poudre | 2.0 | 0.7 | 3.2 | 2.2 | -0.4 | 2.9 |
| Huile végétale | 2.6 | 1.5 | 2.9 | 2.7 | 1.8 | 3.2 |
| Sucre | 1.9 | -1.0 | 2.9 | 1.7 | 0.4 | 2.2 |

Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

Tableau 1.3. **Part des pays de l'OCDE dans la consommation et la production totales mondiales**

| | Production | | | Consommation | | |
|--|------------|------|------|--------------|------|------|
| | % | | | % | | |
| | 2005 | 2010 | 2015 | 2005 | 2010 | 2015 |
| Blé | 40.9 | 40.5 | 40.2 | 32.6 | 32.4 | 31.8 |
| Riz | 5.5 | 5.0 | 4.7 | 5.2 | 4.9 | 4.6 |
| Céréales secondaires | 52.8 | 51.5 | 51.1 | 49.3 | 49.9 | 48.9 |
| Céréales secondaires pour l'alimentation animale | .. | .. | .. | 53.9 | 52.8 | 51.3 |
| Oléagineux | 42.2 | 38.3 | 36.0 | 40.2 | 37.6 | 36.2 |
| Tourteaux d'oléagineux | 40.8 | 37.7 | 36.0 | 55.0 | 52.7 | 49.5 |
| Viande bovine | 41.1 | 39.3 | 36.3 | 41.5 | 39.6 | 36.9 |
| Viande ovine | 36.0 | 34.0 | 32.5 | 34.7 | 32.6 | 31.2 |
| Volaille | 45.1 | 43.5 | 41.8 | 42.8 | 41.2 | 40.1 |
| Lait | 46.6 | 44.8 | 42.9 | .. | .. | .. |
| Beurre | 42.2 | 38.3 | 34.8 | 36.1 | 32.3 | 29.5 |
| Fromage | 78.1 | 78.0 | 77.1 | 76.1 | 75.5 | 75.1 |
| Lait écrémé en poudre | 78.8 | 75.3 | 71.1 | 58.0 | 54.5 | 51.6 |
| Lait entier en poudre | 51.8 | 48.8 | 45.5 | 23.5 | 20.2 | 18.2 |
| Huile végétale | 27.1 | 25.5 | 24.5 | 34.1 | 32.2 | 31.1 |
| Sucre | 28.6 | 23.8 | 21.4 | 27.5 | 26.0 | 24.1 |

Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

généralement plus fortes pour les produits transformés que pour les produits bruts ayant subi peu de transformations (progressivité des droits de douane). Les échanges de produits agricoles transformés qui ont cru plus rapidement que ceux de produits bruts au cours des vingt dernières années, devraient continuer de progresser au cours des dix prochaines années mais à un rythme plus lent, en partie à cause de la persistance de ces barrières commerciales. Les contrôles réglementaires et les embargos sur les importations restent en vigueur dans certains pays. Ces mesures ont des répercussions sur les flux d'échanges agricoles pendant toute la période considérée, et modifient la distribution des pays d'origine et de destination.

Les maladies du bétail freinent la croissance des échanges internationaux de viande

La croissance des échanges internationaux de produits animaux qui a bénéficié de l'amélioration de l'accès aux marchés en application des accords commerciaux mondiaux conclus au cours des dix dernières années, dépend de plus en plus de la demande des pays en développement. Sur les marchés des pays développés, où la consommation par habitant est généralement élevée et la demande, stable voire en recul pour certains produits, les problèmes d'approvisionnement ont été largement remplacés par d'autres craintes concernant les caractéristiques des produits et/ou procédés ou la qualité des aliments. Au cours des dix dernières années, les échanges de produits à base de viande ont été néanmoins fréquemment affectés par les flambées de maladies animales et par leurs effets résiduels (lenteurs dans la levée des embargos imposés par les pays importateurs, décisions d'investissement dans ce secteur). Ces éléments tempèrent les perspectives autrement positives des échanges mondiaux de viande, qui devraient bénéficier de la hausse des revenus par habitant dans un grand nombre de pays importateurs pendant toute la période étudiée.

En ce qui concerne l'évolution des échanges de viande, le Japon et la Corée devraient accroître leurs importations de viande bovine, de qualité essentiellement, qui atteindront les niveaux d'avant l'ESB en Amérique du Nord. Dans le même temps, même si les craintes des consommateurs suscitées par l'ESB et la grippe aviaire se sont calmées, la consommation et les importations de viande porcine de ces mêmes pays devraient elles aussi s'affermir. Les États-Unis et le Canada, dont les échanges de viande bovine devraient connaître une reprise progressive pendant la période des Perspectives, regagnent une part de marché perdue en raison de la présence accrue de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. Dans le même temps, l'UE devrait voir sa position d'exportateur net s'éroder suite aux réformes des politiques nationales.

Hors de la zone de l'OCDE, l'augmentation des exportations des pays en développement sera largement attribuable à la bonne tenue des exportations sud-américaines toujours aussi compétitives et qui bénéficient en outre de la hausse des investissements dans le secteur. Certaines avancées de pays en développement qui, comme le Chili ou le Mexique, ne sont pas traditionnellement exportateurs, se feront à la faveur d'accords sanitaires qui faciliteront l'accès au marché japonais. La Russie, en dépit des contingents tarifaires qu'elle applique depuis 2003 aux importations de viande bovine, porcine et de volaille et de la hausse de sa production intérieure, reste un débouché important pour les exportations de viande bovine, porcine et de volaille de l'UE et du Brésil. Selon les projections, la production et les exportations de viande porcine de la Chine devraient continuer de progresser pendant la période étudiée. Dans le cas de la volaille, les exportations en hausse des États-Unis devraient faire face à une concurrence accrue du Brésil qui bénéficie de

faibles coûts de production et offre des prix concurrentiels sur les marchés internationaux. La Chine, le Mexique et la Russie devraient continuer de figurer parmi les principaux importateurs mondiaux de volaille, la demande créée par l'amélioration des revenus augmentant plus rapidement que la production intérieure projetée.

Les pays de l'OCDE continuent de dominer les échanges de produits laitiers

En réponse aux niveaux de prix records enregistrés récemment à la faveur du renforcement de la demande induit par la hausse des revenus et au retour de conditions climatiques normales dans certains grands pays producteurs, la production de lait et de produits laitiers continue de progresser pendant la période couverte par les projections. La croissance de la demande de produits laitiers sera essentiellement à mettre au compte de la zone non OCDE. L'envolée de la demande dans cette région reflète non seulement la croissance plus rapide de la population et des revenus, mais aussi les effets de l'urbanisation en marche, du progrès technologique et du développement des produits dans l'industrie laitière de ces pays. Dans la majorité des pays de l'OCDE, la consommation par habitant est déjà élevée et la demande devrait progresser plus lentement qu'hors de la zone OCDE. Ventilée par produits, la consommation devrait augmenter uniquement pour le fromage dans la zone OCDE; celle de beurre, de lait entier en poudre et de lait écrémé en poudre devrait au contraire s'infléchir.

La consommation augmentant plus rapidement que l'offre dans la plupart des pays importateurs, les importations de produits laitiers devraient s'intensifier, sauf celles de lait écrémé en poudre. L'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'UE restent les plus gros exportateurs sur les marchés mondiaux des produits laitiers. Les exportations de beurre et de lait écrémé en poudre de l'UE devraient cependant se contracter fortement suite à la réduction du soutien des prix dans le cadre de la réforme de la PAC. Les exportations de l'Océanie devraient quant à elles progresser bien plus lentement qu'au cours de la précédente décennie. L'Argentine et l'Ukraine s'imposent de plus en plus sur les marchés d'exportation de produits laitiers. La forte croissance de la consommation en Russie se répercute sur les importations de beurre, de fromage et de poudre de lait qui augmentent pendant la période étudiée. Le Japon et les États-Unis restent de gros importateurs de fromage, tandis que le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et le Mexique intensifieront leurs importations de lait en poudre.

Les exportateurs traditionnels de blé dominant les échanges mais doivent faire face à une concurrence accrue

Les cinq grands exportateurs traditionnels de blé que sont l'Argentine, l'Australie, le Canada, l'Union européenne et les États-Unis, conservent leur position dominante dans les échanges mondiaux de blé pendant la période considérée, leur part globale de marché n'évoluant que faiblement. Les exportations croissantes de l'Ukraine et du Kazakhstan concurrencent de plus en plus celles de ces pays. Les États-Unis restent le premier pays exportateur de blé jusqu'en 2015, mais leur part de marché de même que celle du Canada enregistrent un recul au profit de celle de l'Australie, de l'UE, de l'Argentine et de plusieurs fournisseurs de la zone de la mer Noire.

Au cours des dix dernières années, la croissance des échanges de blé a été freinée par la baisse des importations, de la république islamique d'Iran notamment. Toutefois, les importations de blé d'un grand nombre de pays, notamment de pays en développement, devraient progresser régulièrement durant la prochaine décennie. La croissance des

importations de blé se concentrera dans les pays en développement où la population et les revenus par habitant augmentent, mais où le manque de terres ou les conditions climatiques limitent l'essor de la production intérieure. Les marchés porteurs se trouvent en Afrique (Égypte et Nigeria, notamment), au Brésil et au Mexique. D'importants stocks de blé de qualité basse étaient disponibles au début de la période considérée, et en raison de son faible prix, ce type de blé fait concurrence au maïs pour l'alimentation animale, ce qui stimule la demande et partant les importations de blé fourrager dans certains pays, notamment en république de Corée.

La croissance des échanges de céréales secondaires liée à l'essor de la production animale

La croissance des échanges de céréales secondaires est étroitement liée à l'essor de la production animale intérieure, notamment dans les pays qui ne sont pas en mesure de répondre à leurs besoins de produits fourragers. Le maïs arrive en tête des céréales fourragères échangées sur les marchés mondiaux, suivie par l'orge et le sorgho-grain. Les États-Unis demeurent le premier pays producteur, consommateur et exportateur de maïs. Cependant, l'accroissement de la production d'éthanol tiré du maïs devrait limiter la croissance des exportations du pays pendant la période couverte par les projections. Les États-Unis devront, selon les projections, affronter la concurrence d'autres exportateurs sur les marchés internationaux, notamment des pays d'Europe de l'Est, de l'Argentine et du Brésil, qui devraient étoffer leur part de marché à l'horizon 2015. Les exportations de maïs de la Chine devraient se contracter pendant la période étudiée. Ce pays devrait devenir importateur net de maïs vers 2010 en raison de l'augmentation des besoins fourragers du secteur de l'élevage en pleine expansion.

S'agissant des céréales secondaires, les principaux marchés porteurs sont le Mexique, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, la Chine, l'Asie et l'Amérique latine, où la hausse des revenus stimule la demande de produits animaux, et partant le développement des secteurs de l'élevage et l'augmentation des besoins d'aliments du bétail. Toutefois, au Japon et en république de Corée, ainsi que dans d'autres pays du Sud-Est asiatique, l'augmentation des importations de viande devrait tempérer celle des importations de céréales secondaires et d'autres aliments du bétail. Le maintien des restrictions sur l'utilisation de céréales contenant des caractères génétiquement modifiés limitera les importations de l'UE en provenance des États-Unis pendant la période considérée; ces exportations seront remplacées par des produits provenant d'autres sources européennes, notamment de la région de la mer Noire. S'agissant des autres grandes céréales secondaires, les échanges d'orge (fourragère et brassicole) devraient aussi aller croissant, en réponse à la forte demande émanant de l'Asie et de l'Afrique du Nord. La demande supplémentaire devrait être en grande partie couverte par l'augmentation des ventes de l'Australie, du Canada et de l'UE qui devront soutenir la concurrence de l'Ukraine et de la Russie.

Les échanges de riz progressent plus lentement qu'au cours de la précédente décennie

Les échanges de riz restent assez modestes par rapport à ceux de blé et de céréales secondaires. Les échanges mondiaux de riz ont progressé de plus de 30 % entre 1995 et 2005, à la faveur de l'augmentation de la demande, notamment en Afrique. Bien qu'aucun grand changement de politique ne soit prévu pendant la période considérée, les échanges mondiaux de riz devraient continuer de progresser à un rythme rapide

jusqu'en 2015, la consommation de riz augmentant plus rapidement que la production dans de larges zones d'Asie et d'Afrique. Les premiers exportateurs de riz, la Thaïlande et le Viêtnam, devraient accroître leur exportations en réponse à la montée des prix du marché mondial à court terme. Les États-Unis conservent leur premier place parmi les pays exportateurs de l'OCDE et leurs exportations de riz devraient atteindre 4.1 millions de tonnes en 2015. Pendant la période étudiée, les importations enregistrent la plus forte hausse dans les pays d'Asie et certains pays d'Afrique subsaharienne et du Moyen-Orient.

Les oléagineux et produits oléagineux continuent d'arriver en tête dans les échanges

La forte demande d'huiles végétales comestibles et de farines protéiques utilisées dans l'alimentation du bétail devrait maintenir, pour les oléagineux et les produits dérivés, les parts respectives des échanges sur la production mondiale à des niveaux supérieurs à ceux du blé et des céréales secondaires pendant les dix années à venir. Les investissements dans les capacités de trituration suivent l'intensification des échanges de farines protéiques. De tels investissements ont été faits par la Chine, notamment, pour se réserver la valeur ajoutée associée à la transformation. Pour cette raison, la croissance des importations d'oléagineux pendant la période considérée peut être largement attribuée à la Chine qui conforte sa position de premier importateur mondial. L'UE qui occupait précédemment cette position, ne devrait pas enregistrer de hausse de ses importations en raison de l'utilisation croissante de tourteaux de colza produits localement par une industrie de la trituration en plein essor pour répondre à la demande croissante de biocarburants oléagineux. La croissance de la demande d'importations d'huiles végétales devrait dépasser celle de farines protéiques. Les importations d'huiles végétales évoluent à la hausse dans toute les régions mais la Chine, l'Inde, le Pakistan et l'UE restent les principaux importateurs.

Les trois premiers exportateurs d'oléagineux, les États-Unis, le Brésil et l'Argentine, cumulent plus de 80 % des échanges mondiaux pendant toute la période considérée. Selon les projections, le Brésil devrait prendre la place de premier exportateur d'oléagineux occupée jusqu'ici par les États-Unis et ses exportations devraient fortement augmenter jusqu'en 2015. Les exportations d'oléagineux de l'Argentine devraient augmenter de presque 70 % la période considérée. L'Argentine demeure le premier exportateur d'huiles d'oléagineux, suivie du Brésil. Les échanges mondiaux d'huiles végétales restent dominés par l'huile de palme dont les volumes d'exportation sont presque de deux fois supérieurs aux chiffres enregistrés pour l'huile d'oléagineux. La Chine reste de loin le premier importateur d'huiles végétales pendant toute la période considérée.

Le Brésil domine de plus en plus les échanges de sucre

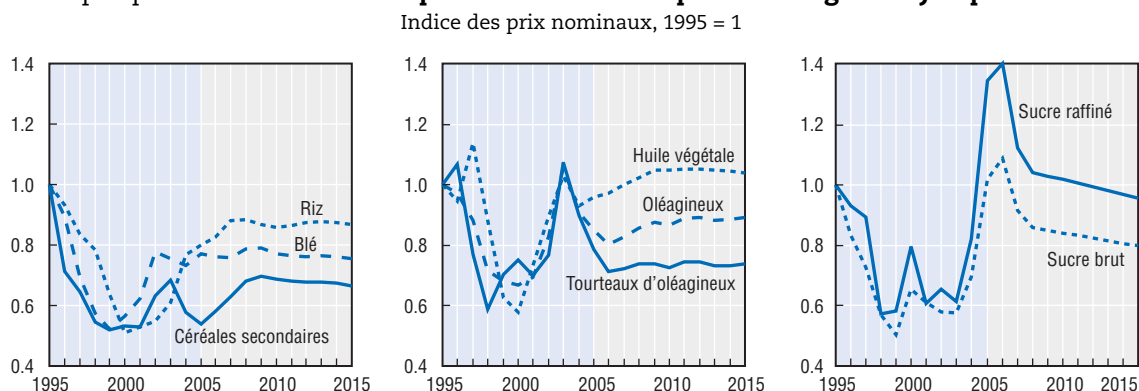
Le Brésil représente actuellement près de 40 % des exportations mondiales de sucre. Les exportations du sucre brut et raffiné du Brésil devraient augmenter jusqu'en 2015, ce qui affermira encore la position dominante du pays dans l'économie mondiale du sucre et exercera un effet modérateur certain sur l'évolution des prix du sucre. Les évolutions dans le secteur de l'éthanol tiré du sucre de canne au Brésil ne devraient pas trop peser sur la production et les exportations de sucre à l'horizon 2015. Après la réforme de son régime sucrier, l'UE devrait réduire sa production et ses exportations subventionnées de sucre et perdre son statut d'exportateur net pour devenir de plus en plus importateur de sucre. L'Australie, la Thaïlande et Cuba devraient voir leur production et leurs exportations de sucre progresser en dépit du déclin des investissements dans la capacité de production

amorcé depuis quelques années et de la restructuration du secteur qui se poursuit à Cuba. Les exportations mexicaines de sucre vers les États-Unis devraient croître après la suppression en 2008 des droits hors quota au titre de l'ALENA. Les importations de sucre sont moins concentrées que les exportations. La Russie devrait rester en tête pour les importations de sucre brut, mais les importations de l'Union européenne dans le cadre de l'initiative TSA et de la Chine où la consommation de sucre s'affermira à la faveur de la croissance économique devraient aussi afficher une forte hausse. Les autres grands pays importateurs d'Asie sont le Japon, la Corée et l'Indonésie.

Les prix agricoles mondiaux suivent différentes évolutions mais s'orientent à la baisse en termes réels

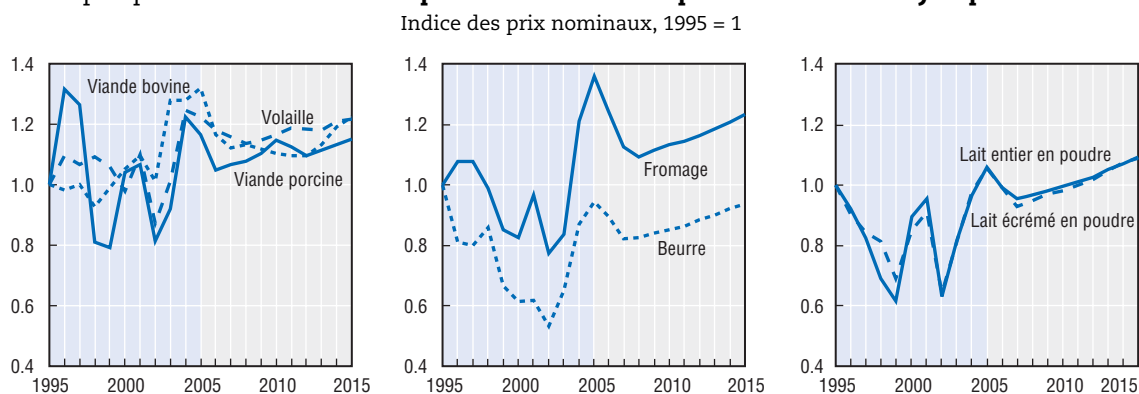
Le graphique 1.2. illustre l'évolution des prix mondiaux nominaux des différents produits végétaux et le graphique 1.3, des produits animaux. Selon les projections, les prix mondiaux du blé devraient peu varier en valeur nominale entre 2005 et 2015, l'offre et la demande restant relativement équilibrées. D'un autre côté, les prix du maïs devraient bénéficier à court terme du recul des exportations des États-Unis dû à la hausse de l'utilisation intérieure de ce produit pour fabriquer de l'éthanol. De même, les cours du riz devraient connaître une hausse plus marquée, reflétant les contraintes croissantes qui

Graphique 1.2. **Évolution des prix mondiaux des produits végétaux jusqu'en 2015**



Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

Graphique 1.3. **Évolution des prix mondiaux des produits animaux jusqu'en 2015**



Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

pèsent sur les ressources de certains grands pays producteurs, qu'il s'agisse de la pénurie de main-d'œuvre dans les campagnes, de la concurrence accrue entre les différents usages de la terre et de l'eau, ou du coût élevé des carburants. En termes réels (corrigés de l'inflation), les prix mondiaux du riz devraient quand même s'affirmer légèrement, tandis que ceux du blé et du maïs devraient poursuivre leur mouvement de repli à plus long terme. L'évolution du marché des oléagineux durant la période analysée résulte de l'accroissement de la productivité, de la modification des superficies cultivées et de la croissance de la demande induite par l'augmentation des revenus et de la population dans la plupart des pays.

Globalement, ces facteurs entraînent un léger redressement du prix des oléagineux et des tourteaux oléagineux en 2007 et les années suivantes, mais une stagnation voire un affaissement des prix réels. Sur le marché du sucre, les prix de référence mondiaux ont atteint durant la campagne 2005/06 des niveaux jamais vus depuis vingt-cinq ans, et représentaient près du double des prix de la précédente décennie. Selon les projections, les prix mondiaux devraient continuer de progresser en 2006/07 sachant que la consommation dépassera la production pour la quatrième année consécutive, d'où une nouvelle contraction des stocks mondiaux de sucre. Après 2006, les prix mondiaux du sucre devraient être en moyenne inférieurs à ceux du début de la période analysée, la production réagissant aux prix élevés. Ils devraient toutefois rester supérieurs à la moyenne enregistrée durant la précédente décennie. Les prix du sucre devraient continuer de s'infléchir en termes réels.

Les prix nominaux mondiaux des produits laitiers devraient cesser de grimper à partir de 2008 pour s'établir à des niveaux comparables à ceux de 2005 à la fin de la période considérée, exception faite du fromage dont le prix de référence mondial devrait être inférieur de presque 10 % au niveau exceptionnellement haut de 2005. La croissance régulière de la demande d'importations, des pays en développement principalement, et le ralentissement de la croissance de l'offre de l'UE et de la Nouvelle-Zélande devraient maintenir une pression à la hausse sur les prix des produits laitiers. Selon les projections, les prix de la plupart des viandes, après avoir subi les contrecoups des épizooties entre 2003 et 2005, devraient se stabiliser pendant la période considérée dans les Perspectives. Ces projections de prix correspondent aux projections des prix des aliments du bétail qui diminuent et à celles de la productivité qui continue d'augmenter, et impliquent un fléchissement des prix réels de la viande jusqu'en 2015.

Incertitudes

Les principaux facteurs d'incertitudes pesant sur les perspectives des marchés agricoles mondiaux à moyen terme sont les chocs sur la production dus aux conditions climatiques, de moins bonnes performances macroéconomiques, ainsi que les réformes et l'évolution des politiques. Toute modification des hypothèses de départ qui sous-tendent les projections concernant l'accroissement de la demande et des échanges, notamment l'hypothèse d'une forte croissance économique à travers le monde, ou une libéralisation moins poussée, l'apparition de maladies animales ou des prix du pétrole brut plus élevés, devrait avoir des conséquences, peut-être très importantes, pour les perspectives des marchés agricoles pour les années à venir. Dans ce contexte, l'une des grandes sources d'incertitude est l'issue des négociations commerciales multilatérales dans le cadre du Programme de Doha pour le développement. Une réduction des barrières aux échanges de produits agricoles et du soutien à la production agricole est à prévoir, en particulier dans

les pays développés, lorsque cet accord sera finalement conclu, et bien entendu en fonction de ce qu'il contiendra. Ces changements pourraient faire augmenter les prix mondiaux d'un certain nombre de produits agricoles et stimuler les échanges.

L'issue des négociations de Doha n'est toutefois pas la seule incertitude concernant les politiques commerciales. Un grand nombre d'accords de libre-échange bilatéraux ou régionaux ont vu le jour au cours des dernières années. Bon nombre d'entre eux, ne sont pas explicitement pris en compte dans les présentes Perspectives. Cependant, la mise en œuvre de ces accords devrait favoriser la croissance des échanges entre les pays signataires. Par exemple, l'Accord de libre-échange de l'Amérique centrale, signé en août 2004, en vertu duquel l'accès au marché sera libéralisé pour tous les produits dans un délai pouvant aller jusqu'à 20 ans, devrait stimuler les échanges dans cette région, grâce à l'élargissement des contingents tarifaires et à la réduction des droits de douane.

La modification des politiques nationales influe aussi sur les performances du marché décrites dans l'évaluation des Perspectives. Citons à cet égard le prochain Farm Bill aux États-Unis. Compte tenu de l'importance de ce pays comme producteur agricole de nombreux produits agricoles échangés sur les marchés mondiaux, toute modification substantielle des dispositions de soutien intérieur dans le prochain Farm Bill, qui entrera en vigueur à partir de 2008, aura des répercussions sur les marchés agricoles mondiaux.

Compte tenu de l'importance des pays en développement dans les perspectives des marchés agricoles mondiaux, les évolutions qui interviendront au Brésil, en Chine et en Inde joueront un rôle particulièrement important. Le Brésil a considérablement affermi sa position d'exportateur sur plusieurs marchés. La Chine pèse également lourd dans les prévisions pour un certain nombre de produits, mais comme importateur et non comme exportateur. L'Inde suscite différentes interrogations car son ouverture commerciale est moins forte que celle des deux autres pays. Toutefois, compte tenu de la taille de son marché intérieur, toute modification résiduelle de la production et de la consommation agricoles répercutée sur les marchés mondiaux risque d'affecter sensiblement les performances de ces marchés. Si, dans ces pays, les marchés et les échanges connaissent une évolution différente du scénario envisagé jusqu'en 2015, les Perspectives s'en trouveront de toute évidence affectées.

Dans le secteur de la viande, le risque d'apparition de maladies animales pose un problème particulier en raison des perturbations engendrées sur les marchés mondiaux de la viande. Plusieurs scénarios peuvent être envisagés. Puisque l'hypothèse de départ table sur des conditions normales, aucune maladie n'a été spécifiquement considérée dans les Perspectives. Des maladies comme l'ESB ou la grippe aviaire ont des répercussions au niveau de la demande et de l'offre, et donnent généralement lieu à des mesures de destruction ou d'abattage massif de troupeaux qui peuvent réduire à zéro l'offre commerciale de régions entières. La demande reculera plus ou moins par rapport à l'offre selon la réaction des consommateurs, et la consommation sera généralement affectée même dans les régions exemptes de maladie. La demande totale de viande risque de diminuer et de se reporter sur d'autres viandes. Certains marchés se fermeront par ailleurs aux exportations de viande des pays touchés. En conséquence, compte tenu de la mondialisation et de l'interdépendance croissantes des marchés des produits, les flambées de maladies animales telles que l'ESB ou la grippe aviaire pourraient gravement perturber les secteurs de la viande des pays directement ou indirectement touchés, et provoquer une onde de choc sur les marchés des céréales et des oléagineux.

Le dernier élément d'incertitude sur les marchés agricoles mondiaux renvoie aux effets que produira l'intensification actuelle des investissements dans la production de biocarburant sur les marchés agricoles, en particulier les marchés des céréales, des oléagineux et des cultures sucrières. En réponse à l'augmentation soutenue des prix du pétrole depuis 2004, la demande de biocarburants connaît une forte croissance qui devrait s'accroître au cours des prochaines années. La hausse des prix du pétrole n'est pas le seul argument en faveur de l'utilisation accrue de bioénergie qui devrait avoir de nombreux effets bénéfiques pour l'environnement : réduction nette des émissions de CO₂ et de la pollution urbaine, moindre dépendance vis-à-vis importations de pétrole brut, création d'emplois plus certains avantages sociaux, notamment hausse des revenus des exploitations agricoles et amélioration de la situation des économies rurales.

On peut s'attendre à ce que la production de biocarburant continue d'augmenter et concurrence les autres utilisations des produits agricoles. Le scénario table sur une très forte augmentation de la production d'éthanol aux États-Unis, au Canada et au Brésil, avec une poursuite de la croissance de la production de biodiesel dans l'UE dont la nouvelle directive n'a pas encore été signée, et donc n'est pas prise en compte. Dans la mesure où la croissance sera réellement plus forte, la demande de maïs, de blé, d'oléagineux et de sucre connaîtra une nouvelle poussée comparable à celle observée pour la production d'éthanol et de biodiesel aux États-Unis, dans l'Union européenne et au Brésil. Bien le sens de l'évolution ne fasse aucun doute, l'ampleur des effets sur l'agriculture et les possibles répercussions de l'expansion de la production doivent être analysées plus avant. Il faudra notamment étudier les arbitrages entre les utilisations alimentaires (alimentation humaine et animale) et non alimentaires des différentes cultures, et les effets entre produits de la réduction des quantités disponibles pour les usages traditionnels en alimentation humaine et animale et, surtout de la modification des matières de base utilisées au profit de produits non agricoles tels que les fibres cellulosiques et les déchets.

La hausse actuelle des investissements dans les capacités de production de biocarburant est à mettre au compte principalement des incitations et des aides gouvernementales. En effet, peu nombreux sont les pays qui disposent des matières premières nécessaires à un prix qui pourrait permettre actuellement de produire de l'éthanol et du biodiesel capables de concurrencer les carburants pétroliers en l'absence d'aides gouvernementales. Toutefois, ces aides peuvent aussi fausser le marché et il conviendra de bien maîtriser la nature et le niveau du soutien avant de prendre des mesures. Une fois en place, ces mesures risquent de résister aux modifications qu'il conviendra d'opérer pour répondre aux effets imprévus sur le marché ou à l'évolution des conditions économiques de la production de bioénergie due aux avancées technologiques.

Nouveaux enjeux : le système alimentaire mondial face à l'évolution démographique

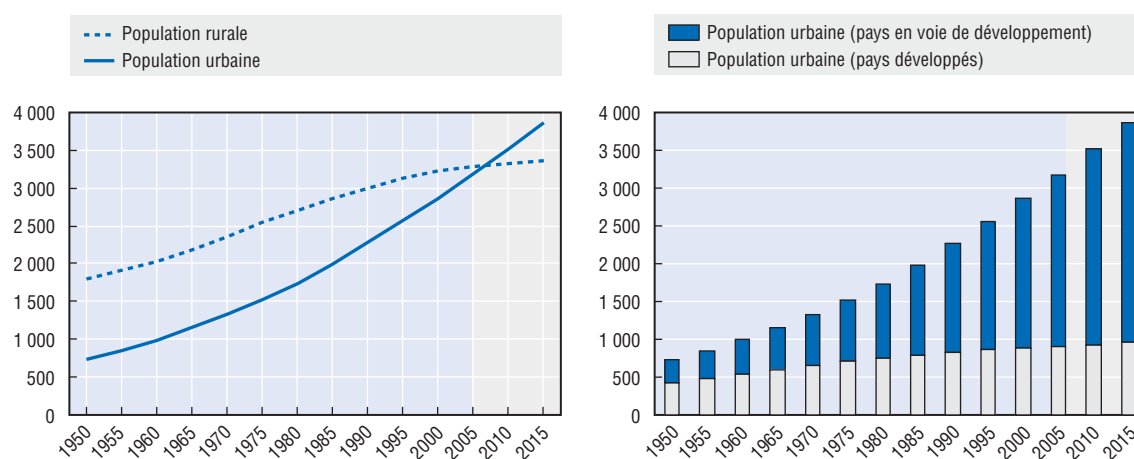
Le contexte en bref

Selon les estimations, à la fin de la période considérée, le système alimentaire mondial devra nourrir environ 750 millions de personnes de plus. Il devra faire face à de nouveaux défis et déterminer notamment *quels types d'aliments seront fournis, de quelle façon et à qui*. La section ci-après décrit certaines des grandes évolutions démographiques en cours et inscrit les tendances lourdes dans une perspective à moyen terme. Si certaines de ces évolutions, comme la croissance démographique, ont été explicitement intégrées dans les

projections, d'autres, telles que le vieillissement de la population ou l'urbanisation n'ont pas été prises en compte. Cette section ne cherche pas analyser de façon exhaustive les incidences des différentes évolutions démographiques sur le marché mais plutôt à esquisser l'arrière-plan de ces Perspectives.

L'une des évolutions démographiques les plus importantes concerne les populations rurales des pays en développement qui migreront vers les villes, abandonnant un mode de vie essentiellement axé sur l'agriculture pour des activités non agricoles. Ce processus d'urbanisation, qui est pratiquement achevé dans les pays développés, est toujours en pleine action dans les régions en développement. Le graphique 1.4. montre qu'en 2015 plus de la moitié de la population mondiale habitera en ville, les trois quarts de la population urbaine se concentrant dans les pays en développement.

Graphique 1.4. Structures de la population rurale et urbaine : 1950-2015



Source : Division de la population (*Perspectives mondiales de la population : révision 2004*).

La distribution spatiale des populations affecte l'offre et la demande de produits alimentaires¹

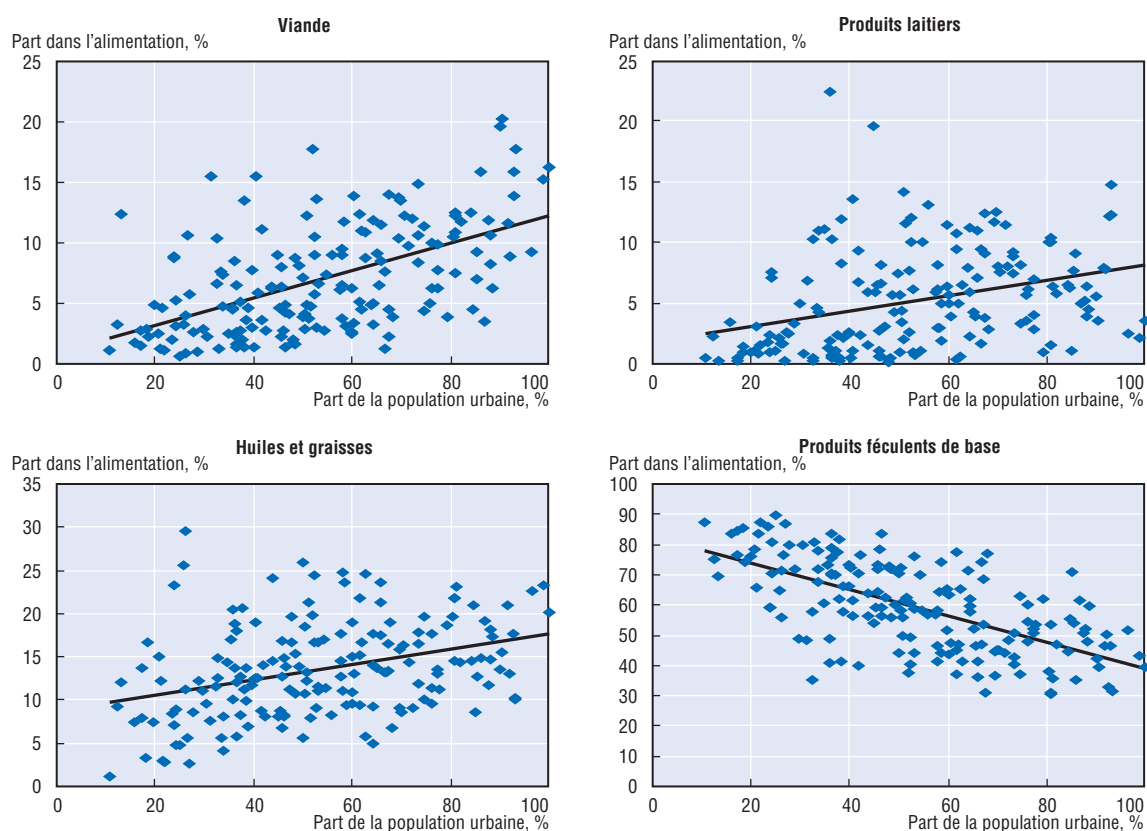
Les habitudes alimentaires des habitants des villes diffèrent sensiblement de ceux des campagnes. Les modes d'alimentation urbains sont déterminés par les revenus, les prix et la disponibilité des produits. Lorsque les revenus sont plus élevés et les approvisionnements fiables, l'alimentation se diversifie, tant au niveau des types de produits consommés que de leur provenance. Par exemple, la fiabilité des approvisionnements en électricité favorise la consommation de produits périssables, et les infrastructures modernes permettent à ces produits d'arriver plus rapidement de lieux de production plus lointains.

Les emplois urbains font augmenter les coûts d'opportunité du temps de préparation des repas, c'est pourquoi les citoyens ont tendance à consommer des produits transformés et des aliments prêts à l'emploi. De plus, les habitants des villes sont en moyenne plus sédentaires que ceux des campagnes et ont donc moins besoin d'aliments énergétiques. Cela ne signifie pas forcément qu'ils consomment moins d'aliments puisque les habitants des villes qui disposent de revenus plus élevés ont tendance à consommer plus de calories que nécessaire. Une part croissante de ces calories provient des graisses et édulcorants, qui font augmenter l'incidence de l'obésité et de maladies non transmissibles telles que le

diabète et les pathologies coronariennes, alors que d'importants segments de la population des pays en développement souffrent toujours de malnutrition.

Le graphique 1.5 illustre ces tendances. La part de la population urbaine de 180 pays a été portée en ordonnée et celle de quatre grandes catégories d'aliments (en équivalents calories), viande, produits laitiers, huiles et graisses et aliments amylicés, dans l'alimentation de ces pays, en abscisse. On peut voir que l'urbanisation va de pair avec l'augmentation de la ration calorique provenant des produits animaux, des huiles et des graisses, mais pas des aliments amylicés dont la consommation baisse avec l'accroissement de la part de la population urbaine².

Graphique 1.5. **Urbanisation et consommation dans 180 pays**



Source : FAOSTAT.

Comme on a pu le constater dans les pays développés, l'industrialisation et l'urbanisation détournent la main-d'œuvre des activités agricoles vers d'autres secteurs de l'économie. Les ressources allouées à l'agriculture risquent d'être encore réduites à mesure que les villes empiètent sur les terres agricoles. Cette évolution s'est accompagnée d'une hausse de la productivité de l'agriculture, qui a souvent plus que compensé la réaffectation de la terre et de la main-d'œuvre à d'autres secteurs. Cette évolution pourrait toutefois entraîner des problèmes dans les pays en développement les plus pauvres. Si la productivité n'augmente pas assez rapidement, l'urbanisation pourrait se traduire dans ces pays par une chute de la production agricole, une dépendance accrue vis-à-vis des importations de produits alimentaires et une insécurité alimentaire accrue au plan

national. De plus, la demande urbaine d'aliments de plus grande valeur pourrait inciter les producteurs nationaux à abandonner la production des denrées de base, ce qui compromettrait la sécurité alimentaire des catégories de population les plus pauvres.

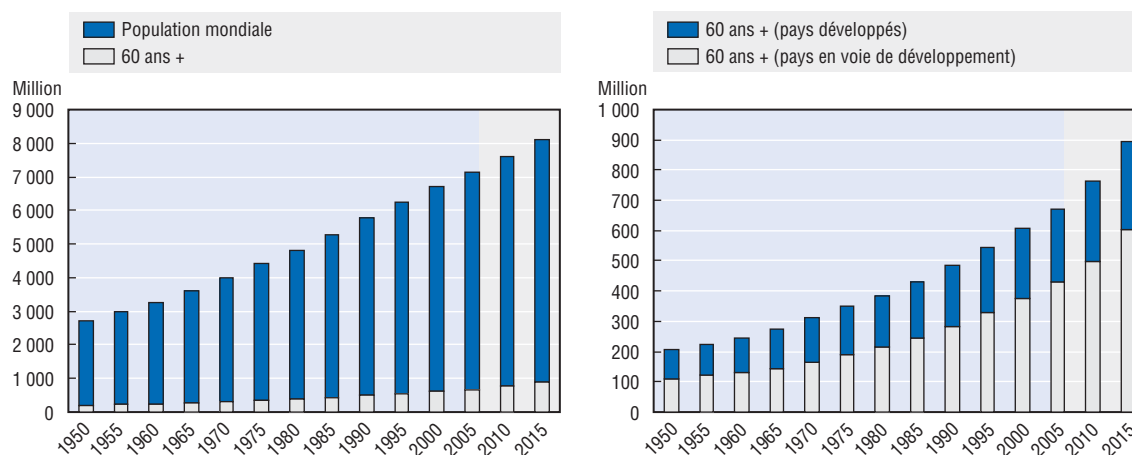
L'urbanisation dans les pays en développement : du feu à la poêle à frire?

Les effets de l'urbanisation sur les habitudes alimentaires et les modes d'alimentation que l'on vient de décrire doivent être considérés comme une généralisation car en réalité plusieurs évolutions divergentes coexisteront. D'un côté, l'urbanisation peut favoriser le développement d'une agriculture commerciale et contribuer à la modernisation des moyens d'existence dans les campagnes, notamment grâce à l'amélioration des infrastructures. D'un autre côté, dans la mesure où l'urbanisation résulte de l'exode des populations rurales qui fuient la pauvreté, plutôt que de l'existence de réelles opportunités économiques dans les villes, les conditions de vie et de sécurité alimentaire de ces populations venues de la campagne risquent de se détériorer. Ainsi, les ruraux qui migrent dans les zones urbaines ne peuvent plus compter sur l'agriculture de subsistance pour se nourrir et s'ils ne trouvent pas d'emploi, beaucoup n'auront probablement pas les moyens d'acheter de quoi se nourrir, et à plus forte raison de contribuer à l'évolution des modes de consommation au profit d'aliments riches en protéines, qui accompagne en principe le processus d'urbanisation.

Le vieillissement de la population : l'un des plus graves défis démographiques

Au plan mondial, la proportion de la population de 60 ans et plus est actuellement estimée à plus de 10 % et devrait atteindre 12 % en 2015.

Graphique 1.6. **Population de 60 ans et plus : 1950-2015**



Source : Division de la population des Nations unies (World Population Prospects: 2004 revision).

Ces agrégats masquent des différences dans les pyramides des âges des diverses régions. Dans les pays développés, le vieillissement de la population est un phénomène déjà bien établi. En valeur absolue, le nombre de personnes qui avaient au moins 60 ans en 2005 dans ces pays représentait environ la moitié de celui enregistré dans les pays en développement. Les 60 ans et plus représentaient cependant 20 % de la population totale dans les pays développés, contre 8 % en moyenne dans les pays en développement. À

l'instar des autres évolutions démographiques, le vieillissement de la population influera sur les types de produits alimentaires demandés et sur l'offre alimentaire.

À mesure que les populations vieillissent, la demande de produits alimentaires par habitant diminue, compte tenu de la baisse de l'activité et partant des besoins caloriques. Des recherches ont montré que la composition de la demande alimentaire évolue aussi avec l'âge, les segments âgés de la population consommant plus de fruits et légumes frais et moins de produits animaux³. Le vieillissement de la population pourrait aussi avoir des incidences sur la croissance économique et partant sur l'offre et la demande globales de nourriture en modifiant la part relative des personnes économiquement inactives et dépendantes.

Le vieillissement se manifeste souvent plus tôt dans les zones rurales, et progresse plus vite que dans les zones urbaines en raison de l'exode de la jeunesse vers les villes. Le vieillissement de la population des zones rurales aura des effets importants sur la production de denrées alimentaires et la sécurité alimentaire dans les pays en développement. La planification économique dans les zones rurales de ces pays risque d'être envisagée dans une optique à plus court terme et de privilégier l'agriculture de subsistance. Par exemple, les agriculteurs âgés, dont beaucoup sont des femmes, auront tendance à se tourner vers des cultures moins exigeantes en main-d'œuvre ou à abandonner l'agriculture parce qu'ils n'ont plus la force physique nécessaire pour exercer cette activité. Les exploitants âgés auront plus de mal à s'adapter au changement technologique et seront moins enclins à investir dans la conservation des terres ou à adopter de nouvelles méthodes de production, ce qui pourrait se solder par un recul de la production agricole et une réduction des pressions sur l'environnement dans les zones rurales.

L'urbanisation accentue souvent les pressions sur l'environnement

L'urbanisation est généralement considérée comme propice à l'industrialisation de la production animale, au moins dans les pays en développement, qui peut entraîner une aggravation de la contamination du sol et de l'eau ainsi qu'une dégradation des terres cultivables et une érosion de la biodiversité. Cela peut avoir des répercussions négatives sur la production agricole dans les zones rurales et périurbaines. De plus, dans les zones urbaines pauvres des pays en développement, les problèmes d'environnement représentent l'une des principales causes de maladie et de décès, à la fois du fait de la proximité des problèmes (pollution des cours d'eau fournissant l'eau de boisson, pollution de l'air, présence de vecteurs de transmission tels que les rats ou les puces, égouts ouverts, etc.) et de l'absence de services sanitaires accessibles dans ces zones. L'encadré 1.1 donne un exemple du type de pressions exercées par l'industrialisation de la production animale sur l'environnement.

Et maintenant...

Les systèmes alimentaires suivent l'évolution des profils démographiques des populations. Cependant, la question de savoir comment nourrir correctement les populations croissantes de consommateurs urbains, dont beaucoup vivent actuellement et continueront de vivre dans la pauvreté dans les pays en développement, reste un défi majeur pour les responsables des politiques. À mesure de l'augmentation de la demande de nourriture dans les villes, les systèmes d'approvisionnement et de distribution devront fournir aux habitants des villes des quantités croissantes de denrées alimentaires provenant de zones de production nouvelles possiblement plus éloignées et/ou de systèmes de production intensifs⁴. Pour ce faire, l'efficacité du système alimentaire devra être améliorée et la productivité agricole accrue tout en tenant compte des impératifs de durabilité.

Encadré 1.1. **Élevage industriel et pollution**

La production mondiale de viande a presque doublé depuis 25 ans. Cette croissance est principalement à mettre au compte des pays en développement, dont la production a triplé, à un rythme annuel de plus de 5 %. Bien que la consommation de viande par habitant dans les pays développés soit toujours trois ou quatre fois plus élevée que dans les pays en développement, ces derniers représentent actuellement largement plus de la moitié de la production et de la consommation de viande au plan mondial.

Dans de nombreuses régions en développement, cette croissance a été accélérée par la complète réorganisation et le redéploiement de la production animale. Les systèmes d'exploitation traditionnels, dans lesquels les agriculteurs élevaient quelques animaux en plus des cultures, ont laissé la place à de grands élevages industriels comprenant plusieurs milliers de bêtes. La production s'est de plus en plus déplacée, des bovins et autres ruminants nourris à l'herbe et au fourrage, vers les porcins et la volaille engraisés avec des aliments concentrés.

Dans les pays en développement, cette nouvelle production s'est concentrée dans de grands élevages industriels de porcins et de volaille situés dans les villes et leurs environs, où il est possible de se procurer des aliments du bétail bon marché et de trouver des débouchés adéquats pour la viande et les œufs. En Asie, où la croissance a été la plus forte, la production industrielle à grande échelle compte pour 80 % environ de la croissance totale de la production animale depuis 1990.

Les grands élevages souvent synonymes de problèmes d'environnement à grande échelle

Contrairement aux pays développés qui appliquent des réglementations de plus en plus strictes concernant le lieu d'implantation des élevages intensifs, les pays en développement recourent rarement à ce type de mesures. Les grands élevages industriels introduisent des quantités massives d'éléments nutritifs par le biais des aliments concentrés qu'ils utilisent et tous les déchets produits ne peuvent être recyclés comme engrais et absorbés par les terres alentours. Dans les zones rassemblant de nombreux élevages intensifs, la pollution peut menacer la qualité des sols, de l'eau et de l'air, la biodiversité et en fin de compte la santé publique. Les méfaits de la pollution sont particulièrement graves lorsque de nombreux animaux sont élevés dans des zones sensibles à proximité des villes ou des ressources en eau. En général, les effluents d'élevage sont rejetés dans l'environnement ou stockés dans de grands bassins de fermentation qui, en cas de fuite ou de débordement, peuvent contaminer les rivières ou les nappes souterraines avoisinantes. Des gaz toxiques peuvent être rejetés dans l'atmosphère et entraîner une pollution olfactive dans les zones sous le vent et contribuer à la formation d'aérosols atmosphériques, de gaz à effet de serre et de pluies acides.

L'aggravation du risque de pollution est due en grande partie à la disparition du cycle court traditionnel entre production animale et végétale. Dans les exploitations mixtes moins intensives, les déjections animales sont utilisées comme engrais par les agriculteurs qui connaissent et maîtrisent leur valeur et leur impact sur l'environnement. La production industrielle allonge le cycle : de grandes quantités d'effluents d'élevage s'accumulent loin des terres où ils pourraient être recyclés productivement et sans danger. Ainsi, bien que les systèmes intensifs permettent une utilisation plus efficace des ressources en réduisant les quantités d'eau utilisées, les quantités d'éléments nutritifs excrétées et les émissions de gaz par kilogramme de viande ou de lait produit, ils sont souvent plus polluants que les exploitations moins intensives où le fumier est géré de façon plus respectueuse de l'environnement.

La forte concentration des élevages industriels fait que certaines régions produisent des quantités excessives de déjections animales. Cela a créé des problèmes dans certains pays et régions de la zone de l'OCDE où la quantité de fumier produite est trop importante pour être appliquée sans danger sur les terres proches des élevages. Bien que plus faible à l'échelle nationale, la concentration des élevages de porcs et de volaille dans certaines parties de la Chine et du Brésil approche et même dépasse les niveaux observés en Europe et en Amérique du Nord, entraînant autant de risques de contamination de l'eau, du sol et de l'air.

Encadré 1.1. **Élevage industriel et pollution** (suite)

Faire face à la pollution des grands élevages industriels

Certaines politiques et technologies ont déjà fait leurs preuves pour gérer et réduire les dommages environnementaux causés par les systèmes de production animale intensifs, notamment :

- La suppression des subventions et l'ajustement des taxes de façon à intégrer les coûts environnementaux réels dans les prix et à favoriser l'utilisation efficiente des ressources.
- L'utilisation des règlements sur l'occupation des sols et des taxes pour faire en sorte que les élevages intensifs ne puissent se concentrer aux abords des villes et loin des terres cultivées permettant de recycler les éléments nutritifs.
- L'établissement de normes en matière d'effluents et de recyclage, et le contrôle de leur application.
- La création d'incitations pour encourager l'investissement dans les technologies qui permettent de réduire la pollution.
- La mise en place de programmes de certification pour encourager l'adoption de meilleures pratiques d'élevage.
- L'établissement d'orientations, de normes de qualité et de mécanismes de suivi pour la commercialisation des rejets d'origine animale et des produits connexes.
- L'éducation et la formation des agriculteurs et la participation des acteurs intéressés à l'élaboration de codes de bonnes pratiques de gestion couvrant tous les aspects de l'activité agricole, notamment : le choix de l'emplacement et la construction de l'exploitation; les plans de gestion des éléments nutritifs; la séparation du fumier et des effluents liquides et leur stockage; l'utilisation de l'eau; l'évacuation du biogaz; les pratiques d'alimentation; et la biosécurité.

Source : FAO (Division de la production et de la santé animale : Sous-Division de l'information, de l'analyse sectorielle et des politiques en matière d'élevage).

Un système alimentaire efficient devrait permettre de répondre aux demandes des consommateurs, notamment aux nouvelles demandes qui devraient émaner des habitants des villes et des consommateurs âgés. Toutefois, dans certains cas, des partenariats entre les secteurs public et privé pourraient peut-être permettre de mieux répondre à l'évolution de la demande. Ces partenariats pourraient contribuer à développer les infrastructures des systèmes alimentaires nationaux et internationaux dans le contexte de la réduction des barrières aux échanges de produits alimentaires et à relever les défis de l'évolution démographique. Les responsables des politiques, tout comme les opérateurs du secteur privé auront donc pour mission de mieux comprendre les relations qui existent entre la dynamique démographique, les ressources naturelles, l'agriculture et la sécurité alimentaire, pour pouvoir ensuite élaborer et mettre en œuvre des stratégies de marché ou des politiques adaptées. L'expérience de nombreux pays développés illustre ce qui peut être fait dans cette optique, mais aussi les politiques à éviter, pour progresser sur la voie d'un développement agricole durable.

La libéralisation des échanges et l'établissement de relations commerciales plus équitables peuvent être un pas important vers la réalisation de certains objectifs que l'on vient d'évoquer. Mais il convient également d'agir sur d'autres fronts, notamment en investissant dans les économies les moins développées, ce qui permettra d'améliorer la productivité du travail et des ressources naturelles, et de promouvoir ainsi une croissance économique à large assise.

Encadré 1.2. **Sensibilité des projections des marchés agricoles par rapport aux hypothèses sur les prix futurs du pétrole brut**

Les projections du marché agricole discutées dans ce rapport de Perspectives sont sujettes à un certain nombre d'hypothèses. Étant donné les développements récents du marché, un des éléments crucial est le prix du pétrole brut. Les projections supposent que le prix du pétrole brut chute de son haut niveau actuel après l'année 2006, atteignant un niveau juste en dessous de 40\$/baril (voir le tableau 1 de l'annexe statistique). Cet encadré montre brièvement les implications que pourraient avoir des prix élevés de pétrole brut sur la production agricole, le commerce et les prix (c.-à-d. le pétrole brut restant au niveau de 2006 : 56 USD/baril).

Comme expliqué avec plus de détails dans la partie méthodologie, des prix de l'énergie plus élevés ont un impact direct sur les coûts de production agricole. L'énergie est employée directement pour les machines, et indirectement par d'autres intrants tels que les engrais et les pesticides, dont la production est particulièrement consommatrice d'énergie. En conséquence, des prix de l'énergie plus élevés augmenteraient les coûts de production et réduiraient ainsi l'offre agricole par rapport aux niveaux donnés dans les projections. Une plus faible offre aurait comme conséquence des prix plus élevés régionalement et internationalement, entraînant le réajustement de la consommation et de la production sur les marchés.

Étant donnée que la part de l'énergie dans les coûts de production est sensiblement plus élevée pour les récoltes que pour le bétail, on peut s'attendre à ce que les effets les plus importants des prix élevés de l'énergie soient sur les marchés des productions végétales. Avec des prix du pétrole brut au même niveau qu'en 2006, les simulations du modèle Aglink-Cosimo donnent une baisse de 1 à 2 % de la production globale de céréales et d'oléagineux, tandis que les prix mondiaux de ces produits seraient de 9 à 13 % plus élevés que ceux des projections actuelles. Avec une grande partie de l'offre d'huile végétale venant de l'huile de palme, qui a une offre moins élastique, les prix mondiaux d'huile végétale devraient être relativement moins sensibles à une hausse des prix du pétrole brut. D'un autre côté, les simulations sur les prix des tourteaux d'oléagineux donnent une augmentation de 14 % en 2015 par rapport aux simulations actuelles.

Les coûts de production du bétail dépendent beaucoup moins des prix de l'énergie que les coûts pour les productions végétales. L'effet direct des prix plus élevés du pétrole sur la production animale ainsi que sur les prix devrait donc être plus faible. Cependant, dans le même temps, des prix des produits végétaux et par conséquent des aliments du bétail plus élevés réduiraient l'offre de bétail. Ceci implique que la production globale de viande serait réduite de 1 % en 2015, entraînant une augmentation des prix de la viande bovine et porcine de 4 à 7 % plus élevés que le niveau prévu à ce jour. Avec une gestion de la production et un niveau de dépendance vers les produits oléagineux et les graines plus faible, la production de lait devrait baisser moins que la production de viande. Néanmoins, étant donné les marchés plus restreints et, particulièrement dans le cas du beurre, avec une élasticité à la demande plus faible, les prix des produits laitiers en 2015 devraient augmenter de 2 à 9 % par rapport à l'hypothèse de prix du pétrole brut plus faible.

En règle générale, un choc négatif sur l'offre réduit les échanges mondiaux, en réduisant les excès d'offre plus que les excès de demande pour un prix donné. Par conséquent, les échanges pour la plupart des commodités et en particulier pour presque tous les produits végétaux devraient être plus faibles avec des prix de l'énergie plus élevés. Cependant, il peut y avoir des exceptions et de petites augmentations peuvent se produire sur des marchés spécifiques dues aux relations prix croisés et aux réponses différentes de l'offre et la demande à travers les régions et les produits.

Il convient de noter que la simulation contrefactuelle discutée ci-dessus reflète seulement de manière incomplète les implications des prix de l'énergie plus élevés. Indépendamment du fait que l'information sur l'importance de l'énergie dans les coûts de production végétale et de production animale est représentée dans le modèle d'une façon simplifiée (voir la section méthodologie pour

Encadré 1.2. Sensibilité des projections des marchés agricoles par rapport aux hypothèses sur les prix futurs du pétrole brut (suite)

plus de détails), des liens supplémentaires entre les prix de l'énergie et les marchés agricoles ne sont pas du tout pris en compte dans cette analyse. En particulier, des prix de l'énergie plus élevés peuvent entraîner :

- une augmentation des coûts de transport et par conséquent une différenciation des prix à travers les régions ;
- une augmentation des incitations à produire des bioénergies affectant la demande de matières de base; et,
- une augmentation du revenu dans les pays et régions qui exportent du pétrole, et une diminution du revenu (disponible) dans ceux qui en importent.

Par conséquent, les résultats montrés ci-dessus doivent être vu comme une indication des effets sur l'offre et par conséquent sur les changements du marché.

Notes

1. Pour plus d'informations sur ce point voir le rapport : *La situation des marchés des produits agricoles en 2004*, FAO, 2004.
2. Étant donné que les taux d'urbanisation et de croissance des revenus suivent la même évolution, il est difficile de dissocier l'importance relative de chacun de ces facteurs dans l'évolution des modes de consommation, en particulier au niveau des pays. Toutefois, une étude de la FAO a montré à l'aide d'un modèle statistique que globalement, les taux d'urbanisation jouaient un rôle plus important dans la variation des parts des différents produits alimentaires que la croissance des revenus et l'évolution des prix relatifs des aliments. Voir le rapport « Céréales et autres aliments de base amylacés : les habitudes de consommation sont-elles en train de changer? Réunion conjointe du Groupe intergouvernemental sur les céréales (30^e session) et du Groupe intergouvernemental sur le riz (41^e session), Rome, FAO, 2004 »).
3. Voir par exemple : *Food Consumption in an Aging World, in Changing Structure of Global Food Consumption and Trade*, ERS, USDA, 2001.
4. Sécurité alimentaire et commercialisation des produits alimentaires dans les villes, in *Ravitaillement des villes*, FAO 1999.

ANNEXE A

Tableaux statistiques

Tableau A.1. Hypothèses économiques

| Année civile ^a | | Moyenne 2000-04 | 2005 est. | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|----------------------------------|---|--------------------|--------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| PIB réel^b | | | | | | | | | | | | | |
| Australie | % | 3.3 | 2.6 | 3.2 | 3.6 | 3.4 | 3.3 | 3.2 | 3.1 | 3.0 | 3.0 | 3.0 | 3.0 |
| Canada | % | 3.0 | 3.0 | 3.2 | 3.1 | 3.3 | 2.9 | 2.8 | 2.7 | 2.7 | 2.7 | 2.7 | 2.7 |
| UE15 | % | 2.0 | 1.5 | 2.2 | 2.3 | 2.2 | 2.1 | 2.1 | 2.1 | 2.0 | 2.0 | 2.1 | 2.1 |
| Japon | % | 1.3 | 2.4 | 2.0 | 2.0 | 1.8 | 0.7 | 0.5 | 0.4 | 0.2 | 0.2 | 0.2 | 0.2 |
| Corée | % | 5.4 | 3.9 | 5.1 | 5.2 | 5.0 | 3.7 | 3.6 | 3.4 | 3.3 | 3.3 | 3.3 | 3.3 |
| Mexique | % | 2.6 | 3.0 | 3.9 | 3.5 | 3.8 | 4.2 | 4.2 | 4.3 | 4.3 | 4.3 | 4.3 | 4.3 |
| Nouvelle-Zélande | % | 3.7 | 2.7 | 2.6 | 2.4 | 2.5 | 2.6 | 2.6 | 2.6 | 2.6 | 2.6 | 2.6 | 2.6 |
| Norvège | % | 2.0 | 2.4 | 2.2 | 1.8 | 2.4 | 2.7 | 2.6 | 2.4 | 2.4 | 2.4 | 2.4 | 2.4 |
| Suisse | % | 1.4 | 1.2 | 1.7 | 1.8 | 1.6 | 1.5 | 1.5 | 1.4 | 1.4 | 1.4 | 1.4 | 1.4 |
| Turquie | % | 4.5 | 5.8 | 6.0 | 6.4 | 7.5 | 7.5 | 7.5 | 7.5 | 7.3 | 7.3 | 7.3 | 7.3 |
| États-Unis | % | 2.6 | 3.6 | 3.5 | 3.3 | 3.3 | 3.3 | 3.3 | 3.3 | 3.2 | 3.2 | 3.2 | 3.2 |
| OCDE ^{c, d} | % | 0.4 | 7.5 | 4.0 | 3.6 | 3.5 | 3.5 | 3.4 | 3.4 | 3.4 | 3.4 | 3.4 | 3.4 |
| Argentine | % | 2.6 | 3.8 | 3.6 | 3.5 | 3.8 | 3.7 | 3.6 | 3.6 | 3.6 | 3.6 | 3.5 | 3.5 |
| Brésil | % | 8.5 | 9.3 | 8.7 | 8.2 | 6.8 | 6.7 | 6.6 | 6.6 | 6.5 | 6.5 | 6.5 | 6.5 |
| Chine | % | 5.7 | 7.0 | 6.5 | 6.4 | 5.8 | 5.6 | 5.5 | 5.5 | 5.4 | 5.4 | 5.4 | 5.3 |
| Inde | % | 6.9 | 6.0 | 5.4 | 5.0 | 3.9 | 3.3 | 2.7 | 2.7 | 2.7 | 2.7 | 2.7 | 2.7 |
| Russie | % | 3.4 | 4.2 | 3.8 | 3.7 | 3.3 | 3.3 | 3.3 | 3.3 | 3.4 | 3.4 | 3.4 | 3.4 |
| Afrique du Sud | % | 2.3 | 2.6 | 2.9 | 2.9 | 2.8 | 2.6 | 2.6 | 2.5 | 2.5 | 2.5 | 2.5 | 2.5 |
| Pays en développement | % | 4.0 | 5.2 | 5.1 | 5.0 | 4.6 | 4.5 | 4.4 | 4.4 | 4.4 | 4.3 | 4.3 | 4.3 |
| Pays les moins avancés (PMA) | % | 4.9 | 5.5 | 5.6 | 5.3 | 4.7 | 4.7 | 4.5 | 4.6 | 4.5 | 4.5 | 4.5 | 4.5 |
| Pays en développement excl. PMA | % | 3.8 | 5.1 | 5.0 | 4.9 | 4.5 | 4.5 | 4.4 | 4.4 | 4.4 | 4.3 | 4.3 | 4.2 |
| Déflateur DCP^b | | | | | | | | | | | | | |
| Australie | % | 2.6 | 1.9 | 2.6 | 2.5 | 2.5 | 2.5 | 2.5 | 2.5 | 2.5 | 2.5 | 2.5 | 2.5 |
| Canada | % | 3.0 | 1.6 | 1.5 | 1.4 | 1.5 | 1.6 | 1.6 | 1.6 | 1.7 | 1.7 | 1.7 | 1.7 |
| UE15 | % | 2.1 | 1.9 | 2.1 | 1.7 | 1.6 | 1.7 | 1.7 | 1.7 | 1.7 | 1.7 | 1.7 | 1.7 |
| Japon | % | -0.9 | -0.5 | 0.2 | 0.7 | 0.8 | 0.8 | 0.8 | 0.8 | 0.8 | 0.8 | 0.8 | 0.8 |
| Corée | % | 3.9 | 2.6 | 3.4 | 3.5 | 3.2 | 3.1 | 3.1 | 3.1 | 3.1 | 3.1 | 3.1 | 3.1 |
| Mexique | % | 6.9 | 4.5 | 3.7 | 3.3 | 3.5 | 3.6 | 3.6 | 3.6 | 3.6 | 3.6 | 3.6 | 3.6 |
| Nouvelle-Zélande | % | 1.6 | 1.9 | 2.9 | 2.5 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 2.0 |
| Norvège | % | 2.0 | 1.2 | 2.3 | 2.2 | 1.7 | 1.4 | 1.4 | 1.4 | 1.5 | 1.5 | 1.5 | 1.5 |
| Suisse | % | 0.9 | 1.5 | 1.2 | 0.8 | 0.7 | 0.7 | 0.8 | 0.8 | 0.7 | 0.7 | 0.7 | 0.7 |
| Turquie | % | 35.8 | 5.5 | 4.6 | 3.9 | 4.3 | 4.5 | 4.5 | 4.5 | 4.5 | 4.5 | 4.5 | 4.5 |
| États-Unis | % | 2.1 | 2.8 | 2.4 | 2.1 | 2.0 | 1.8 | 1.6 | 1.6 | 1.6 | 1.6 | 1.6 | 1.6 |
| OCDE ^{c, d} | % | 9.3 | 13.2 | 9.4 | 8.0 | 8.0 | 8.0 | 8.0 | 8.0 | 8.0 | 8.0 | 8.0 | 8.0 |
| Argentine | % | 10.4 | 6.0 | 5.5 | 5.2 | 5.2 | 5.2 | 5.2 | 5.2 | 5.2 | 5.2 | 5.2 | 5.2 |
| Brésil | % | 1.5 | 2.0 | 2.0 | 2.1 | 2.1 | 2.1 | 2.1 | 2.1 | 2.1 | 2.1 | 2.1 | 2.1 |
| Chine | % | 3.7 | 4.4 | 5.1 | 5.0 | 5.0 | 5.0 | 5.0 | 5.0 | 5.0 | 5.0 | 5.0 | 5.0 |
| Inde | % | 6.9 | 12.9 | 10.8 | 10.0 | 10.0 | 10.0 | 10.0 | 10.0 | 10.0 | 10.0 | 10.0 | 10.0 |
| Russie | % | 3.4 | 2.5 | 2.1 | 2.3 | 2.3 | 2.3 | 2.3 | 2.3 | 2.3 | 2.3 | 2.3 | 2.3 |
| Afrique du Sud | % | 2.4 | 2.0 | 2.0 | 1.8 | 1.8 | 1.7 | 1.7 | 1.7 | 1.7 | 1.7 | 1.7 | 1.7 |
| Pays en développement | % | 11.8 | 11.8 | 5.3 | 5.4 | 5.5 | 5.8 | 6.0 | 6.3 | 6.7 | 7.0 | 7.3 | 7.6 |
| Pays les moins avancés (PMA) | % | 10.6 | 9.6 | 7.3 | 6.7 | 7.2 | 8.1 | 8.4 | 9.5 | 10.2 | 10.7 | 11.2 | 11.6 |
| Pays en développement excl. PMA | % | 12.2 | 12.3 | 4.9 | 5.1 | 5.0 | 5.2 | 5.4 | 5.5 | 5.7 | 5.9 | 6.1 | 6.4 |

Pour les notes, voir en fin de tableau.

Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

Tableau A.1. Hypothèses économiques (suite)

| Année civile ^a | | 2005 est. (million) | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | |
|---------------------------------|--------------|------------------------|--------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| POPULATION | | | | | | | | | | | | | |
| Australie | % | 20.2 | 1.05 | 1.03 | 1.01 | 1.01 | 0.99 | 0.98 | 0.98 | 0.97 | 0.97 | 0.96 | |
| Canada | % | 32.3 | 0.92 | 0.88 | 0.85 | 0.83 | 0.82 | 0.82 | 0.80 | 0.80 | 0.79 | 0.79 | |
| UE25 | % | 459.4 | 0.22 | 0.18 | 0.15 | 0.13 | 0.12 | 0.11 | 0.09 | 0.08 | 0.07 | 0.06 | |
| Japon | % | 128.1 | 0.10 | 0.08 | 0.06 | 0.03 | 0.01 | -0.02 | -0.05 | -0.07 | -0.10 | -0.13 | |
| Corée | % | 47.8 | 0.35 | 0.33 | 0.31 | 0.29 | 0.27 | 0.25 | 0.23 | 0.22 | 0.20 | 0.18 | |
| Mexique | % | 107.0 | 1.21 | 1.17 | 1.13 | 1.10 | 1.08 | 1.06 | 1.04 | 1.02 | 1.00 | 0.98 | |
| Nouvelle-Zélande | % | 4.0 | 0.87 | 0.74 | 0.66 | 0.63 | 0.63 | 0.62 | 0.62 | 0.64 | 0.61 | 0.58 | |
| Norvège | %+ | 4.6 | 0.50 | 0.47 | 0.47 | 0.45 | 0.47 | 0.47 | 0.46 | 0.46 | 0.46 | 0.48 | |
| Suisse | % | 7.3 | 0.17 | 0.15 | 0.12 | 0.12 | 0.11 | 0.10 | 0.10 | 0.08 | 0.08 | 0.10 | |
| Turquie | % | 73.2 | 1.34 | 1.33 | 1.31 | 1.28 | 1.24 | 1.21 | 1.18 | 1.14 | 1.11 | 1.07 | |
| États-Unis | % | 298.2 | 0.94 | 0.94 | 0.93 | 0.91 | 0.90 | 0.88 | 0.86 | 0.85 | 0.83 | 0.82 | |
| OCDE ^c | % | 38.7 | 1.00 | 1.01 | 1.02 | 1.01 | 0.99 | 0.97 | 0.95 | 0.93 | 0.92 | 0.90 | |
| Argentine | % | 186.4 | 1.33 | 1.30 | 1.27 | 1.23 | 1.19 | 1.15 | 1.11 | 1.07 | 1.04 | 1.01 | |
| Brésil | % | 1 293.0 | 0.60 | 0.59 | 0.58 | 0.58 | 0.58 | 0.58 | 0.58 | 0.58 | 0.56 | 0.53 | |
| Chine | % | 1 103.4 | 1.47 | 1.44 | 1.41 | 1.38 | 1.35 | 1.33 | 1.30 | 1.27 | 1.24 | 1.21 | |
| Inde | % | 143.2 | -0.46 | -0.45 | -0.44 | -0.44 | -0.45 | -0.46 | -0.47 | -0.48 | -0.49 | -0.50 | |
| Russie | % | 47.4 | 0.34 | 0.22 | 0.13 | 0.08 | 0.05 | 0.04 | 0.03 | 0.03 | 0.04 | 0.04 | |
| Afrique du Sud | % | 1 182.0 | 0.59 | 0.57 | 0.55 | 0.53 | 0.51 | 0.50 | 0.48 | 0.47 | 0.45 | 0.44 | |
| Pays en développement | % | 5 126.3 | 1.39 | 1.38 | 1.36 | 1.35 | 1.34 | 1.32 | 1.31 | 1.29 | 1.26 | 1.24 | |
| Pays les moins avancés (PMA) | % | 758.0 | 2.37 | 2.34 | 2.32 | 2.30 | 2.29 | 2.27 | 2.25 | 2.23 | 2.21 | 2.19 | |
| Pays en développement excl. PMA | % | 4 368.3 | 1.22 | 1.21 | 1.19 | 1.18 | 1.16 | 1.15 | 1.13 | 1.11 | 1.08 | 1.06 | |
| Année civile ^a | | Moyenne 2000-04 | 2005 est. | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
| TAUX DE CHANGE | | | | | | | | | | | | | |
| Australie | AUD/USD | 1.68 | 1.31 | 1.37 | 1.37 | 1.38 | 1.39 | 1.41 | 1.42 | 1.44 | 1.45 | 1.47 | 1.48 |
| Canada | CAD/USD | 1.46 | 1.21 | 1.19 | 1.18 | 1.18 | 1.17 | 1.17 | 1.18 | 1.18 | 1.18 | 1.18 | 1.18 |
| UE15 | EUR/USD | 0.99 | 0.81 | 0.85 | 0.85 | 0.84 | 0.84 | 0.84 | 0.84 | 0.84 | 0.84 | 0.84 | 0.84 |
| Japon | JPY/USD | 115.73 | 110.0 | 118.0 | 116.0 | 114.4 | 112.9 | 111.6 | 110.3 | 109.0 | 107.7 | 106.4 | 105.2 |
| Corée | '000 KRW/USD | 1.20 | 1.03 | 1.04 | 1.04 | 1.03 | 1.03 | 1.03 | 1.03 | 1.03 | 1.03 | 1.03 | 1.03 |
| Mexique | MXN/USD | 10.11 | 10.90 | 10.67 | 10.75 | 10.90 | 11.10 | 11.31 | 11.53 | 11.75 | 11.98 | 12.22 | 12.45 |
| Nouvelle-Zélande | NZD/USD | 2.00 | 1.42 | 1.46 | 1.45 | 1.45 | 1.45 | 1.46 | 1.47 | 1.47 | 1.48 | 1.49 | 1.50 |
| Argentine | ARS/USD | 2.18 | 2.90 | 2.99 | 2.95 | 3.02 | 3.09 | 3.18 | 3.26 | 3.35 | 3.44 | 3.54 | 3.63 |
| Brésil | BRL/USD | 2.62 | 2.41 | 2.34 | 2.35 | 2.41 | 2.48 | 2.55 | 2.63 | 2.71 | 2.79 | 2.87 | 2.95 |
| Chine | CNY/USD | 8.28 | 8.10 | 7.85 | 7.64 | 7.58 | 7.54 | 7.51 | 7.48 | 7.45 | 7.42 | 7.39 | 7.36 |
| Inde | INR/USD | 46.73 | 43.60 | 43.00 | 42.60 | 43.81 | 45.15 | 46.61 | 48.11 | 49.68 | 51.30 | 52.97 | 54.70 |
| Russie | RUR/USD | 29.63 | 28.1 | 28.3 | 28.5 | 29.2 | 29.9 | 30.7 | 31.5 | 32.4 | 33.3 | 34.2 | 35.1 |
| Afrique du Sud | ZAR/USD | 8.02 | 6.32 | 6.46 | 6.85 | 6.86 | 6.89 | 6.93 | 6.97 | 7.01 | 7.05 | 7.09 | 7.13 |
| PRIX MONDIAL DU PÉTROLE | | | | | | | | | | | | | |
| Prix du pétrole brut (Brent) | USD/baril | 28.98 | 54.52 | 56.00 | 52.80 | 50.45 | 48.66 | 46.93 | 45.26 | 43.66 | 42.10 | 40.61 | 39.17 |

a) Les données de population pour toute la période sont issues de *World Population Prospects: the 2004 Revision* (medium variant), de la division de la population des Nations unies. Pour les pays de l'OCDE, les données historiques du PIB réel, de la consommation privée, du déflateur et du taux de change proviennent des *Perspectives économiques de l'OCDE* n° 78, décembre 2005. Pour les économies non membres, les données macroéconomiques historiques proviennent de la Banque mondiale, novembre 2005. Les hypothèses correspondant à la période de projection se basent sur les dernières projections macroéconomiques du Département économique de l'OCDE, les projections de la Banque mondiale et les réponses au questionnaire envoyé aux experts agricoles des pays membres. Les données de l'Union européenne sont un agrégat de la zone euro.

b) Variation annuelle en pourcentage. L'indice des prix utilisé est le déflateur des dépenses de la consommation privée.

c) L'Islande n'est pas comprise.

d) Moyenne pondérée des taux de croissance annuels du PIB réel et du déflateur DCP dans les pays membres basée sur des poids utilisant le PIB et les parités de pouvoir d'achat (PPA) de 1995.

Pour une description complète des hypothèses techniques utilisées, veuillez vous référer à la section Méthodologie.

est. : Estimation.

Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

Statlink : <http://dx.doi.org/>

Tableau A.2. **Prix mondiaux^a**

| | | Moyenne 00/01-04/05 | 05/06 est. | 06/07 | 07/08 | 08/09 | 09/10 | 10/11 | 11/12 | 12/13 | 13/14 | 14/15 | 15/16 |
|-------------------------------------|----------------|------------------------|---------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| BLÉ | | | | | | | | | | | | | |
| Prix ^b | USD/t | 142.4 | 158.7 | 157.1 | 156.5 | 162.3 | 163.0 | 159.0 | 157.5 | 157.3 | 157.4 | 157.2 | 155.4 |
| CÉRÉALES SECONDAIRES | | | | | | | | | | | | | |
| Prix ^c | USD/t | 100.1 | 91.0 | 98.5 | 106.3 | 115.1 | 117.7 | 116.2 | 115.0 | 114.7 | 114.8 | 114.3 | 112.5 |
| RIZ | | | | | | | | | | | | | |
| Prix ^d | USD/t | 214.9 | 289.6 | 298.6 | 318.8 | 319.8 | 314.5 | 310.8 | 312.8 | 316.3 | 317.6 | 316.1 | 314.1 |
| OLÉAGINEUX | | | | | | | | | | | | | |
| Prix ^e | USD/t | 252.8 | 258.4 | 244.2 | 251.6 | 260.6 | 265.9 | 263.7 | 270.1 | 270.7 | 268.3 | 269.6 | 271.5 |
| TOURTEAUX D'OLÉAGINEUX | | | | | | | | | | | | | |
| Prix ^f | USD/t | 196.9 | 184.9 | 167.6 | 170.2 | 173.5 | 173.8 | 170.4 | 175.2 | 174.9 | 172.3 | 172.4 | 173.4 |
| HUILES VÉGÉTALES | | | | | | | | | | | | | |
| Prix ^g | USD/t | 475.6 | 547.6 | 554.4 | 570.6 | 583.6 | 597.4 | 598.7 | 600.8 | 600.9 | 598.7 | 596.4 | 593.2 |
| SUCRE | | | | | | | | | | | | | |
| Prix, sucre brut ^h | USD/t | 192.2 | 370.4 | 385.8 | 308.6 | 286.6 | 283.3 | 280.0 | 276.7 | 273.4 | 270.1 | 266.8 | 263.5 |
| Prix, sucre raffiné ⁱ | USD/t | 240.2 | 392.4 | 418.9 | 352.7 | 330.7 | 327.4 | 324.1 | 320.8 | 317.5 | 314.2 | 310.9 | 307.5 |
| VIANDE BOVINE | | | | | | | | | | | | | |
| Prix, UE ^j | EUR/100 kg pcp | 241.6 | 247.1 | 244.6 | 247.2 | 251.0 | 253.7 | 256.1 | 260.2 | 260.5 | 261.5 | 262.4 | 262.2 |
| Prix, US ^k | USD/100 kg pcp | 269.4 | 310.4 | 274.6 | 264.0 | 266.9 | 263.3 | 259.8 | 257.9 | 258.6 | 267.2 | 280.3 | 288.2 |
| Prix, Argentine ^l | ARS/100 kg pcp | 256.8 | 397.3 | 390.2 | 396.7 | 415.0 | 430.2 | 457.9 | 476.8 | 478.0 | 474.2 | 480.2 | 486.0 |
| VIANDE PORCINE | | | | | | | | | | | | | |
| Prix, UE ^m | EUR/100 kg pcp | 134.0 | 133.9 | 136.8 | 139.7 | 144.6 | 147.9 | 150.1 | 147.3 | 145.5 | 149.2 | 152.9 | 154.9 |
| Prix, US ⁿ | USD/100 kg pcp | 133.1 | 153.3 | 138.0 | 140.4 | 141.6 | 145.0 | 150.9 | 147.8 | 143.9 | 146.5 | 148.7 | 151.3 |
| Prix, Brésil ^o | BRL/100 kg pcp | 165.1 | 224.7 | 199.7 | 197.2 | 198.2 | 215.1 | 225.6 | 227.0 | 228.4 | 241.8 | 253.3 | 268.6 |
| VIANDE DE VOLAILLE | | | | | | | | | | | | | |
| Prix, UE ^p | EUR/100 kg pac | 102.1 | 104.3 | 102.4 | 102.6 | 104.8 | 106.5 | 106.7 | 107.8 | 107.9 | 108.2 | 109.4 | 110.2 |
| Prix, US ^q | USD/100 kg pac | 135.4 | 158.3 | 148.3 | 145.8 | 143.8 | 145.0 | 147.1 | 149.6 | 148.6 | 148.0 | 150.9 | 151.4 |
| VIANDE OVINE | | | | | | | | | | | | | |
| Prix, Nouvelle-Zélande ^r | NZD/100 kg pcp | 373.3 | 389.0 | 372.5 | 369.9 | 378.1 | 387.5 | 394.1 | 400.5 | 401.0 | 401.9 | 402.8 | 403.0 |
| BEURRE | | | | | | | | | | | | | |
| Prix ^s | USD/100 kg | 141.7 | 203.6 | 192.9 | 176.9 | 178.2 | 181.6 | 183.6 | 185.8 | 190.7 | 194.3 | 198.8 | 201.6 |
| FROMAGE | | | | | | | | | | | | | |
| Prix ^t | USD/100 kg | 207.5 | 305.3 | 279.8 | 253.6 | 246.0 | 250.3 | 254.5 | 257.5 | 261.8 | 266.8 | 271.7 | 277.1 |
| LAIT ÉCRÉMÉ EN POUDRE | | | | | | | | | | | | | |
| Prix ^u | USD/100 kg | 179.5 | 222.7 | 208.8 | 200.7 | 203.7 | 206.1 | 210.0 | 212.7 | 215.9 | 221.5 | 225.4 | 229.9 |

Pour les notes, voir en fin de tableau.

Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

Tableau A.2. **Prix mondiaux^a** (suite)

| | | Moyenne 00/01-04/05 | 05/06 est. | 06/07 | 07/08 | 08/09 | 09/10 | 10/11 | 11/12 | 12/13 | 13/14 | 14/15 | 15/16 |
|-------------------------------|------------|------------------------|---------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| LAIT ENTIER EN POUDRE | | | | | | | | | | | | | |
| Prix ^v | USD/100 kg | 182.0 | 228.9 | 214.8 | 201.9 | 205.6 | 210.2 | 213.2 | 216.9 | 221.1 | 226.9 | 232.7 | 236.3 |
| POUDRE DE LACTOSÉRUM | | | | | | | | | | | | | |
| Prix de gros, US ^w | USD/100 kg | 45.7 | 66.6 | 56.1 | 54.0 | 53.4 | 54.2 | 55.3 | 56.3 | 57.4 | 59.0 | 60.1 | 61.3 |
| CASEÏNE | | | | | | | | | | | | | |
| Prix ^x | USD/100 kg | 424.2 | 479.9 | 497.3 | 441.7 | 418.9 | 434.5 | 440.4 | 448.5 | 456.9 | 468.0 | 477.6 | 483.1 |

- a) Ce tableau est une compilation de l'information sur les prix présentés dans les tableaux détaillés par produits de cette annexe. Les prix pour les produits végétaux sont en année campagne et ceux pour les viandes et les produits laitiers sont en année calendaire (par ex. 00/01 représente l'année calendaire 2000).
- b) Prix f.a.b. du blé rouge d'hiver de catégorie n° 2, protéine ordinaire, ports des États-Unis (juin/mai).
- c) Prix à l'exportation f.a.b. du maïs jaune de catégorie n° 2, aux ports des États-Unis (septembre/août).
- d) Prix du riz usiné, 100 %, grade b, quote du prix nominal f.a.b. Bangkok (août/juillet).
- e) Prix moyen pondéré des oléagineux, port européen.
- f) Prix moyen pondéré des tourteaux d'oléagineux, port européen.
- g) Prix moyen pondéré des huiles oléagineuses et de l'huile de palme, port européen.
- h) Prix mondial du sucre brut, New York n° 11, f.a.b. arrimé au port des Caraïbes (Brésil inclus), prix vrac au comptant, sept./août.
- i) Prix du sucre raffiné, Londres n° 5, f.a.b. Europe, au comptant au comptant, sept./août.
- j) Prix à la production.
- k) Bouvillons, 1 100-1 300 livres pv, Nebraska – le facteur de conversion pv vers pcg est 0.63.
- l) Prix de gros des bouvillons à Buenos Aires, jeunes taureaux.
- m) Prix à la production des porcs.
- n) Goretts châtrés et cochettes, Iowa, So. Minn. n° 1-3, 230-251 livres pv – le facteur de conversion pv vers pcg est 0.74.
- o) Prix à la production.
- p) Moyenne pondérée des prix de référence de la volaille vivante, à la ferme, haute qualité, (conversion de pv à pac de 0.75), UE15 commençant en 1995.
- q) Moyenne pondérée des prix de gros des poulets de chair, 12 villes.
- r) Prix du barème pour l'agneau, moyenne toutes catégories.
- s) Prix à l'exportation f.a.b., beurre à 82 % m.g., Europe du Nord.
- t) Prix à l'exportation, f.a.b., fromage cheddar, tranches de 40 livres, Europe du Nord.
- u) Prix à l'exportation f.a.b., lait écrémé en poudre, catégorie extra, Europe du Nord.
- v) Prix à l'exportation f.a.b., lait entier en poudre 26 % de matière grasse, Europe du Nord.
- w) Poudre de lactosérum comestible, Wisconsin, usine.
- x) Prix mondial, Nouvelle-Zélande.

est. : Estimation.

Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

Tableau A.3. Projections des échanges mondiaux

| IMPORTATIONS | | Moyenne 2000-04 | 2005 est. | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | |
|-------------------------------|------------------------|--------------------|--------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Blé | Échanges mondiaux | kt | 106 935 | 108 471 | 111 545 | 113 362 | 113 913 | 116 296 | 118 591 | 119 807 | 121 879 | 123 540 | 125 333 | 127 576 |
| | OCDE | kt | 24 292 | 23 534 | 23 412 | 23 842 | 24 025 | 24 121 | 24 318 | 24 590 | 24 899 | 25 167 | 25 423 | 25 645 |
| | Pays en développement | kt | 82 689 | 85 913 | 89 057 | 90 778 | 91 182 | 93 484 | 95 557 | 96 622 | 98 497 | 100 048 | 101 720 | 103 834 |
| | Pays les moins avancés | kt | 10 505 | 10 913 | 11 522 | 11 969 | 12 188 | 12 361 | 12 695 | 12 819 | 13 095 | 13 323 | 13 546 | 13 835 |
| Céréales secondaires | Échanges mondiaux | kt | 106 519 | 104 283 | 110 174 | 111 241 | 109 932 | 110 402 | 111 549 | 113 441 | 115 561 | 117 226 | 119 662 | 122 453 |
| | OCDE | kt | 51 796 | 47 346 | 51 694 | 52 151 | 52 143 | 52 688 | 53 192 | 53 614 | 53 770 | 53 531 | 53 651 | 53 864 |
| | Pays en développement | kt | 72 198 | 74 359 | 76 250 | 77 922 | 77 105 | 77 718 | 78 601 | 80 356 | 82 561 | 84 779 | 87 354 | 90 167 |
| | Pays les moins avancés | kt | 2 568 | 3 492 | 3 196 | 3 222 | 2 762 | 2 895 | 2 973 | 3 064 | 3 279 | 3 552 | 3 860 | 4 296 |
| Riz | Échanges mondiaux | kt | 27 335 | 26 581 | 27 451 | 26 695 | 27 159 | 27 890 | 28 540 | 30 015 | 30 869 | 31 701 | 32 542 | 33 358 |
| | OCDE | kt | 3 951 | 3 875 | 4 027 | 4 107 | 4 271 | 4 525 | 4 497 | 4 530 | 4 571 | 4 635 | 4 711 | 4 787 |
| | Pays en développement | kt | 23 019 | 22 115 | 22 980 | 22 161 | 22 468 | 22 995 | 23 660 | 25 105 | 25 929 | 26 717 | 27 500 | 28 259 |
| | Pays les moins avancés | kt | 5 641 | 5 646 | 5 771 | 5 339 | 5 590 | 5 795 | 5 860 | 6 705 | 7 012 | 7 323 | 7 627 | 7 870 |
| Oléagineux | Échanges mondiaux | kt | 65 884 | 79 355 | 84 006 | 84 859 | 85 477 | 88 217 | 91 727 | 94 616 | 97 290 | 100 066 | 102 785 | 106 135 |
| | OCDE | kt | 34 637 | 36 418 | 37 872 | 36 783 | 35 877 | 36 300 | 36 948 | 37 761 | 37 524 | 37 351 | 37 288 | 37 675 |
| | Pays en développement | kt | 38 398 | 50 739 | 54 563 | 56 715 | 58 273 | 60 671 | 63 776 | 65 960 | 69 079 | 72 275 | 75 233 | 78 355 |
| | Pays les moins avancés | kt | 242 | 244 | 279 | 320 | 338 | 361 | 381 | 395 | 403 | 421 | 439 | 456 |
| Tourteaux d'oléagineux | Échanges mondiaux | kt | 46 720 | 52 746 | 56 197 | 58 068 | 59 335 | 60 381 | 62 313 | 62 449 | 63 689 | 65 466 | 66 666 | 68 106 |
| | OCDE | kt | 29 596 | 32 535 | 34 882 | 36 040 | 36 906 | 37 881 | 38 973 | 39 131 | 39 604 | 40 413 | 41 036 | 41 701 |
| | Pays en développement | kt | 17 986 | 20 884 | 21 749 | 22 812 | 23 565 | 23 884 | 24 816 | 25 008 | 25 887 | 26 930 | 27 635 | 28 547 |
| | Pays les moins avancés | kt | 280 | 297 | 323 | 334 | 344 | 353 | 368 | 375 | 387 | 405 | 418 | 430 |
| Huiles végétales | Échanges mondiaux | kt | 32 371 | 37 842 | 39 588 | 40 576 | 41 425 | 42 460 | 43 449 | 44 458 | 45 498 | 46 522 | 47 514 | 48 427 |
| | OCDE | kt | 7 627 | 8 771 | 8 673 | 8 635 | 8 665 | 8 696 | 8 739 | 8 795 | 8 868 | 8 967 | 9 084 | 9 194 |
| | Pays en développement | kt | 24 287 | 28 718 | 30 481 | 31 558 | 32 410 | 33 439 | 34 379 | 35 354 | 36 316 | 37 243 | 38 142 | 38 964 |
| | Pays les moins avancés | kt | 2 645 | 3 204 | 3 367 | 3 517 | 3 670 | 3 828 | 3 990 | 4 152 | 4 320 | 4 494 | 4 666 | 4 840 |
| Viande bovine | Échanges mondiaux | kt | 6 760 | 7 372 | 7 577 | 7 986 | 8 240 | 8 319 | 8 337 | 8 554 | 8 817 | 8 896 | 9 056 | 9 240 |
| | OCDE | kt | 4 174 | 3 843 | 4 081 | 4 200 | 4 436 | 4 456 | 4 442 | 4 510 | 4 690 | 4 707 | 4 753 | 4 841 |
| | Pays en développement | kt | 2 382 | 2 863 | 3 079 | 3 333 | 3 386 | 3 460 | 3 529 | 3 660 | 3 775 | 3 840 | 3 928 | 4 031 |
| | Pays les moins avancés | kt | 94 | 143 | 172 | 231 | 204 | 223 | 217 | 241 | 250 | 246 | 260 | 262 |
| Viande porcine | Échanges mondiaux | kt | 4 272 | 5 221 | 5 450 | 5 454 | 5 568 | 5 698 | 5 838 | 6 045 | 6 157 | 6 300 | 6 530 | 6 645 |
| | OCDE | kt | 2 502 | 2 973 | 3 024 | 3 007 | 3 015 | 3 069 | 3 145 | 3 234 | 3 300 | 3 374 | 3 499 | 3 595 |
| | Pays en développement | kt | 1 473 | 1 750 | 1 892 | 1 908 | 2 025 | 2 074 | 2 106 | 2 159 | 2 195 | 2 272 | 2 405 | 2 472 |
| | Pays les moins avancés | kt | 33 | 47 | 55 | 57 | 67 | 70 | 73 | 77 | 74 | 79 | 91 | 94 |
| Viande de volaille | Échanges mondiaux | kt | 7 455 | 8 289 | 8 240 | 8 563 | 8 997 | 9 332 | 9 551 | 9 832 | 10 061 | 10 276 | 10 546 | 10 796 |
| | OCDE | kt | 1 803 | 1 858 | 1 898 | 2 091 | 2 165 | 2 223 | 2 290 | 2 347 | 2 417 | 2 486 | 2 559 | 2 644 |
| | Pays en développement | kt | 4 249 | 4 879 | 4 743 | 4 843 | 5 125 | 5 385 | 5 574 | 5 820 | 6 014 | 6 186 | 6 423 | 6 631 |
| | Pays les moins avancés | kt | 376 | 510 | 534 | 556 | 577 | 610 | 648 | 690 | 725 | 760 | 798 | 837 |
| Beurre | Échanges mondiaux | kt | 687 | 704 | 744 | 782 | 790 | 812 | 829 | 834 | 836 | 837 | 846 | 860 |
| | OCDE | kt | 146 | 132 | 134 | 131 | 126 | 128 | 129 | 129 | 129 | 128 | 127 | 127 |
| | Pays en développement | kt | 382 | 378 | 394 | 424 | 426 | 435 | 435 | 436 | 434 | 432 | 434 | 437 |
| | Pays les moins avancés | kt | 12 | 12 | 15 | 19 | 19 | 22 | 22 | 23 | 23 | 23 | 24 | 25 |
| Fromage | Échanges mondiaux | kt | 1 334 | 1 405 | 1 441 | 1 514 | 1 585 | 1 634 | 1 663 | 1 689 | 1 713 | 1 731 | 1 754 | 1 781 |
| | OCDE | kt | 753 | 749 | 762 | 782 | 805 | 825 | 842 | 861 | 879 | 897 | 916 | 935 |
| | Pays en développement | kt | 530 | 596 | 611 | 672 | 718 | 732 | 729 | 730 | 729 | 727 | 718 | 711 |
| | Pays les moins avancés | kt | 14 | 17 | 12 | 16 | 21 | 23 | 25 | 26 | 28 | 29 | 30 | 31 |
| Lait entier en poudre | Échanges mondiaux | kt | 1 288 | 1 467 | 1 535 | 1 623 | 1 640 | 1 680 | 1 732 | 1 773 | 1 811 | 1 851 | 1 895 | 1 940 |
| | OCDE | kt | 82 | 85 | 82 | 83 | 82 | 83 | 83 | 83 | 83 | 83 | 84 | 84 |
| | Pays en développement | kt | 1 225 | 1 389 | 1 452 | 1 537 | 1 553 | 1 592 | 1 641 | 1 680 | 1 717 | 1 757 | 1 798 | 1 840 |
| | Pays les moins avancés | kt | 97 | 117 | 122 | 128 | 134 | 139 | 145 | 151 | 157 | 164 | 171 | 177 |
| Lait écrémé en poudre | Échanges mondiaux | kt | 1 183 | 1 234 | 1 234 | 1 234 | 1 227 | 1 225 | 1 221 | 1 218 | 1 217 | 1 214 | 1 211 | 1 209 |
| | OCDE | kt | 234 | 175 | 178 | 182 | 184 | 188 | 192 | 196 | 200 | 204 | 206 | 211 |
| | Pays en développement | kt | 1 021 | 1 098 | 1 090 | 1 085 | 1 075 | 1 070 | 1 062 | 1 057 | 1 053 | 1 048 | 1 042 | 1 036 |
| | Pays les moins avancés | kt | 74 | 83 | 87 | 90 | 92 | 95 | 97 | 100 | 102 | 104 | 107 | 110 |

Pour les notes, voir en fin de tableau.

Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

Tableau A.3. Projections des échanges mondiaux (suite)

| EXPORTATIONS | | Moyenne 2000-04 | 2005 est. | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | |
|-------------------------------|------------------------|--------------------|--------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Blé | Échanges mondiaux | kt | 106 935 | 108 471 | 111 545 | 113 362 | 113 913 | 116 296 | 118 591 | 119 807 | 121 879 | 123 540 | 125 333 | 127 576 |
| | OCDE | kt | 72 714 | 73 214 | 75 449 | 74 915 | 75 088 | 76 770 | 78 520 | 79 433 | 80 683 | 81 450 | 82 272 | 83 586 |
| | Pays en développement | kt | 19 502 | 14 858 | 16 257 | 16 992 | 17 098 | 17 175 | 17 137 | 17 182 | 17 245 | 17 424 | 17 607 | 17 726 |
| | Pays les moins avancés | kt | 157 | 147 | 152 | 158 | 159 | 163 | 166 | 168 | 171 | 174 | 177 | 179 |
| Céréales secondaires | Échanges mondiaux | kt | 106 519 | 104 283 | 110 174 | 111 241 | 109 932 | 110 402 | 111 549 | 113 441 | 115 561 | 117 226 | 119 662 | 122 453 |
| | OCDE | kt | 73 804 | 73 204 | 78 404 | 78 330 | 74 449 | 72 936 | 72 453 | 73 283 | 75 272 | 76 462 | 77 926 | 79 907 |
| | Pays en développement | kt | 28 848 | 21 514 | 24 700 | 25 510 | 27 232 | 28 114 | 28 737 | 28 815 | 28 549 | 28 558 | 29 080 | 29 596 |
| | Pays les moins avancés | kt | 1 465 | 1 891 | 2 150 | 2 144 | 2 252 | 2 317 | 2 369 | 2 484 | 2 575 | 2 658 | 2 733 | 2 773 |
| Riz | Échanges mondiaux | kt | 27 335 | 26 581 | 27 451 | 26 695 | 27 159 | 27 890 | 28 540 | 30 015 | 30 869 | 31 701 | 32 542 | 33 358 |
| | OCDE | kt | 4 416 | 4 929 | 4 721 | 4 745 | 4 809 | 4 842 | 4 928 | 5 028 | 5 084 | 5 125 | 5 175 | 5 227 |
| | Pays en développement | kt | 22 754 | 21 486 | 21 518 | 23 134 | 23 531 | 24 238 | 24 803 | 26 172 | 26 963 | 27 748 | 28 537 | 29 297 |
| | Pays les moins avancés | kt | 568 | 291 | 303 | 316 | 329 | 342 | 355 | 1 131 | 1 259 | 1 363 | 1 512 | 1 658 |
| Oléagineux | Échanges mondiaux | kt | 65 884 | 79 355 | 84 006 | 84 859 | 85 477 | 88 217 | 91 727 | 94 616 | 97 290 | 100 066 | 102 785 | 106 135 |
| | OCDE | kt | 35 068 | 33 398 | 37 210 | 39 842 | 38 156 | 36 728 | 36 214 | 36 471 | 35 803 | 34 841 | 34 069 | 33 510 |
| | Pays en développement | kt | 27 623 | 34 678 | 35 653 | 33 881 | 35 992 | 40 175 | 44 117 | 46 647 | 49 677 | 53 137 | 56 358 | 59 925 |
| | Pays les moins avancés | kt | 18 | 21 | 20 | 20 | 21 | 22 | 22 | 23 | 25 | 26 | 27 | 28 |
| Tourteaux d'oléagineux | Échanges mondiaux | kt | 46 720 | 52 746 | 56 197 | 58 068 | 59 335 | 60 381 | 62 313 | 62 449 | 63 689 | 65 466 | 66 666 | 68 106 |
| | OCDE | kt | 8 057 | 8 610 | 8 148 | 8 331 | 8 783 | 9 042 | 8 939 | 8 899 | 9 337 | 9 899 | 10 274 | 10 696 |
| | Pays en développement | kt | 38 561 | 45 522 | 49 466 | 51 162 | 51 949 | 52 722 | 54 736 | 54 886 | 55 665 | 56 854 | 57 652 | 58 645 |
| | Pays les moins avancés | kt | 16 | 16 | 15 | 15 | 16 | 17 | 17 | 18 | 18 | 19 | 19 | 20 |
| Huiles végétales | Échanges mondiaux | kt | 32 371 | 37 842 | 39 588 | 40 576 | 41 425 | 42 460 | 43 449 | 44 458 | 45 498 | 46 522 | 47 514 | 48 427 |
| | OCDE | kt | 3 225 | 3 370 | 3 555 | 3 140 | 3 018 | 3 063 | 2 909 | 2 791 | 2 771 | 2 739 | 2 642 | 2 462 |
| | Pays en développement | kt | 30 045 | 37 670 | 39 259 | 40 628 | 41 591 | 42 590 | 43 730 | 44 844 | 45 898 | 46 946 | 48 027 | 49 115 |
| | Pays les moins avancés | kt | 82 | 81 | 84 | 86 | 90 | 94 | 98 | 104 | 110 | 116 | 123 | 131 |
| Viande bovine | Échanges mondiaux | kt | 6 760 | 7 372 | 7 577 | 7 986 | 8 240 | 8 319 | 8 337 | 8 554 | 8 817 | 8 896 | 9 056 | 9 240 |
| | OCDE | kt | 4 751 | 4 036 | 4 394 | 4 675 | 4 779 | 4 741 | 4 619 | 4 590 | 4 710 | 4 633 | 4 670 | 4 715 |
| | Pays en développement | kt | 2 730 | 4 438 | 4 283 | 4 442 | 4 598 | 4 713 | 4 852 | 5 112 | 5 264 | 5 432 | 5 568 | 5 709 |
| | Pays les moins avancés | kt | 106 | 106 | 103 | 93 | 89 | 95 | 101 | 98 | 97 | 99 | 105 | 111 |
| Viande porcine | Échanges mondiaux | kt | 4 272 | 5 221 | 5 450 | 5 454 | 5 568 | 5 698 | 5 838 | 6 045 | 6 157 | 6 300 | 6 530 | 6 645 |
| | OCDE | kt | 3 346 | 4 201 | 4 427 | 4 378 | 4 465 | 4 548 | 4 592 | 4 715 | 4 713 | 4 803 | 5 032 | 5 077 |
| | Pays en développement | kt | 830 | 1 226 | 1 271 | 1 330 | 1 397 | 1 456 | 1 553 | 1 639 | 1 732 | 1 790 | 1 811 | 1 861 |
| | Pays les moins avancés | kt | 1 | 1 | 1 | 3 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Viande de volaille | Échanges mondiaux | kt | 7 455 | 8 289 | 8 240 | 8 563 | 8 997 | 9 332 | 9 551 | 9 832 | 10 061 | 10 276 | 10 546 | 10 796 |
| | OCDE | kt | 3 765 | 3 853 | 4 267 | 4 385 | 4 585 | 4 638 | 4 694 | 4 666 | 4 667 | 4 689 | 4 659 | 4 652 |
| | Pays en développement | kt | 3 570 | 5 038 | 4 572 | 4 775 | 5 002 | 5 288 | 5 453 | 5 764 | 5 996 | 6 187 | 6 490 | 6 752 |
| | Pays les moins avancés | kt | 11 | 11 | 16 | 17 | 17 | 16 | 17 | 17 | 14 | 14 | 15 | 15 |
| Beurre | Échanges mondiaux | kt | 687 | 704 | 744 | 782 | 790 | 812 | 829 | 834 | 836 | 837 | 846 | 860 |
| | OCDE | kt | 734 | 698 | 732 | 723 | 680 | 662 | 655 | 644 | 638 | 629 | 623 | 618 |
| | Pays en développement | kt | 47 | 51 | 65 | 82 | 63 | 52 | 67 | 75 | 73 | 75 | 82 | 93 |
| | Pays les moins avancés | kt | 2 | 2 | 2 | 3 | 4 | 4 | 3 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| Fromage | Échanges mondiaux | kt | 1 334 | 1 405 | 1 441 | 1 514 | 1 585 | 1 634 | 1 663 | 1 689 | 1 713 | 1 731 | 1 754 | 1 781 |
| | OCDE | kt | 1 182 | 1 203 | 1 220 | 1 249 | 1 262 | 1 271 | 1 284 | 1 297 | 1 307 | 1 313 | 1 322 | 1 334 |
| | Pays en développement | kt | 114 | 164 | 174 | 169 | 175 | 174 | 184 | 191 | 199 | 206 | 213 | 223 |
| | Pays les moins avancés | kt | | | | 2 | 3 | 2 | | | | | | |
| Lait entier en poudre | Échanges mondiaux | kt | 1 288 | 1 467 | 1 535 | 1 623 | 1 640 | 1 680 | 1 732 | 1 773 | 1 811 | 1 851 | 1 895 | 1 940 |
| | OCDE | kt | 1 173 | 1 190 | 1 234 | 1 253 | 1 253 | 1 270 | 1 288 | 1 301 | 1 313 | 1 324 | 1 334 | 1 347 |
| | Pays en développement | kt | 349 | 502 | 530 | 557 | 572 | 595 | 627 | 654 | 678 | 706 | 737 | 768 |
| | Pays les moins avancés | kt | 1 | 2 | 2 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| Lait écrémé en poudre | Échanges mondiaux | kt | 1 183 | 1 234 | 1 234 | 1 234 | 1 227 | 1 225 | 1 221 | 1 218 | 1 217 | 1 214 | 1 211 | 1 209 |
| | OCDE | kt | 1 003 | 950 | 867 | 840 | 829 | 824 | 814 | 805 | 799 | 789 | 781 | 772 |
| | Pays en développement | kt | 115 | 119 | 122 | 127 | 129 | 130 | 134 | 139 | 142 | 146 | 150 | 155 |
| | Pays les moins avancés | kt | 2 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 |

est : Estimation.

Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

Tableau A.4. Hypothèses concernant les marchés des céréales

| Campagne ^a | | Moyenne 00/01-04/05 | 05/06 est. | 06/07 | 07/08 | 08/09 | 09/10 | 10/11 | 11/12 | 12/13 | 13/14 | 14/15 | 15/16 |
|--|------------|------------------------|---------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| ARGENTINE | | | | | | | | | | | | | |
| Production végétale taxe à l'exportation | % | 12 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 |
| Riz taxe à l'exportation | % | 6 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 |
| CANADA | | | | | | | | | | | | | |
| Contingents tarifaires ^b | | | | | | | | | | | | | |
| blé | kt | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 |
| droits de douane intra quota | % | 1.1 | 1.1 | 1.1 | 1.1 | 1.1 | 1.1 | 1.1 | 1.1 | 1.1 | 1.1 | 1.1 | 1.1 |
| droits de douane hors quota | % | 62 | 62 | 62 | 62 | 62 | 62 | 62 | 62 | 62 | 62 | 62 | 62 |
| orge | kt | 399 | 399 | 399 | 399 | 399 | 399 | 399 | 399 | 399 | 399 | 399 | 399 |
| droits de douane intra quota | % | 0.7 | 0.7 | 0.7 | 0.7 | 0.7 | 0.7 | 0.7 | 0.7 | 0.7 | 0.7 | 0.7 | 0.7 |
| droits de douane hors quota | % | 58 | 58 | 58 | 58 | 58 | 58 | 58 | 58 | 58 | 58 | 58 | 58 |
| UNION EUROPÉENNE^{c, d} | | | | | | | | | | | | | |
| Céréales prix de soutien ^e | EUR/t | 103 | 101 | 101 | 101 | 101 | 101 | 101 | 101 | 101 | 101 | 101 | 101 |
| Céréales compensatoires ^{f, g} | EUR/ha | 289 | 142 | 31 | 31 | 31 | 31 | 31 | 31 | 31 | 31 | 31 | 31 |
| Riz prix de soutien ^h | EUR/t | 269 | 150 | 150 | 150 | 150 | 150 | 150 | 150 | 150 | 150 | 150 | 150 |
| Taux de gel des terres obligatoire | % | 9 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 |
| Païement pour le gel des terres ^g | EUR/ha | 286 | 142 | 31 | 31 | 31 | 31 | 31 | 31 | 31 | 31 | 31 | 31 |
| Païements directs pour les riz | EUR/ha | 487 | 712 | 470 | 470 | 470 | 470 | 470 | 470 | 470 | 470 | 470 | 470 |
| Blé contingents tarifaires ^d | kt | 1 991 | 3 780 | 3 780 | 3 780 | 3 780 | 3 780 | 3 780 | 3 780 | 3 780 | 3 780 | 3 780 | 3 780 |
| Céréales secondaires contingents tarifaires ^b | kt | 3 289 | 3 469 | 3 469 | 3 469 | 3 469 | 3 469 | 3 469 | 3 469 | 3 469 | 3 469 | 3 469 | 3 469 |
| Limites aux subventions à l'exportation ^b | | | | | | | | | | | | | |
| blé | mt | 15.6 | 15.6 | 15.6 | 15.6 | 15.6 | 15.6 | 15.6 | 15.6 | 15.6 | 15.6 | 15.6 | 15.6 |
| céréales secondaires ⁱ | mt | 10.8 | 10.8 | 10.8 | 10.8 | 10.8 | 10.8 | 10.8 | 10.8 | 10.8 | 10.8 | 10.8 | 10.8 |
| JAPON | | | | | | | | | | | | | |
| Riz programme de revivification | '000 ha | 997 | 1 020 | 1 020 | 1 020 | 1 020 | 1 020 | 1 020 | 1 020 | 1 020 | 1 020 | 1 020 | 1 020 |
| Blé prix de soutien ^j | '000 JPY/t | 114 | 120 | 120 | 120 | 120 | 120 | 120 | 120 | 120 | 120 | 120 | 120 |
| Orge prix de soutien ^k | '000 JPY/t | 57 | 71 | 71 | 71 | 71 | 71 | 71 | 71 | 71 | 71 | 71 | 71 |
| Blé contingent tarifaire | kt | 5 740 | 5 740 | 5 740 | 5 740 | 5 740 | 5 740 | 5 740 | 5 740 | 5 740 | 5 740 | 5 740 | 5 740 |
| droits de douane intra quota | '000 JPY/t | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| droits de douane hors quota | '000 JPY/t | 55 | 55 | 55 | 55 | 55 | 55 | 55 | 55 | 55 | 55 | 55 | 55 |
| Orge contingent tarifaire | kt | 1 369 | 1 369 | 1 369 | 1 369 | 1 369 | 1 369 | 1 369 | 1 369 | 1 369 | 1 369 | 1 369 | 1 369 |
| droits de douane intra quota | '000 JPY/t | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| droits de douane hors quota | '000 JPY/t | 39 | 39 | 39 | 39 | 39 | 39 | 39 | 39 | 39 | 39 | 39 | 39 |
| Riz contingent tarifaire ^l | kt | 682 | 682 | 682 | 682 | 682 | 682 | 682 | 682 | 682 | 682 | 682 | 682 |
| droits de douane intra quota | '000 JPY/t | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| droits de douane hors quota | '000 JPY/t | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| CORÉE | | | | | | | | | | | | | |
| Blé tarif | % | 7.2 | 5.4 | 5.4 | 5.4 | 5.4 | 5.4 | 5.4 | 5.4 | 5.4 | 5.4 | 5.4 | 5.4 |
| Maïs contingent tarifaire | kt | 6 102 | 6 102 | 6 102 | 6 102 | 6 102 | 6 102 | 6 102 | 6 102 | 6 102 | 6 102 | 6 102 | 6 102 |
| droits de douane intra quota | % | 1.8 | 1.7 | 1.7 | 1.7 | 1.7 | 1.7 | 1.7 | 1.7 | 1.7 | 1.7 | 1.7 | 1.7 |
| droits de douane hors quota | % | 413 | 404 | 404 | 404 | 404 | 404 | 404 | 404 | 404 | 404 | 404 | 404 |
| Orge contingent tarifaire | kt | 51 | 54 | 54 | 54 | 54 | 54 | 54 | 54 | 54 | 54 | 54 | 54 |
| droits de douane intra quota | % | 23 | 23 | 23 | 23 | 23 | 23 | 23 | 23 | 23 | 23 | 23 | 23 |
| droits de douane hors quota | % | 368 | 359 | 359 | 359 | 359 | 359 | 359 | 359 | 359 | 359 | 359 | 359 |
| Riz contingent ^l | kt | 171 | 205 | 205 | 205 | 205 | 205 | 205 | 205 | 205 | 205 | 205 | 205 |
| droits de douane intra quota | % | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 |

Pour les notes, voir en fin de tableau.

Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

Tableau A.4. **Hypothèses concernant les marchés des céréales (suite)**

| Campagne ^a | | Moyenne 00/01-04/05 | 05/06 est. | 06/07 | 07/08 | 08/09 | 09/10 | 10/11 | 11/12 | 12/13 | 13/14 | 14/15 | 15/16 |
|--|---------------|------------------------|---------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| MERCOSUR | | | | | | | | | | | | | |
| Blé tarif | % | 12 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 |
| Céréales secondaires tarif | % | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 |
| Riz tarif | % | 12 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 |
| MEXIQUE | | | | | | | | | | | | | |
| Paiement de revenu céréalier ^m | <i>MXN/ha</i> | 866 | 988 | 1 024 | 1 058 | 1 094 | 1 134 | 1 175 | 1 218 | 1 262 | 1 308 | 1 355 | 1 404 |
| Blé tarif ALENA | % | 1.8 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Programme social Fidelist | <i>MXN mn</i> | 684 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Tortilla subvention à la consommation | <i>MXN mn</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Maïs contingent tarifaire | <i>kt</i> | 2 501 | 2 501 | 2 501 | 2 501 | 2 501 | 2 501 | 2 501 | 2 501 | 2 501 | 2 501 | 2 501 | 2 501 |
| droits de douane intra quota | % | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 |
| droits de douane hors quota | % | 198 | 194 | 194 | 194 | 194 | 194 | 194 | 194 | 194 | 194 | 194 | 194 |
| Orge contingent tarifaire | <i>kt</i> | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| droits de douane intra quota | % | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 |
| droits de douane hors quota | % | 118 | 115 | 115 | 115 | 115 | 115 | 115 | 115 | 115 | 115 | 115 | 115 |
| ÉTATS-UNIS | | | | | | | | | | | | | |
| Taux de prêt du blé | <i>USD/t</i> | 99.3 | 101.0 | 101.0 | 101.0 | 101.0 | 101.0 | 101.0 | 101.0 | 101.0 | 101.0 | 101.0 | 101.0 |
| Taux de prêt du maïs | <i>USD/t</i> | 76.3 | 76.8 | 76.8 | 76.8 | 76.8 | 76.8 | 76.8 | 76.8 | 76.8 | 76.8 | 76.8 | 76.8 |
| Paiement, contrat de prod. flexible | | | | | | | | | | | | | |
| blé | <i>USD/t</i> | 18.0 | 16.9 | 16.9 | 16.9 | 16.9 | 16.9 | 16.9 | 16.9 | 16.9 | 16.9 | 16.9 | 16.9 |
| maïs | <i>USD/t</i> | 10.9 | 10.3 | 10.3 | 10.3 | 10.3 | 10.3 | 10.3 | 10.3 | 10.3 | 10.3 | 10.3 | 10.3 |
| CRP superficies ⁿ | <i>mha</i> | 5.9 | 6.7 | 7.0 | 7.5 | 7.5 | 7.5 | 7.5 | 7.5 | 7.5 | 7.5 | 7.5 | 3.8 |
| blé | <i>mha</i> | 2.8 | 3.4 | 3.5 | 3.8 | 3.8 | 3.8 | 3.8 | 3.8 | 3.8 | 3.8 | 3.8 | 3.8 |
| céréales secondaires | <i>mha</i> | 3.1 | 3.3 | 3.5 | 3.7 | 3.7 | 3.7 | 3.7 | 3.7 | 3.7 | 3.7 | 3.7 | 0.0 |
| Limites aux subventions à l'exportation ^b | | | | | | | | | | | | | |
| blé | <i>mt</i> | 14.5 | 14.5 | 14.5 | 14.5 | 14.5 | 14.5 | 14.5 | 14.5 | 14.5 | 14.5 | 14.5 | 14.5 |
| céréales secondaires | <i>mt</i> | 1.6 | 1.6 | 1.6 | 1.6 | 1.6 | 1.6 | 1.6 | 1.6 | 1.6 | 1.6 | 1.6 | 1.6 |
| Blé paiement EEP ^d | <i>USD/t</i> | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| CHINE | | | | | | | | | | | | | |
| Blé prix de soutien | <i>CNY/t</i> | 270 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Céréales secondaires prix de soutien | <i>CNY/t</i> | 232 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Riz prix de soutien | <i>CNY/t</i> | 880 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Blé contingent tarifaire | <i>kt</i> | 7 008 | 9 636 | 9 636 | 9 636 | 9 636 | 9 636 | 9 636 | 9 636 | 9 636 | 9 636 | 9 636 | 9 636 |
| droits de douane intra quota | % | 1.4 | 2.3 | 2.3 | 2.3 | 2.3 | 2.3 | 2.3 | 2.3 | 2.3 | 2.3 | 2.3 | 2.3 |
| droits de douane hors quota | % | 64.0 | 65.0 | 65.0 | 65.0 | 65.0 | 65.0 | 65.0 | 65.0 | 65.0 | 65.0 | 65.0 | 65.0 |
| Coarse grains tariff | % | 6 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| Maize contingent tarifaire | <i>kt</i> | 4 950 | 7 200 | 7 200 | 7 200 | 7 200 | 7 200 | 7 200 | 7 200 | 7 200 | 7 200 | 7 200 | 7 200 |
| droits de douane intra quota | % | 2.2 | 3.7 | 3.7 | 3.7 | 3.7 | 3.7 | 3.7 | 3.7 | 3.7 | 3.7 | 3.7 | 3.7 |
| droits de douane hors quota | % | 46.0 | 41.7 | 41.7 | 41.7 | 41.7 | 41.7 | 41.7 | 41.7 | 41.7 | 41.7 | 41.7 | 41.7 |
| Riz contingent tarifaire | % | 3 458 | 5 320 | 5 320 | 5 320 | 5 320 | 5 320 | 5 320 | 5 320 | 5 320 | 5 320 | 5 320 | 5 320 |
| droits de douane intra quota | % | 1.4 | 2.3 | 2.3 | 2.3 | 2.3 | 2.3 | 2.3 | 2.3 | 2.3 | 2.3 | 2.3 | 2.3 |
| droits de douane hors quota | % | 53.4 | 51.7 | 51.7 | 51.7 | 51.7 | 51.7 | 51.7 | 51.7 | 51.7 | 51.7 | 51.7 | 51.7 |

est. : Estimation.

Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

Tableau A.4. **Hypothèses concernant les marchés des céréales** (suite)

| Campagne ^a | | Moyenne 00/01-04/05 | 05/06 est. | 06/07 | 07/08 | 08/09 | 09/10 | 10/11 | 11/12 | 12/13 | 13/14 | 14/15 | 15/16 |
|---|-------|------------------------|---------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| INDE | | | | | | | | | | | | | |
| Céréales sec. subventions aux intrants ^d | INR/t | 1 595 | 1 473 | 1 473 | 1 473 | 1 473 | 1 473 | 1 473 | 1 473 | 1 473 | 1 473 | 1 473 | 1 473 |
| Riz subventions aux intrants ^d | INR/t | 768 | 719 | 719 | 719 | 719 | 719 | 719 | 719 | 719 | 719 | 719 | 719 |
| Blé subventions aux intrants ^d | INR/t | 1 898 | 2 005 | 2 005 | 2 005 | 2 005 | 2 005 | 2 005 | 2 005 | 2 005 | 2 005 | 2 005 | 2 005 |
| Prix de soutien minimum | | | | | | | | | | | | | |
| maïs | INR/t | 4 890 | 5 400 | 5 400 | 5 400 | 5 400 | 5 400 | 5 400 | 5 400 | 5 400 | 5 400 | 5 400 | 5 400 |
| riz | INR/t | 4 890 | 5 700 | 5 700 | 5 700 | 5 700 | 5 700 | 5 700 | 5 700 | 5 700 | 5 700 | 5 700 | 5 700 |
| blé | INR/t | 6 120 | 6 400 | 6 400 | 6 400 | 6 400 | 6 400 | 6 400 | 6 400 | 6 400 | 6 400 | 6 400 | 6 400 |
| Riz subvention à l'exportation | INR/t | 2 595 | 3 133 | 3 133 | 3 133 | 3 133 | 3 133 | 3 133 | 3 133 | 3 133 | 3 133 | 3 133 | 3 133 |
| Blé subvention à l'exportation | INR/t | 1 587 | 1 941 | 1 941 | 1 941 | 1 941 | 1 941 | 1 941 | 1 941 | 1 941 | 1 941 | 1 941 | 1 941 |
| Blé droit de douane | % | 88 | 88 | 88 | 88 | 88 | 88 | 88 | 88 | 88 | 88 | 88 | 88 |
| Maïs droit de douane | % | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 |
| Riz droit de douane | % | 30 | 30 | 30 | 30 | 30 | 30 | 30 | 30 | 30 | 30 | 30 | 30 |
| Orge droit de douane | % | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

a) Débutant avec la campagne de commercialisation – voir glossaire terminologique pour les définitions.

b) Année débutant le 1^{er} juillet.

c) Prix et paiements en euro du marché – voir glossaire.

d) Les agriculteurs de l'UE bénéficient aussi du régime de paiement unique par exploitation, qui fournit des paiements à taux plat indépendants des décisions de la production courante et des développements des marchés. La somme totale dépensée sous le régime de paiement unique, avant modulation, est supposée passer de 26.9 milliards d'euros en 2005 à 28.4 milliards d'euros en 2008, pour l'intégralité des 15 premiers États membres. Le nombre final est équivalent à 233 euros par hectare de terre agricole éligible. Pour les pays accédants, les paiements sont introduits avec l'hypothèse de suppléments maximaux des budgets nationaux. Du fait de la modulation, entre 2.7 % et 4.6 % du total du paiement unique par exploitation ira en dépenses rurales de développement plutôt que directement aux exploitants.

e) Prix d'intervention commun au blé tendre, à l'orge, au maïs, au seigle et au sorgho.

f) Paiements compensatoires de surface.

g) Paiements réels faits par hectare, sur la base de rendements de référence.

h) Soumis à une limite d'achat de 75 000 tonnes par an.

i) Exclut 0.4 million de tonnes d'exportations de pommes de terre féculières. La limite aux subventions à l'exportations est à l'origine de 11.2 mt.

j) Prix d'achat officiel du blé produit dans le pays.

k) Prix d'achat officiel de l'orge fourragère, 2^e grade, 1^{re} classe.

l) Base riz décortiqué.

m) S'applique aux producteurs de blé, de maïs et de sorgho.

n) Inclut le blé, l'orge, le maïs, l'avoine et le sorgho.

o) Moyenne par tonne totale exportée.

p) les subventions aux intrants de l'Inde consistent en subventions pour l'électricité, l'engrais et l'irrigation.

Note : La source pour les droits de douane et les contingents tarifaires est AMAD (Agricultural market access database). Les données des droits de douane et de contingents tarifaires sont basées sur les taux NPF prévus au barème de l'OMC et excluent ceux établis dans le cadre d'accords préférentiels ou régionaux qui peuvent être substantiellement différents. Les droits de douane sont des moyennes de plusieurs lignes de produits. Les taux spécifiques sont convertis en taux *ad valorem* à l'aide des prix mondiaux des Perspectives. Les contingents à l'importation sont ceux basés sur des accords mondiaux prévus au barème de l'OMC et non ceux alloués aux partenaires préférentiels dans le cadre des accords régionaux ou autres. Pour le Mexique, le droit de douane intra quota ALENA du maïs et de l'orge est égal à zéro, tandis que le contingent tarifaire devient illimité en 2003 pour l'orge et en 2008 pour le maïs.

est. : Estimation.

Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

Tableau A.5. Projections mondiales de céréales

| Campagne ^a | | Moyenne 00/01-04/05 | 05/06 est. | 06/07 | 07/08 | 08/09 | 09/10 | 10/11 | 11/12 | 12/13 | 13/14 | 14/15 | 15/16 |
|-----------------------------|-------|------------------------|---------------|-------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| BLÉ | | | | | | | | | | | | | |
| OCDE^b | | | | | | | | | | | | | |
| Production | mt | 244.9 | 253.7 | 257.6 | 256.9 | 258.9 | 263.9 | 267.6 | 270.1 | 272.3 | 274.6 | 277.2 | 280.5 |
| Consommation | mt | 195.9 | 203.0 | 206.4 | 209.7 | 210.7 | 211.8 | 213.9 | 215.0 | 216.2 | 217.8 | 219.5 | 221.2 |
| Stocks, fin de période | mt | 56.3 | 63.8 | 63.0 | 59.1 | 56.1 | 55.5 | 54.9 | 55.1 | 55.3 | 55.9 | 56.7 | 57.9 |
| Non OCDE | | | | | | | | | | | | | |
| Production | mt | 340.9 | 366.3 | 369.7 | 377.5 | 382.6 | 388.6 | 393.6 | 397.7 | 402.1 | 407.3 | 412.6 | 417.8 |
| Consommation | mt | 405.9 | 419.8 | 422.8 | 429.3 | 434.5 | 440.2 | 446.2 | 452.4 | 457.6 | 463.0 | 468.5 | 474.5 |
| Stocks, fin de période | mt | 154.4 | 115.4 | 114.2 | 113.4 | 112.6 | 113.6 | 115.1 | 115.2 | 115.4 | 116.0 | 116.8 | 118.0 |
| MONDE^c | | | | | | | | | | | | | |
| Production | mt | 585.8 | 620.0 | 627.3 | 634.4 | 641.5 | 652.5 | 661.2 | 667.8 | 674.4 | 681.9 | 689.8 | 698.3 |
| Consommation | mt | 601.8 | 622.8 | 629.2 | 639.0 | 645.2 | 652.0 | 660.1 | 667.4 | 673.8 | 680.8 | 688.0 | 695.8 |
| Stocks, fin de période | mt | 210.6 | 179.2 | 177.2 | 172.5 | 168.7 | 169.0 | 170.0 | 170.3 | 170.8 | 171.8 | 173.5 | 175.9 |
| Prix ^d | USD/t | 142.4 | 158.7 | 157.1 | 156.5 | 162.3 | 163.0 | 159.0 | 157.5 | 157.3 | 157.4 | 157.2 | 155.4 |
| CÉRÉALES SECONDAIRES | | | | | | | | | | | | | |
| OCDE^b | | | | | | | | | | | | | |
| Production | mt | 488.7 | 511.4 | 515.1 | 521.4 | 529.8 | 541.0 | 548.9 | 556.6 | 562.2 | 567.8 | 574.2 | 580.8 |
| Consommation | mt | 461.5 | 482.1 | 496.8 | 507.8 | 517.1 | 524.1 | 530.3 | 536.9 | 541.0 | 545.2 | 549.9 | 554.3 |
| Stocks, fin de période | mt | 97.7 | 126.8 | 118.3 | 105.8 | 96.1 | 92.7 | 91.9 | 91.9 | 91.5 | 91.0 | 91.0 | 91.5 |
| Non OCDE | | | | | | | | | | | | | |
| Production | mt | 434.4 | 456.7 | 475.7 | 486.5 | 496.1 | 507.0 | 517.5 | 526.1 | 533.2 | 540.7 | 548.8 | 556.9 |
| Consommation | mt | 465.4 | 495.8 | 502.9 | 508.8 | 516.8 | 523.0 | 532.6 | 543.1 | 552.6 | 561.3 | 570.5 | 580.2 |
| Stocks, fin de période | mt | 121.9 | 86.0 | 83.9 | 86.2 | 86.3 | 89.0 | 91.6 | 92.7 | 93.3 | 94.1 | 95.2 | 96.4 |
| MONDE^c | | | | | | | | | | | | | |
| Production | mt | 923.0 | 968.2 | 990.8 | 1 007.9 | 1 025.9 | 1 048.0 | 1 066.3 | 1 082.7 | 1 095.5 | 1 108.4 | 1 123.0 | 1 137.7 |
| Consommation | mt | 926.9 | 977.9 | 999.7 | 1 016.5 | 1 033.9 | 1 047.1 | 1 062.9 | 1 080.0 | 1 093.6 | 1 106.6 | 1 120.3 | 1 134.4 |
| Stocks, fin de période | mt | 219.7 | 212.8 | 202.3 | 192.0 | 182.4 | 181.7 | 183.5 | 184.6 | 184.9 | 185.1 | 186.2 | 187.9 |
| Prix ^e | USD/t | 100.1 | 91.0 | 98.5 | 106.3 | 115.1 | 117.7 | 116.2 | 115.0 | 114.7 | 114.8 | 114.3 | 112.5 |
| RIZ | | | | | | | | | | | | | |
| OCDE^b | | | | | | | | | | | | | |
| Production | mt | 22.4 | 23.1 | 22.9 | 22.9 | 23.0 | 23.0 | 23.0 | 23.1 | 23.1 | 23.1 | 23.1 | 23.1 |
| Consommation | mt | 21.9 | 22.4 | 22.3 | 22.4 | 22.6 | 22.7 | 22.7 | 22.7 | 22.6 | 22.6 | 22.6 | 22.7 |
| Stocks, fin de période | mt | 8.3 | 7.8 | 7.7 | 7.6 | 7.4 | 7.4 | 7.4 | 7.3 | 7.2 | 7.2 | 7.2 | 7.2 |
| Non OCDE | | | | | | | | | | | | | |
| Production | mt | 376.9 | 397.5 | 406.5 | 417.7 | 425.3 | 431.9 | 436.9 | 442.4 | 448.4 | 454.9 | 461.1 | 467.2 |
| Consommation | mt | 393.8 | 408.0 | 410.7 | 418.4 | 424.8 | 431.2 | 437.1 | 442.9 | 448.7 | 454.8 | 461.0 | 467.1 |
| Stocks, fin de période | mt | 111.6 | 64.7 | 61.6 | 62.0 | 63.5 | 64.9 | 65.6 | 66.0 | 66.5 | 67.5 | 68.5 | 69.4 |
| MONDE^c | | | | | | | | | | | | | |
| Production | mt | 399.3 | 420.6 | 429.4 | 440.6 | 448.3 | 454.9 | 460.0 | 465.5 | 471.5 | 478.0 | 484.2 | 490.3 |
| Consommation | mt | 415.6 | 430.4 | 433.0 | 440.8 | 447.4 | 453.9 | 459.8 | 465.6 | 471.3 | 477.5 | 483.6 | 489.8 |
| Stocks, fin de période | mt | 119.9 | 72.6 | 69.3 | 69.6 | 70.9 | 72.3 | 72.9 | 73.2 | 73.7 | 74.7 | 75.7 | 76.7 |
| Prix ^f | USD/t | 214.9 | 289.6 | 298.6 | 318.8 | 319.8 | 314.5 | 310.8 | 312.8 | 316.3 | 317.6 | 316.1 | 314.1 |

a) Débutant avec la campagne de commercialisation – voir le glossaire terminologique pour les définitions.

b) L'Islande n'est pas comprise mais les 6 membres de l'UE qui ne sont pas membres de l'OCDE le sont.

c) La source des données historiques est l'USDA.

d) Prix f.a.b. du blé rouge d'hiver de catégorie n° 2, protéine ordinaire, ports des États-Unis (juin/mai).

e) Prix à l'exportation f.a.b. du maïs jaune de catégorie n° 2, aux ports des États-Unis (septembre/août).

f) Prix du riz usiné, 100 %, grade b, quote du prix nominal f.a.b. Bangkok (août/juillet).

est. : Estimation.

Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

Tableau A.6. Hypothèses concernant les marchés des oléagineux

| Campagne ^a | | Moyenne 00/01-04/05 | 05/06 est. | 06/07 | 07/08 | 08/09 | 09/10 | 10/11 | 11/12 | 12/13 | 13/14 | 14/15 | 15/16 |
|--|------------|------------------------|---------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| ARGENTINE | | | | | | | | | | | | | |
| Oleagineux taxe à l'exportation | % | 15.5 | 23.5 | 23.5 | 23.5 | 23.5 | 23.5 | 23.5 | 23.5 | 23.5 | 23.5 | 23.5 | 23.5 |
| Tourteaux d'oléag. taxe à l'exportation | % | 12.0 | 20.0 | 20.0 | 20.0 | 20.0 | 20.0 | 20.0 | 20.0 | 20.0 | 20.0 | 20.0 | 20.0 |
| Huile d'oléag. taxe à l'exportation | % | 12.0 | 20.0 | 20.0 | 20.0 | 20.0 | 20.0 | 20.0 | 20.0 | 20.0 | 20.0 | 20.0 | 20.0 |
| AUSTRALIE | | | | | | | | | | | | | |
| Droits de douane | | | | | | | | | | | | | |
| huile de soja | % | 8.0 | 8.0 | 8.0 | 8.0 | 8.0 | 8.0 | 8.0 | 8.0 | 8.0 | 8.0 | 8.0 | 8.0 |
| huile de colza | % | 8.0 | 8.0 | 8.0 | 8.0 | 8.0 | 8.0 | 8.0 | 8.0 | 8.0 | 8.0 | 8.0 | 8.0 |
| CANADA | | | | | | | | | | | | | |
| Droits de douane | | | | | | | | | | | | | |
| huile de colza | % | 6.4 | 6.4 | 6.4 | 6.4 | 6.4 | 6.4 | 6.4 | 6.4 | 6.4 | 6.4 | 6.4 | 6.4 |
| EUROPEAN UNION^{c, d} | | | | | | | | | | | | | |
| Compensation d'oléagineux ^{e, f} | EUR/ha | 289 | 142 | 31 | 31 | 31 | 31 | 31 | 31 | 31 | 31 | 31 | 31 |
| Taux de gel des terres obligatoire | % | 9.0 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 |
| Paiements de gel des terres ^f | EUR/ha | 286.1 | 142 | 31 | 31 | 31 | 31 | 31 | 31 | 31 | 31 | 31 | 31 |
| Droits de douane | | | | | | | | | | | | | |
| huile de soja | % | 6.0 | 6.0 | 6.0 | 6.0 | 6.0 | 6.0 | 6.0 | 6.0 | 6.0 | 6.0 | 6.0 | 6.0 |
| huile de colza | % | 6.0 | 6.0 | 6.0 | 6.0 | 6.0 | 6.0 | 6.0 | 6.0 | 6.0 | 6.0 | 6.0 | 6.0 |
| JAPON | | | | | | | | | | | | | |
| Nouveaux paiements au titre de la production | | | | | | | | | | | | | |
| graines de soja | bn. JPY | 21.9 | 24.1 | 24.1 | 24.1 | 24.1 | 24.1 | 24.1 | 24.1 | 24.1 | 24.1 | 24.1 | 24.1 |
| Droits de douane | | | | | | | | | | | | | |
| huile de soja | % | 10.9 | 10.9 | 10.9 | 10.9 | 10.9 | 10.9 | 10.9 | 10.9 | 10.9 | 10.9 | 10.9 | 10.9 |
| huile de colza | % | 28.4 | 28.4 | 28.4 | 28.4 | 28.4 | 28.4 | 28.4 | 28.4 | 28.4 | 28.4 | 28.4 | 28.4 |
| CORÉE | | | | | | | | | | | | | |
| Contingent tarifaire, soja | kt | 1 032 | 1 032 | 1 032 | 1 032 | 1 032 | 1 032 | 1 032 | 1 032 | 1 032 | 1 032 | 1 032 | 1 032 |
| droits de douane intra quota | % | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| droits de douane hors quota | % | 498 | 487 | 487 | 487 | 487 | 487 | 487 | 487 | 487 | 487 | 487 | 487 |
| Soja (alim. humaine) marge | '000 KRW/t | 186 | 124 | 117 | 115 | 115 | 114 | 112 | 111 | 110 | 108 | 107 | 106 |
| MEXIQUE | | | | | | | | | | | | | |
| Paiement de revenu de soja ^g | MXN/ha | 866 | 988 | 1 024 | 1 058 | 1 094 | 1 134 | 1 175 | 1 218 | 1 262 | 1 308 | 1 355 | 1 404 |
| Droits de douane | | | | | | | | | | | | | |
| graines de soja | % | 33.7 | 33.0 | 33.0 | 33.0 | 33.0 | 33.0 | 33.0 | 33.0 | 33.0 | 33.0 | 33.0 | 33.0 |
| tourteaux de soja | % | 26.5 | 23.8 | 23.8 | 23.8 | 23.8 | 23.8 | 23.8 | 23.8 | 23.8 | 23.8 | 23.8 | 23.8 |
| huile de soja | % | 46.0 | 45.0 | 45.0 | 45.0 | 45.0 | 45.0 | 45.0 | 45.0 | 45.0 | 45.0 | 45.0 | 45.0 |
| ÉTATS-UNIS | | | | | | | | | | | | | |
| Taux débiteur du soja | USD/t | 187.5 | 183.7 | 183.7 | 183.7 | 183.7 | 183.7 | 183.7 | 183.7 | 183.7 | 183.7 | 183.7 | 183.7 |
| Superficie du CRP | | | | | | | | | | | | | |
| graines de soja | mha | 2.0 | 2.2 | 2.3 | 2.5 | 2.5 | 2.5 | 2.5 | 2.5 | 2.5 | 2.5 | 2.5 | 2.5 |
| Droits de douane | | | | | | | | | | | | | |
| graines de colza | % | 3.0 | 3.0 | 3.0 | 3.0 | 3.0 | 3.0 | 3.0 | 3.0 | 3.0 | 3.0 | 3.0 | 3.0 |
| tourteaux de soja | % | 2.2 | 2.2 | 2.2 | 2.2 | 2.2 | 2.2 | 2.2 | 2.2 | 2.2 | 2.2 | 2.2 | 2.2 |
| tourteaux de colza | % | 1.2 | 1.2 | 1.2 | 1.2 | 1.2 | 1.2 | 1.2 | 1.2 | 1.2 | 1.2 | 1.2 | 1.2 |
| huile de soja | % | 12.7 | 12.7 | 12.7 | 12.7 | 12.7 | 12.7 | 12.7 | 12.7 | 12.7 | 12.7 | 12.7 | 12.7 |
| huile de colza | % | 3.2 | 3.2 | 3.2 | 3.2 | 3.2 | 3.2 | 3.2 | 3.2 | 3.2 | 3.2 | 3.2 | 3.2 |
| Limites aux subventions à l'exportation ^b | | | | | | | | | | | | | |
| huiles d'oléagineux | kt | 141 | 141 | 141 | 141 | 141 | 141 | 141 | 141 | 141 | 141 | 141 | 141 |

Pour les notes, voir en fin de tableau.

Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

Tableau A.6. Hypothèses concernant les marchés des oléagineux (suite)

| Campagne ^a | | Moyenne 00/01-04/05 | 05/06 est. | 06/07 | 07/08 | 08/09 | 09/10 | 10/11 | 11/12 | 12/13 | 13/14 | 14/15 | 15/16 |
|--|-------|------------------------|---------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| CHINE | | | | | | | | | | | | | |
| Soja prix de soutien | CNY/t | 246.9 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Droits de douane ^b | | | | | | | | | | | | | |
| graines de soja | % | 26.0 | 2.4 | 2.4 | 2.4 | 2.4 | 2.4 | 2.4 | 2.4 | 2.4 | 2.4 | 2.4 | 2.4 |
| tourteaux de soja | % | 9.7 | 6.3 | 6.3 | 6.3 | 6.3 | 6.3 | 6.3 | 6.3 | 6.3 | 6.3 | 6.3 | 6.3 |
| huile de soja droits de douane intra quota | % | 5.4 | 9.0 | 9.0 | 9.0 | 9.0 | 9.0 | 9.0 | 9.0 | 9.0 | 9.0 | 9.0 | 9.0 |
| Contingent tarifaire, huile végétale | kt | 4 827.1 | 7 998.1 | 7 998.1 | 7 998.1 | 7 998.1 | 7 998.1 | 7 998.1 | 7 998.1 | 7 998.1 | 7 998.1 | 7 998.1 | 7 998.1 |
| INDE | | | | | | | | | | | | | |
| Oléagineux subventions aux intrants ^h | INR/t | 3 610 | 3 512 | 3 512 | 3 512 | 3 512 | 3 512 | 3 512 | 3 512 | 3 512 | 3 512 | 3 512 | 3 512 |
| Soja droit de douane | % | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Colza droit de douane | % | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Tournesol droit de douane | % | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Oléagineux droit de douane | % | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Tourteaux de soja droit de douane | % | 125 | 125 | 125 | 125 | 125 | 125 | 125 | 125 | 125 | 125 | 125 | 125 |
| Tourteaux de colza droit de douane | % | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Tourteaux de tournesol droit de douane | % | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Huile de soja droit de douane | % | 45 | 45 | 45 | 45 | 45 | 45 | 45 | 45 | 45 | 45 | 45 | 45 |
| Huile de colza droit de douane | % | 45 | 45 | 45 | 45 | 45 | 45 | 45 | 45 | 45 | 45 | 45 | 45 |
| Huile de tournesol droit de douane | % | 300 | 300 | 300 | 300 | 300 | 300 | 300 | 300 | 300 | 300 | 300 | 300 |
| Huile de palme droit de douane | % | 300 | 300 | 300 | 300 | 300 | 300 | 300 | 300 | 300 | 300 | 300 | 300 |
| Huiles végétales droit de douane | % | 198 | 198 | 198 | 198 | 198 | 198 | 198 | 198 | 198 | 198 | 198 | 198 |

a) Débutant avec la campagne de commercialisation – voir glossaire pour les définitions.

b) Année calendaire, à l'exception de la Chine et des limites aux subventions à l'exportation aux États-Unis qui débutent le 1^{er} juillet.

c) Prix et paiements exprimés en euro du marché – voir glossaire.

d) Les agriculteurs de l'UE bénéficient aussi du régime de paiement unique par exploitation, qui fournit des paiements à taux plat indépendants des décisions de la production courante et des développements des marchés. La somme totale dépensée sous le régime de paiement unique, avant modulation, est supposée passer de 26.9 milliards d'euros en 2005 à 28.4 milliards d'euros en 2008, pour l'intégralité des 15 premiers États membres. Le nombre final est équivalent à 233 euros par hectare de terre agricole éligible. Pour les pays accédants, les paiements sont introduits avec l'hypothèse de suppléments maximaux des budgets nationaux. Du fait de la modulation, entre 2.7 % et 4.6 % du total du paiement unique par exploitation ira en dépenses rurales de développement plutôt que directement aux exploitants.

e) Paiements compensatoires relatifs à la surface, avant pénalité.

f) Paiements faits par hectare, sur la base de la région.

g) Moyenne pondérée d'automne/hiver et printemps/été.

h) les subventions aux intrants de l'Inde consistent en subventions pour l'électricité, l'engrais et l'irrigation.

Note : La source pour les droits de douane et les contingents tarifaires est AMAD (Agricultural market access database). Les données des droits de douane et de contingents tarifaires sont basées sur les taux NPF prévus au barème de l'OMC et excluent ceux établis dans le cadre d'accords préférentiels ou régionaux qui peuvent être substantiellement différents. Les droits de douane sont des moyennes de plusieurs lignes de produits. Les taux spécifiques sont convertis en taux *ad valorem* à l'aide des prix mondiaux des Perspectives. Les contingents à l'importation sont ceux basés sur des accords mondiaux prévus au barème de l'OMC et non ceux alloués aux partenaires préférentiels dans le cadre des accords régionaux ou autres. Pour le Mexique, les droits de douane ALENA sur les graines de soja, les tourteaux d'oléagineux et l'huile de soja sont égaux à zéro après 2003.

est. : Estimation.

Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

Tableau A.7. Projections mondiales d'oléagineux

| Année commerciale ^a | | Moyenne 00/01-04/05 | 05/06 est. | 06/07 | 07/08 | 08/09 | 09/10 | 10/11 | 11/12 | 12/13 | 13/14 | 14/15 | 15/16 |
|--------------------------------|-------|------------------------|---------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| OLÉAGINEUX | | | | | | | | | | | | | |
| OCDE^b | | | | | | | | | | | | | |
| Production | mt | 106.8 | 122.7 | 116.9 | 118.9 | 121.5 | 122.1 | 123.2 | 124.1 | 126.5 | 128.5 | 129.7 | 130.6 |
| Consommation | mt | 107.7 | 117.5 | 118.3 | 119.5 | 121.4 | 123.0 | 124.5 | 126.0 | 128.2 | 130.7 | 132.8 | 134.7 |
| trituration | mt | 97.2 | 106.3 | 107.0 | 108.3 | 110.3 | 111.8 | 113.3 | 114.8 | 116.9 | 119.4 | 121.4 | 123.3 |
| Stocks, fin de période | mt | 17.4 | 24.0 | 23.3 | 19.6 | 17.4 | 16.1 | 15.5 | 14.9 | 14.9 | 15.2 | 15.3 | 15.4 |
| Non OCDE | | | | | | | | | | | | | |
| Production | mt | 142.2 | 167.7 | 175.4 | 178.0 | 184.0 | 191.3 | 198.7 | 204.4 | 211.2 | 218.4 | 225.0 | 232.1 |
| Consommation | mt | 143.3 | 175.0 | 183.9 | 190.6 | 195.7 | 200.9 | 207.0 | 212.5 | 218.6 | 225.0 | 231.0 | 237.1 |
| trituration | mt | 121.2 | 150.6 | 158.9 | 165.1 | 169.7 | 174.6 | 180.3 | 185.6 | 191.3 | 197.2 | 202.9 | 208.6 |
| Stocks, fin de période | mt | 9.1 | 10.7 | 11.1 | 11.0 | 11.1 | 11.4 | 12.0 | 12.1 | 12.5 | 13.0 | 13.3 | 13.6 |
| MONDE^c | | | | | | | | | | | | | |
| Production | mt | 249.0 | 290.4 | 292.3 | 296.8 | 305.6 | 313.3 | 321.9 | 328.5 | 337.7 | 346.9 | 354.7 | 362.7 |
| Consommation | mt | 251.1 | 292.4 | 302.2 | 310.2 | 317.2 | 323.9 | 331.4 | 338.5 | 346.8 | 355.7 | 363.8 | 371.8 |
| trituration | mt | 218.4 | 256.9 | 265.9 | 273.4 | 279.9 | 286.4 | 293.5 | 300.4 | 308.2 | 316.6 | 324.3 | 331.9 |
| Stocks, fin de période | mt | 26.6 | 34.7 | 34.4 | 30.6 | 28.5 | 27.5 | 27.4 | 26.9 | 27.4 | 28.1 | 28.6 | 29.0 |
| Prix ^d | USD/t | 252.8 | 258.4 | 244.2 | 251.6 | 260.6 | 265.9 | 263.7 | 270.1 | 270.7 | 268.3 | 269.6 | 271.5 |
| TOURTEAUX D'OLÉAGINEUX | | | | | | | | | | | | | |
| OCDE^b | | | | | | | | | | | | | |
| Production | mt | 70.8 | 75.3 | 75.7 | 76.6 | 78.1 | 79.2 | 80.1 | 81.1 | 82.5 | 84.2 | 85.7 | 86.9 |
| Consommation | mt | 92.3 | 99.3 | 102.3 | 104.3 | 106.1 | 107.9 | 110.0 | 111.3 | 112.7 | 114.7 | 116.4 | 117.9 |
| Stocks, fin de période | mt | 2.8 | 2.7 | 2.7 | 2.7 | 2.7 | 2.7 | 2.7 | 2.7 | 2.7 | 2.7 | 2.7 | 2.7 |
| Non OCDE | | | | | | | | | | | | | |
| Production | mt | 87.8 | 109.2 | 115.8 | 120.6 | 124.2 | 128.0 | 132.5 | 136.7 | 141.1 | 145.8 | 150.3 | 154.8 |
| Consommation | mt | 64.7 | 81.2 | 85.4 | 89.3 | 92.4 | 95.5 | 98.8 | 102.8 | 107.1 | 111.5 | 115.8 | 120.0 |
| Stocks, fin de période | mt | 3.4 | 4.4 | 4.5 | 4.5 | 4.6 | 4.8 | 4.9 | 5.0 | 5.2 | 5.4 | 5.6 | 5.7 |
| MONDE^c | | | | | | | | | | | | | |
| Production | mt | 158.6 | 184.5 | 191.5 | 197.3 | 202.2 | 207.2 | 212.6 | 217.8 | 223.7 | 230.0 | 235.9 | 241.7 |
| Consommation | mt | 157.1 | 180.6 | 187.8 | 193.7 | 198.6 | 203.4 | 208.8 | 214.1 | 219.8 | 226.2 | 232.2 | 237.9 |
| Stocks, fin de période | mt | 6.2 | 7.1 | 7.2 | 7.2 | 7.3 | 7.5 | 7.6 | 7.7 | 7.9 | 8.1 | 8.3 | 8.5 |
| Prix ^e | USD/t | 196.9 | 184.9 | 167.6 | 170.2 | 173.5 | 173.8 | 170.4 | 175.2 | 174.9 | 172.3 | 172.4 | 173.4 |
| HUILES VÉGÉTALES | | | | | | | | | | | | | |
| OCDE^b | | | | | | | | | | | | | |
| Production | mt | 23.2 | 26.1 | 26.2 | 26.6 | 27.1 | 27.5 | 27.8 | 28.3 | 28.8 | 29.4 | 29.9 | 30.4 |
| Consommation | mt | 27.6 | 31.1 | 31.5 | 32.3 | 32.7 | 33.1 | 33.7 | 34.3 | 34.9 | 35.7 | 36.4 | 37.2 |
| Stocks, fin de période | mt | 2.2 | 2.7 | 2.5 | 2.3 | 2.3 | 2.2 | 2.2 | 2.2 | 2.2 | 2.1 | 2.1 | 2.1 |
| Non OCDE | | | | | | | | | | | | | |
| Production | mt | 56.5 | 70.2 | 72.6 | 75.0 | 77.0 | 79.2 | 81.5 | 83.8 | 86.2 | 88.7 | 91.2 | 93.7 |
| Consommation | mt | 50.1 | 60.1 | 62.7 | 64.8 | 66.8 | 68.9 | 71.0 | 73.2 | 75.5 | 77.8 | 80.1 | 82.2 |
| Stocks, fin de période | mt | 5.2 | 5.7 | 5.9 | 5.9 | 5.9 | 5.9 | 6.0 | 6.0 | 6.1 | 6.2 | 6.2 | 6.3 |
| MONDE^c | | | | | | | | | | | | | |
| Production | mt | 79.7 | 96.3 | 98.9 | 101.6 | 104.1 | 106.7 | 109.4 | 112.1 | 115.0 | 118.1 | 121.1 | 124.1 |
| dont huile de palme | mt | 28.3 | 35.3 | 36.1 | 37.1 | 38.1 | 39.2 | 40.2 | 41.3 | 42.4 | 43.6 | 44.7 | 45.9 |
| Consommation | mt | 77.8 | 91.3 | 94.2 | 97.1 | 99.5 | 102.0 | 104.7 | 107.5 | 110.4 | 113.5 | 116.5 | 119.4 |
| Stocks, fin de période | mt | 7.4 | 8.4 | 8.4 | 8.2 | 8.2 | 8.2 | 8.2 | 8.2 | 8.3 | 8.3 | 8.3 | 8.4 |
| Prix ^f | USD/t | 475.6 | 547.6 | 554.4 | 570.6 | 583.6 | 597.4 | 598.7 | 600.8 | 600.9 | 598.7 | 596.4 | 593.2 |

a) Débutant avec la campagne de commercialisation – voir le glossaire terminologique pour les définitions.

b) L'Islande n'est pas comprise mais les 6 membres de l'UE qui ne sont pas membres de l'OCDE le sont.

c) La source des données historiques est l'USDA.

d) Prix moyen pondéré des oléagineux, port européen.

e) Prix moyen pondéré des tourteaux d'oléagineux, port européen.

f) Prix moyen pondéré des huiles oléagineuses et de l'huile de palme, port européen.

est. : Estimation.

Source : OECD and FAO Secretariats.

Tableau A.8. Principales hypothèses concernant le marché du bétail

| | | Moyenne 2000-04 | 2005 est. | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|--|------------|--------------------|--------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| ARGENTINE | | | | | | | | | | | | | |
| Viande bovine taxe à l'exportation | % | 3 | 5 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 |
| CANADA | | | | | | | | | | | | | |
| Contingent tarifaire, bœuf | kt pp | 76 | 76 | 76 | 76 | 76 | 76 | 76 | 76 | 76 | 76 | 76 | 76 |
| droits de douane intra quota | % | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| droits de douane hors quota | % | 27 | 27 | 27 | 27 | 27 | 27 | 27 | 27 | 27 | 27 | 27 | 27 |
| Contingent tarifaire, volaille | kt pp | 45 | 45 | 45 | 45 | 45 | 45 | 45 | 45 | 45 | 45 | 45 | 45 |
| droits de douane intra quota | % | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| droits de douane hors quota | % | 197 | 197 | 197 | 197 | 197 | 197 | 197 | 197 | 197 | 197 | 197 | 197 |
| UNION EUROPÉENNE^{a, b} | | | | | | | | | | | | | |
| Prix de base, bœuf ^{c, d, e} | EUR/kg pcp | 2.59 | 2.22 | 2.22 | 2.22 | 2.22 | 2.22 | 2.22 | 2.22 | 2.22 | 2.22 | 2.22 | 2.22 |
| Prix d'achat du bœuf ^{c, f} | EUR/kg pcp | .. | 1.56 | 1.56 | 1.56 | 1.56 | 1.56 | 1.56 | 1.56 | 1.56 | 1.56 | 1.56 | 1.56 |
| Prix de base, viande porcine ^d | EUR/kg pcp | 1.51 | 1.51 | 1.51 | 1.51 | 1.51 | 1.51 | 1.51 | 1.51 | 1.51 | 1.51 | 1.51 | 1.51 |
| Prix de base, viande ovine | EUR/kg pcp | 5.04 | 5.04 | 5.04 | 5.04 | 5.04 | 5.04 | 5.04 | 5.04 | 5.04 | 5.04 | 5.04 | 5.04 |
| Taux de base, ovins ^g | EUR/tête | .. | 21.00 | 21.0 | 21.0 | 21.0 | 21.0 | 21.0 | 21.0 | 21.0 | 21.0 | 21.0 | 21.0 |
| Prime spéciale, bœuf ^h | EUR/tête | 214 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Prime à l'abattage, bovin adulte ⁱ | EUR/tête | 86 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Prime à l'abattage, veau | EUR/tête | 40 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Prime, vache allaitante | EUR/tête | 189 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contingents tarifaires bœuf | kt pp | 216 | 216 | 216 | 216 | 216 | 216 | 216 | 216 | 216 | 216 | 216 | 216 |
| Contingents tarifaires viande porcine | kt pp | 167 | 167 | 167 | 167 | 167 | 167 | 167 | 167 | 167 | 167 | 167 | 167 |
| Contingents tarifaires volaille | kt pp | 96 | 96 | 96 | 96 | 96 | 96 | 96 | 96 | 96 | 96 | 96 | 96 |
| Contingents tarifaires viande ovine | kt epc | 285 | 285 | 285 | 285 | 285 | 285 | 285 | 285 | 285 | 285 | 285 | 285 |
| Limites aux subventions à l'exportation ^d | | | | | | | | | | | | | |
| bœuf ⁱ | kt epc | 990 | 990 | 990 | 990 | 990 | 990 | 990 | 990 | 990 | 990 | 990 | 990 |
| viande porcine ⁱ | kt epc | 588 | 588 | 588 | 588 | 588 | 588 | 588 | 588 | 588 | 588 | 588 | 588 |
| viande de volaille | kt epc | 431 | 431 | 431 | 431 | 431 | 431 | 431 | 431 | 431 | 431 | 431 | 431 |
| JAPON^k | | | | | | | | | | | | | |
| Prix de stabilisation, bœuf | | | | | | | | | | | | | |
| prix supérieur | JPY/kg pcp | 1 012 | 1 010 | 1 010 | 1 010 | 1 010 | 1 010 | 1 010 | 1 010 | 1 010 | 1 010 | 1 010 | 1 010 |
| prix inférieur | JPY/kg pcp | 781 | 780 | 780 | 780 | 780 | 780 | 780 | 780 | 780 | 780 | 780 | 780 |
| Droits de douane, bœuf | % | 39 | 39 | 39 | 39 | 39 | 39 | 39 | 39 | 39 | 39 | 39 | 39 |
| Prix de stabilisation, viande porcine | | | | | | | | | | | | | |
| prix supérieur | JPY/kg pcp | 481 | 480 | 480 | 480 | 480 | 480 | 480 | 480 | 480 | 480 | 480 | 480 |
| prix inférieur | JPY/kg pcp | 365 | 365 | 365 | 365 | 365 | 365 | 365 | 365 | 365 | 365 | 365 | 365 |
| Système d'importation, viande porcine ^l | | | | | | | | | | | | | |
| droits de douane | % | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 |
| prix à l'importation, entrée | JPY/kg pcp | 410 | 410 | 410 | 410 | 410 | 410 | 410 | 410 | 410 | 410 | 410 | 410 |
| Droits de douane, volaille | % | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 |
| CORÉE | | | | | | | | | | | | | |
| Droits de douane, bœuf | % | 41 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 |
| Marge, bœuf | % | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Droits de douane, porc | % | 24 | 22 | 22 | 22 | 22 | 22 | 22 | 22 | 22 | 22 | 22 | 22 |
| Droits de douane, volaille | % | 22 | 21 | 21 | 21 | 21 | 21 | 21 | 21 | 21 | 21 | 21 | 21 |
| MEXIQUE | | | | | | | | | | | | | |
| Droits de douane, porc | % | 46 | 45 | 45 | 45 | 45 | 45 | 45 | 45 | 45 | 45 | 45 | 45 |
| Droits de douane ALENA, porc | % | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contingent tarifaire, volaille | kt pp | 41 | 41 | 41 | 41 | 41 | 41 | 41 | 41 | 41 | 41 | 41 | 41 |
| droits de douane intra quota | % | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 |
| droits de douane hors quota | % | 233 | 228 | 228 | 228 | 228 | 228 | 228 | 228 | 228 | 228 | 228 | 228 |

Pour les notes, voir en fin de tableau.

Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

Tableau A.8. Principales hypothèses concernant le marché du bétail (suite)

| | | Moyenne 2000-04 | 2005 est. | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|--------------------------------|--------------|--------------------|--------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| RUSSIE | | | | | | | | | | | | | |
| Contingent tarifaire, bœuf | <i>kt pp</i> | 458 | 458 | 458 | 458 | 458 | 458 | 458 | 458 | 458 | 458 | 458 | 458 |
| droits de douane intra quota | % | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 |
| droits de douane hors quota | % | 60 | 60 | 60 | 60 | 60 | 60 | 60 | 60 | 60 | 60 | 60 | 60 |
| Contingent tarifaire, porc | <i>kt pp</i> | . | 476 | 476 | 476 | 476 | 476 | 476 | 476 | 476 | 476 | 476 | 476 |
| droits de douane intra quota | % | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 |
| droits de douane hors quota | % | 80 | 80 | 80 | 80 | 80 | 80 | 80 | 80 | 80 | 80 | 80 | 80 |
| Contingent tarifaire, volaille | <i>kt pp</i> | 1 050 | 1 050 | 1 050 | 1 050 | 1 050 | 1 050 | 1 050 | 1 050 | 1 050 | 1 050 | 1 050 | 1 050 |
| droits de douane intra quota | % | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 |
| ÉTATS-UNIS | | | | | | | | | | | | | |
| Contingent tarifaire, bœuf | <i>kt pp</i> | 657 | 657 | 657 | 657 | 657 | 657 | 657 | 657 | 657 | 657 | 657 | 657 |
| droits de douane intra quota | % | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| droits de douane hors quota | % | 26 | 26 | 26 | 26 | 26 | 26 | 26 | 26 | 26 | 26 | 26 | 26 |
| CHINE | | | | | | | | | | | | | |
| Droits de douane, bœuf | % | 29 | 16 | 16 | 16 | 16 | 16 | 16 | 16 | 16 | 16 | 16 | 16 |
| Droits de douane, porc | % | 18 | 16 | 16 | 16 | 16 | 16 | 16 | 16 | 16 | 16 | 16 | 16 |
| Droits de douane, ovins | % | 19 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 |
| Droits de douane, volaille | % | 20 | 19 | 19 | 19 | 19 | 19 | 19 | 19 | 19 | 19 | 19 | 19 |
| INDE | | | | | | | | | | | | | |
| Droits de douane, bœuf | % | 108 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Droits de douane, porc | % | 108 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Droits de douane, ovins | % | 99 | 92 | 92 | 92 | 92 | 92 | 92 | 92 | 92 | 92 | 92 | 92 |
| Droits de douane, volaille | % | 98 | 87 | 87 | 87 | 87 | 87 | 87 | 87 | 87 | 87 | 87 | 87 |
| Droits de douane, œufs | % | 150 | 150 | 150 | 150 | 150 | 150 | 150 | 150 | 150 | 150 | 150 | 150 |
| AFRIQUE DU SUD | | | | | | | | | | | | | |
| Contingent tarifaire, ovins | <i>kt pp</i> | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 |
| droits de douane intra quota | % | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 |
| droits de douane hors quota | % | 120 | 96 | 96 | 96 | 96 | 96 | 96 | 96 | 96 | 96 | 96 | 96 |

a) Prix et paiements en euro du marché – voir glossaire.

b) Les agriculteurs de l'UE bénéficient aussi du régime de paiement unique par exploitation, qui fournit des paiements à taux plat indépendants des décisions de la production courante et des développements des marchés. La somme totale dépensée sous le régime de paiement unique, avant modulation, est supposée passer de 26.9 milliards d'euros en 2005 à 28.4 milliards d'euros en 2008, pour l'intégralité des 15 premiers États membres. Le nombre final est équivalent à 233 euros par hectare de terre agricole éligible. Pour les pays accédants, les paiements sont introduits avec l'hypothèse de suppléments maximaux des budgets nationaux. Du fait de la modulation, entre 2.7 % et 4.6 % du total du paiement unique par exploitation ira en dépenses rurales de développement plutôt que directement aux exploitants.

c) Prix pour les bovins mâles de classe R3.

d) Année débutant le 1^{er} juillet, exceptée pour l'UE10 qui est en année calendaire. La Pologne a un engagement sur les subventions à l'exportation pour la viande non spécifiée.

e) Se finissant le 1^{er} juillet 2002, remplacé par le prix de base pour le stockage.

f) Débutant le 1^{er} juillet 2002.

g) Un paiement supplémentaire de 7 euros par tête est accordé pour les Régions les moins favorisées.

h) Moyenne pondérée des paiements pour tous les taureaux et bouvillons.

i) Inclut l'enveloppe nationale pour viande bovine.

j) Inclut le commerce d'animaux vivants.

k) Année débutant le 1^{er} avril.

l) Importation de carcasses de porc. Déclenchement des procédures d'importation d'urgence de novembre 1995 à mars 1996, de juillet 1996 à juin 1997, d'août 2001 à mars 2002 et d'août 2002 à mars 2003.

Note : La source pour les droits de douane et les contingents tarifaires (à l'exception de la Russie) est AMAD (Agricultural market access database). Les données des droits de douane et de contingents tarifaires sont basées sur les taux NPF prévus au barème de l'OMC et excluent ceux établis dans le cadre d'accords préférentiels ou régionaux qui peuvent être substantiellement différents. Les droits de douane sont des moyennes de plusieurs lignes de produits. Les taux spécifiques sont convertis en taux *ad valorem* à l'aide des prix mondiaux des Perspectives. Les contingents à l'importation sont ceux basés sur des accords mondiaux prévus au barème de l'OMC et non ceux alloués aux partenaires préférentiels dans le cadre des accords régionaux ou autres. Pour le Mexique, le droit de douane intra quota ALENA de la viande de volaille est égal à zéro et le contingent tarifaire est illimité à partir de 2003.

est. : Estimation.

Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

Tableau A.9. Projections mondiales de viandes

| Année civile | | Moyenne 2000-04 | 2005 est. | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|-------------------------------------|-----------------------|--------------------|--------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| OCDE^a | | | | | | | | | | | | | |
| VIANDE BOVINE^b | | | | | | | | | | | | | |
| Production | <i>kt epc</i> | 26 473 | 26 119 | 27 142 | 27 397 | 27 462 | 27 564 | 27 696 | 27 781 | 27 824 | 27 797 | 27 864 | 27 924 |
| Consommation | <i>kt epc</i> | 26 202 | 26 260 | 27 161 | 27 365 | 27 450 | 27 594 | 27 844 | 28 017 | 28 114 | 28 183 | 28 262 | 28 369 |
| Stocks, fin de période | <i>kt epc</i> | 904 | 686 | 682 | 568 | 557 | 556 | 535 | 524 | 523 | 522 | 521 | 520 |
| Consommation par tête | <i>kg rvt</i> | 15.8 | 15.6 | 16.0 | 16.0 | 16.0 | 16.0 | 16.0 | 16.1 | 16.0 | 16.0 | 16.0 | 16.0 |
| Prix, Australie ^c | <i>AUD/100 kg pcp</i> | 279 | 322 | 264 | 250 | 238 | 239 | 239 | 240 | 243 | 253 | 267 | 277 |
| Prix, UE ^d | <i>EUR/100 kg pcp</i> | 242 | 247 | 245 | 247 | 251 | 254 | 256 | 260 | 261 | 262 | 262 | 262 |
| Prix, US ^e | <i>USD/100 kg pcp</i> | 269 | 310 | 275 | 264 | 267 | 263 | 260 | 258 | 259 | 267 | 280 | 288 |
| Prix, Argentine ^f | <i>ARS/100 kg pcp</i> | 257 | 397 | 390 | 397 | 415 | 430 | 458 | 477 | 478 | 474 | 480 | 486 |
| VIANDE PORCINE^g | | | | | | | | | | | | | |
| Production | <i>kt epc</i> | 35 843 | 36 739 | 37 300 | 37 614 | 38 032 | 38 240 | 38 410 | 38 724 | 38 948 | 39 230 | 39 649 | 39 917 |
| Consommation | <i>kt epc</i> | 34 798 | 35 215 | 35 720 | 36 051 | 36 349 | 36 547 | 36 727 | 36 999 | 37 289 | 37 560 | 37 855 | 38 163 |
| Stocks, fin de période | <i>kt epc</i> | 797 | 813 | 777 | 736 | 721 | 683 | 663 | 666 | 667 | 654 | 646 | 640 |
| Consommation par tête | <i>kg rvt</i> | 23.4 | 23.2 | 23.4 | 23.5 | 23.6 | 23.6 | 23.6 | 23.6 | 23.7 | 23.8 | 23.9 | 23.9 |
| Prix, UE ^h | <i>EUR/100 kg pcp</i> | 134 | 134 | 137 | 140 | 145 | 148 | 150 | 147 | 145 | 149 | 153 | 155 |
| Prix, US ⁱ | <i>USD/100 kg pcp</i> | 133 | 153 | 138 | 140 | 142 | 145 | 151 | 148 | 144 | 146 | 149 | 151 |
| VIANDE DE VOLAILLE | | | | | | | | | | | | | |
| Production | <i>kt pac</i> | 34 426 | 36 687 | 37 396 | 38 277 | 39 018 | 39 635 | 40 258 | 40 877 | 41 440 | 42 078 | 42 563 | 43 123 |
| Consommation | <i>kt pac</i> | 32 468 | 34 497 | 35 062 | 35 996 | 36 611 | 37 233 | 37 866 | 38 571 | 39 203 | 39 888 | 40 476 | 41 129 |
| Variation de stocks | <i>kt pac</i> | -4 | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| Consommation par tête | <i>kg rvt</i> | 24.6 | 25.7 | 25.9 | 26.5 | 26.8 | 27.1 | 27.4 | 27.8 | 28.1 | 28.5 | 28.8 | 29.1 |
| Prix, UE ^j | <i>EUR/100 kg pac</i> | 102 | 104 | 102 | 103 | 105 | 107 | 107 | 108 | 108 | 108 | 109 | 110 |
| Prix, US ^k | <i>USD/100 kg pac</i> | 135 | 158 | 148 | 146 | 144 | 145 | 147 | 150 | 149 | 148 | 151 | 151 |
| VIANDE OVINE | | | | | | | | | | | | | |
| Production | <i>kt epc</i> | 2 749 | 2 653 | 2 647 | 2 653 | 2 660 | 2 669 | 2 677 | 2 678 | 2 689 | 2 701 | 2 714 | 2 731 |
| Consommation | <i>kt epc</i> | 2 405 | 2 333 | 2 336 | 2 342 | 2 351 | 2 359 | 2 369 | 2 374 | 2 382 | 2 390 | 2 399 | 2 407 |
| Variation de stocks | <i>kt epc</i> | 10 | 23 | 23 | 23 | 23 | 24 | 24 | 24 | 25 | 25 | 25 | 26 |
| Consommation par tête | <i>kg pad</i> | 1.8 | 1.7 | 1.7 | 1.7 | 1.7 | 1.7 | 1.7 | 1.7 | 1.7 | 1.7 | 1.7 | 1.7 |
| Prix, Australie ^l | <i>AUD/100 kg pcp</i> | 295 | 351 | 339 | 328 | 316 | 306 | 295 | 284 | 274 | 264 | 254 | 244 |
| Prix, Australie ^m | <i>AUD/100 kg pcp</i> | 153 | 182 | 177 | 173 | 169 | 165 | 161 | 157 | 154 | 150 | 147 | 143 |
| Prix, Nouvelle-Zélande ⁿ | <i>NZD/100 kg pcp</i> | 373 | 389 | 373 | 370 | 378 | 387 | 394 | 401 | 401 | 402 | 403 | 403 |
| TOTAL VIANDE | | | | | | | | | | | | | |
| Consommation par tête | <i>kg pad</i> | 65.7 | 66.2 | 67.1 | 67.7 | 68.1 | 68.4 | 68.8 | 69.2 | 69.6 | 70.0 | 70.3 | 70.7 |

Pour les notes, voir en fin de tableau.

Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

Tableau A.9. Projections mondiales de viandes (suite)

| Année civile | | Moyenne 2000-04 | 2005 est. | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|------------------------------------|---------------|--------------------|--------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Non OCDE | | | | | | | | | | | | | |
| VIANDE BOVINE | | | | | | | | | | | | | |
| Production ^o | <i>kt epc</i> | 34 036 | 37 850 | 38 451 | 39 592 | 40 854 | 41 995 | 43 324 | 44 795 | 45 974 | 47 060 | 48 300 | 49 565 |
| Consommation | <i>kt epc</i> | 33 945 | 37 042 | 37 767 | 39 069 | 40 198 | 41 282 | 42 503 | 43 876 | 44 995 | 45 988 | 47 218 | 48 440 |
| Consommation par tête | <i>kg rwt</i> | 4.9 | 5.2 | 5.2 | 5.3 | 5.4 | 5.5 | 5.6 | 5.7 | 5.7 | 5.8 | 5.9 | 6.0 |
| Variation de stocks | <i>kt epc</i> | -26 | 4 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| VIANDE PORCINE | | | | | | | | | | | | | |
| Production ^o | <i>kt epc</i> | 58 915 | 65 449 | 68 072 | 70 613 | 71 625 | 74 095 | 74 725 | 76 564 | 78 602 | 80 153 | 81 670 | 83 057 |
| Consommation | <i>kt epc</i> | 59 866 | 66 392 | 69 195 | 71 705 | 72 797 | 75 297 | 75 896 | 77 770 | 79 742 | 81 310 | 82 934 | 84 270 |
| Consommation par tête | <i>kg rwt</i> | 9.6 | 10.3 | 10.6 | 10.8 | 10.9 | 11.1 | 11.1 | 11.2 | 11.4 | 11.4 | 11.5 | 11.6 |
| Variation de stocks | <i>kt epc</i> | -14 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| VIANDE DE VOLAILLE | | | | | | | | | | | | | |
| Production | <i>kt pac</i> | 39 461 | 44 733 | 46 425 | 48 101 | 49 299 | 50 725 | 52 276 | 53 841 | 55 359 | 56 900 | 58 511 | 60 113 |
| Consommation | <i>kt pac</i> | 41 475 | 46 163 | 48 156 | 49 754 | 51 078 | 52 498 | 54 037 | 55 516 | 56 964 | 58 459 | 59 965 | 61 474 |
| Consommation par tête | <i>kg rwt</i> | 7.5 | 8.1 | 8.3 | 8.5 | 8.6 | 8.7 | 8.9 | 9.0 | 9.1 | 9.3 | 9.4 | 9.5 |
| Variation de stocks | <i>kt pac</i> | 42 | -83 | -13 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| VIANDE OVINE | | | | | | | | | | | | | |
| Production ^p | <i>kt epc</i> | 8 180 | 8 836 | 9 030 | 9 268 | 9 498 | 9 718 | 9 925 | 10 133 | 10 337 | 10 545 | 10 759 | 10 981 |
| Consommation ^p | <i>kt epc</i> | 8 487 | 9 151 | 9 362 | 9 605 | 9 862 | 10 131 | 10 415 | 10 680 | 10 954 | 11 227 | 11 509 | 11 784 |
| Consommation par tête ^p | <i>kg rwt</i> | 1.5 | 1.6 | 1.6 | 1.6 | 1.7 | 1.7 | 1.7 | 1.7 | 1.8 | 1.8 | 1.8 | 1.8 |
| Variation de stocks | <i>kt epc</i> | -1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL VIANDE | | | | | | | | | | | | | |
| Consommation par tête | <i>kg pad</i> | 23.6 | 25.1 | 25.7 | 26.3 | 26.5 | 27.0 | 27.2 | 27.6 | 28.0 | 28.3 | 28.6 | 28.9 |

a) L'Islande n'est pas comprise mais les 6 membres de l'UE qui ne sont pas membres de l'OCDE le sont. Les coefficients de conversion poids carcasse-poids au détail sont 0.7 pour la viande bovine, 0.78 pour la viande porcine et 0.88 pour la viande ovine. Le coefficient de conversion pac en poids au détail est de 0.88 pour la viande de volaille.

b) Ne balance pas en raison de différences statistiques en Nouvelle-Zélande.

c) Prix moyen pondéré des vaches 201-260 kg, des bouvillons 301-400 kg et des yearlings < 200 kg pcp.

d) Prix à la production.

e) Bouvillons, 1 100-1 300 livres pv, Nebraska – le facteur de conversion pv vers pcp est 0.63.

f) Prix de gros des bouvillons à Buenos Aires, jeunes taureaux.

g) Ne balance pas car la consommation au Canada exclut les parties non comestibles.

h) Prix à la production des porcs.

i) Goretts châtrés et cochettes, Iowa, So. Minn. n° 1-3, 230-251 livres pv – le facteur de conversion pv vers pcp est 0.74.

j) Moyenne pondérée des prix de référence de la volaille vivante, à la ferme, haute qualité (conversion de pv à pac de 0.75), UE15 commençant en 1995.

k) Moyenne pondérée des prix de gros des poulets de chair, 12 villes.

l) Prix au parc de vente des agneaux 16-20 kg pcp.

m) Prix au parc de vente, bélier châtré, < 22 kg pcp.

n) Prix du barème pour l'agneau, moyenne toutes catégories.

o) comprend le commerce d'animaux vivants.

p) Ne comprend pas l'Argentine, le Brésil et la Russie.

est. : Estimation.

Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

Tableau A.10. Principales hypothèses concernant le marché des produits laitiers

| | | Moyenne 2000-04 | 2005 est. | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|--|------------|--------------------|--------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| ARGENTINE | | | | | | | | | | | | | |
| Produits laitiers taxe à l'exportation | % | 3 | 15 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| CANADA | | | | | | | | | | | | | |
| Prix d'objectif, lait ^b | CADc/litre | 59 | 67 | 70 | 71 | 72 | 73 | 74 | 75 | 77 | 78 | 79 | 80 |
| Prix de soutien, beurre | CAD/t | 5 909 | 6 820 | 6 894 | 6 995 | 7 195 | 7 396 | 7 596 | 7 796 | 7 997 | 8 197 | 8 397 | 8 598 |
| Prix de soutien, lait écr. en poudre | CAD/t | 5 016 | 5 443 | 5 745 | 5 789 | 5 809 | 5 900 | 5 972 | 5 995 | 6 041 | 6 092 | 6 156 | 6 204 |
| Subvention laitière | CADc/hl | 0.68 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Contingent tarifaire, fromage | kt pp | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 |
| droits de douane intra quota | % | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| droits de douane hors quota | % | 246 | 246 | 246 | 246 | 246 | 246 | 246 | 246 | 246 | 246 | 246 | 246 |
| Limites aux subventions à l'exportation ^c | | | | | | | | | | | | | |
| fromage | kt pp | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 |
| lait écrémé en poudre | kt pp | 45 | 45 | 45 | 45 | 45 | 45 | 45 | 45 | 45 | 45 | 45 | 45 |
| UNION EUROPÉENNE^{d, e, f} | | | | | | | | | | | | | |
| Quota laitier ^g | mt pp | 138 415 | 139 | 140 | 140 | 141 | 141 | 141 | 141 | 141 | 141 | 141 | 141 |
| Prix d'intervention, beurre | EUR/t | 3 259 | 2 938 | 2 708 | 2 528 | 2 462 | 2 462 | 2 462 | 2 464 | 2 464 | 2 464 | 2 464 | 2 464 |
| Prix d'intervention, lait écr. en poudre | EUR/t | 2 045 | 1 901 | 1 798 | 1 747 | 1 747 | 1 747 | 1 747 | 1 747 | 1 747 | 1 747 | 1 747 | 1 747 |
| Contingent tarifaire beurre | kt pp | 90 | 90 | 90 | 90 | 90 | 90 | 90 | 90 | 90 | 90 | 90 | 90 |
| Contingent tarifaire fromage ^h | kt pp | 103 | 103 | 103 | 103 | 103 | 103 | 103 | 103 | 103 | 103 | 103 | 103 |
| Contingent tarifaire lait écrémé en poudre | kt pp | 71 | 71 | 71 | 71 | 71 | 71 | 71 | 71 | 71 | 71 | 71 | 71 |
| Limites aux subventions à l'exportation ^a | | | | | | | | | | | | | |
| beurre | kt pp | 399 | 399 | 399 | 399 | 399 | 399 | 399 | 399 | 399 | 399 | 399 | 399 |
| fromage | kt pp | 323 | 323 | 323 | 323 | 323 | 323 | 323 | 323 | 323 | 323 | 323 | 323 |
| lait écrémé en poudre | kt pp | 368 | 368 | 368 | 368 | 368 | 368 | 368 | 368 | 368 | 368 | 368 | 368 |
| JAPON^d | | | | | | | | | | | | | |
| Paiements directs ⁱ | JPY/kg | .. | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 |
| Droits de douane, fromage ^j | % | 239 | 249 | 252 | 255 | 260 | 266 | 271 | 276 | 280 | 285 | 290 | 294 |
| Contingent tarifaire | | | | | | | | | | | | | |
| beurre | kt pp | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| droits de douane intra quota | % | 35 | 35 | 35 | 35 | 35 | 35 | 35 | 35 | 35 | 35 | 35 | 35 |
| droits de douane hors quota | % | 733 | 733 | 733 | 733 | 733 | 733 | 733 | 733 | 733 | 733 | 733 | 733 |
| lait écrémé en poudre | kt pp | 116 | 116 | 116 | 116 | 116 | 116 | 116 | 116 | 116 | 116 | 116 | 116 |
| droits de douane intra quota | % | 16 | 16 | 16 | 16 | 16 | 16 | 16 | 16 | 16 | 16 | 16 | 16 |
| droits de douane hors quota | % | 210 | 210 | 210 | 210 | 210 | 210 | 210 | 210 | 210 | 210 | 210 | 210 |
| lait entier en poudre | kt pp | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| droits de douane intra quota | % | 24 | 24 | 24 | 24 | 24 | 24 | 24 | 24 | 24 | 24 | 24 | 24 |
| droits de douane hors quota | % | 316 | 316 | 316 | 316 | 316 | 316 | 316 | 316 | 316 | 316 | 316 | 316 |
| CORÉE | | | | | | | | | | | | | |
| Contingent tarifaire | | | | | | | | | | | | | |
| beurre | kt pp | 0.4 | 0.4 | 0.4 | 0.4 | 0.4 | 0.4 | 0.4 | 0.4 | 0.4 | 0.4 | 0.4 | 0.4 |
| droits de douane intra quota | % | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 |
| droits de douane hors quota | % | 89 | 89 | 89 | 89 | 89 | 89 | 89 | 89 | 89 | 89 | 89 | 89 |
| lait écrémé en poudre | kt pp | 0.9 | 1.0 | 1.0 | 1.0 | 1.0 | 1.0 | 1.0 | 1.0 | 1.0 | 1.0 | 1.0 | 1.0 |
| droits de douane intra quota | % | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 |
| droits de douane hors quota | % | 176 | 176 | 176 | 176 | 176 | 176 | 176 | 176 | 176 | 176 | 176 | 176 |
| lait entier en poudre | kt pp | 0.5 | 0.6 | 0.6 | 0.6 | 0.6 | 0.6 | 0.6 | 0.6 | 0.6 | 0.6 | 0.6 | 0.6 |
| droits de douane intra quota | % | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 |
| droits de douane hors quota | % | 176 | 176 | 176 | 176 | 176 | 176 | 176 | 176 | 176 | 176 | 176 | 176 |

Pour les notes, voir en fin de tableau.

Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

Tableau A.10. Principales hypothèses concernant le marché des produits laitiers (suite)

| | | Moyenne 2000-04 | 2005 est. | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|--|-------------------|--------------------|--------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| MEXIQUE | | | | | | | | | | | | | |
| Droits de douane, beurre | % | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contingents tarifaires | | | | | | | | | | | | | |
| fromage | <i>kt pp</i> | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 |
| droits de douane intra quota | % | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 |
| droits de douane hors quota | % | 128 | 125 | 125 | 125 | 125 | 125 | 125 | 125 | 125 | 125 | 125 | 125 |
| lait écrémé en poudre | <i>kt pp</i> | 90 | 90 | 90 | 90 | 90 | 90 | 90 | 90 | 90 | 90 | 90 | 90 |
| droits de douane intra quota | % | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| droits de douane hors quota | % | 128 | 125 | 125 | 125 | 125 | 125 | 125 | 125 | 125 | 125 | 125 | 125 |
| Programme social Liconsa | <i>MXN mn</i> | 858 | 400 | 400 | 400 | 400 | 400 | 400 | 400 | 400 | 400 | 400 | 400 |
| RUSSIE | | | | | | | | | | | | | |
| Droits de douane, beurre | % | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 |
| Droits de douane, fromage | % | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 |
| ÉTATS-UNIS^k | | | | | | | | | | | | | |
| Prix de soutien, lait ^b | <i>USDc/litre</i> | 22 | 22 | 22 | 22 | 22 | 22 | 22 | 22 | 22 | 22 | 22 | 22 |
| Prix indicatif ^l | <i>USDc/litre</i> | .. | 37.3 | 37.3 | 37.3 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Prix de soutien, beurre | <i>USD/t</i> | 1 948 | 2 315 | 2 315 | 2 315 | 2 315 | 2 315 | 2 315 | 2 315 | 2 315 | 2 315 | 2 316 | 2 316 |
| Prix de soutien, lait écr. en poudre | <i>USD/t</i> | 1 956 | 1 764 | 1 764 | 1 764 | 1 764 | 1 764 | 1 764 | 1 764 | 1 764 | 1 764 | 1 764 | 1 764 |
| Contingent tarifaire, beurre | <i>kt pp</i> | 13 | 13 | 13 | 13 | 13 | 13 | 13 | 13 | 13 | 13 | 13 | 13 |
| droits de douane intra quota | % | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 |
| droits de douane hors quota | % | 112 | 112 | 112 | 112 | 112 | 112 | 112 | 112 | 112 | 112 | 112 | 112 |
| Contingent tarifaire, fromage | <i>kt pp</i> | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 |
| droits de douane intra quota | % | 12 | 12 | 12 | 12 | 12 | 12 | 12 | 12 | 12 | 12 | 12 | 12 |
| droits de douane hors quota | % | 87 | 87 | 87 | 87 | 87 | 87 | 87 | 87 | 87 | 87 | 87 | 87 |
| Limites aux subventions à l'exportation ^a | | | | | | | | | | | | | |
| beurre | <i>kt pp</i> | 21 | 21 | 21 | 21 | 21 | 21 | 21 | 21 | 21 | 21 | 21 | 21 |
| lait écrémé en poudre | <i>kt pp</i> | 68 | 68 | 68 | 68 | 68 | 68 | 68 | 68 | 68 | 68 | 68 | 68 |
| INDE | | | | | | | | | | | | | |
| Droits de douane, lait | % | 80 | 80 | 80 | 80 | 80 | 80 | 80 | 80 | 80 | 80 | 80 | 80 |
| Droits de douane, beurre | % | 52 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 |
| Droits de douane, fromage | % | 42 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 |
| Droits de douane, lait entier en poudre | % | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 |

Pour les notes, voir en fin de tableau.

Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

Tableau A.10. Principales hypothèses concernant le marché des produits laitiers (suite)

| | | Moyenne 2000-04 | 2005 est. | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|---|--------------|--------------------|--------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| AFRIQUE DU SUD | | | | | | | | | | | | | |
| Contingent tarifaire, lait écr. en poudre | <i>kt pp</i> | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 |
| droits de douane intra quota | % | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 |
| droits de douane hors quota | % | 95 | 81 | 81 | 81 | 81 | 81 | 81 | 81 | 81 | 81 | 81 | 81 |

- a) Année se terminant le 30 juin.
b) Pour le lait destiné à la transformation.
c) Les volumes effectifs d'exportations subventionnées de fromage et de lait écrémé en poudre seront abaissés, de manière à refléter la nature contraignante des limites aux exportations subventionnées en valeur.
- a) Débutant le 1^{er} avril.
a) Prix et paiements en euro du marché – voir glossaire.
b) Les agriculteurs de l'UE bénéficient aussi du régime de paiement unique par exploitation, qui fournit des paiements à taux plat indépendants des décisions de la production courante et des développements des marchés. La somme totale dépensée sous le régime de paiement unique, avant modulation, est supposée passer de 26.9 milliards d'euros en 2005 à 28.4 milliards d'euros en 2008, pour l'intégralité des 15 premiers États membres. Le nombre final est équivalent à 233 euros par hectare de terre agricole éligible. Pour les pays accédants, les paiements sont introduits avec l'hypothèse de suppléments maximaux des budgets nationaux. Du fait de la modulation, entre 2.7 % et 4.6 % du total du paiement unique par exploitation ira en dépenses rurales de développement plutôt que directement aux exploitants.
c) Quota total, UE25 commençant en 1999.
d) Année calendaire, accès minimum pour Australie, Nouvelle-Zélande et Canada avant 1995.
e) En plus des paiements directs, un paiement compensatoire est attribué – égal à 80 % de la différence entre le prix du marché et le prix de base (prix moyen des trois dernières années).
f) Exclut le fromage transformé.
b) Année débutant le 1^{er} janvier.
a) Le paiement anticyclique est déterminé comme 45 % de la différence en 2005 et 34 % de la différence en 2006 et 2007, entre le prix indicatif et le prix de Boston Classe I.

Note : La source pour les droits de douane et les contingents tarifaires (à l'exception de la Russie) est AMAD (Agricultural market access database). Les données des droits de douane et de contingents tarifaires sont basées sur les taux NPF prévus au barème de l'OMC et excluent ceux établis dans le cadre d'accords préférentiels ou régionaux qui peuvent être substantiellement différents. Les droits de douane sont des moyennes de plusieurs lignes de produits. Les taux spécifiques sont convertis en taux *ad valorem* à l'aide des prix mondiaux des Perspectives. Les contingents à l'importation sont ceux basés sur des accords mondiaux prévus au barème de l'OMC et non ceux alloués aux partenaires préférentiels dans le cadre des accords régionaux ou autres.
est. : Estimation.

Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

Tableau A.11. Projections mondiales du secteur laitier (beurre et fromage)

| Année civile ^a | | Moyenne 2000-04 | 2005 est. | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|----------------------------|-------------------|--------------------|--------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| BEURRE | | | | | | | | | | | | | |
| OCDE^{b, c} | | | | | | | | | | | | | |
| Production | <i>kt pp</i> | 3 603 | 3 582 | 3 603 | 3 603 | 3 588 | 3 578 | 3 564 | 3 539 | 3 523 | 3 497 | 3 474 | 3 452 |
| Consommation | <i>kt pp</i> | 2 998 | 3 030 | 3 031 | 3 024 | 3 020 | 3 026 | 3 017 | 3 000 | 2 987 | 2 967 | 2 948 | 2 928 |
| Variation de stocks | <i>kt pp</i> | 11 | -30 | -43 | -33 | -7 | -4 | -1 | 1 | 0 | 0 | 1 | 2 |
| Non OCDE | | | | | | | | | | | | | |
| Production | <i>kt pp</i> | 4 254 | 4 902 | 5 050 | 5 359 | 5 475 | 5 579 | 5 744 | 5 898 | 6 024 | 6 163 | 6 299 | 6 454 |
| Consommation | <i>kt pp</i> | 4 689 | 5 360 | 5 537 | 5 884 | 6 033 | 6 167 | 6 323 | 6 465 | 6 587 | 6 718 | 6 848 | 6 998 |
| MONDE^c | | | | | | | | | | | | | |
| Production | <i>kt pp</i> | 7 857 | 8 484 | 8 653 | 8 962 | 9 062 | 9 157 | 9 308 | 9 437 | 9 547 | 9 660 | 9 773 | 9 906 |
| Consommation | <i>kt pp</i> | 7 688 | 8 389 | 8 567 | 8 908 | 9 053 | 9 193 | 9 339 | 9 465 | 9 574 | 9 685 | 9 796 | 9 926 |
| Variation de stocks | <i>kt pp</i> | 6 | -26 | -37 | -29 | -3 | 0 | 3 | 5 | 4 | 4 | 5 | 6 |
| Prix ^d | <i>USD/100 kg</i> | 142 | 204 | 193 | 177 | 178 | 182 | 184 | 186 | 191 | 194 | 199 | 202 |
| FROMAGE | | | | | | | | | | | | | |
| OCDE^b | | | | | | | | | | | | | |
| Production | <i>kt pp</i> | 13 571 | 14 268 | 14 538 | 14 789 | 14 979 | 15 186 | 15 399 | 15 602 | 15 827 | 15 989 | 16 194 | 16 394 |
| Consommation | <i>kt pp</i> | 13 150 | 13 840 | 14 086 | 14 325 | 14 518 | 14 737 | 14 956 | 15 166 | 15 397 | 15 573 | 15 786 | 15 994 |
| Variation de stocks | <i>kt pp</i> | -13 | -17 | -13 | -6 | 3 | 2 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Non OCDE | | | | | | | | | | | | | |
| Production | <i>kt pp</i> | 3 663 | 3 999 | 4 090 | 4 153 | 4 200 | 4 264 | 4 351 | 4 451 | 4 553 | 4 656 | 4 761 | 4 865 |
| Consommation | <i>kt pp</i> | 4 039 | 4 344 | 4 438 | 4 573 | 4 669 | 4 760 | 4 841 | 4 935 | 5 029 | 5 120 | 5 215 | 5 312 |
| MONDE | | | | | | | | | | | | | |
| Production | <i>kt pp</i> | 17 234 | 18 267 | 18 629 | 18 941 | 19 179 | 19 449 | 19 750 | 20 054 | 20 380 | 20 645 | 20 955 | 21 259 |
| Consommation | <i>kt pp</i> | 17 189 | 18 184 | 18 524 | 18 898 | 19 187 | 19 497 | 19 797 | 20 101 | 20 426 | 20 693 | 21 001 | 21 306 |
| Variation de stocks | <i>kt pp</i> | -8 | -16 | -11 | -4 | 5 | 7 | 7 | 8 | 7 | 7 | 8 | 8 |
| Prix ^e | <i>USD/100 kg</i> | 208 | 305 | 280 | 254 | 246 | 250 | 254 | 257 | 262 | 267 | 272 | 277 |

a) Année se terminant le 30 juin pour l'Australie et le 31 mai pour la Nouvelle-Zélande dans l'agrégat OCDE.

b) L'Islande n'est pas comprise mais les 6 membres de l'UE qui ne sont pas membres de l'OCDE le sont.

c) Ne balance pas en raison de différences statistiques en Nouvelle-Zélande.

d) Prix à l'exportation f.a.b., beurre à 82 % m.g., Europe du Nord.

e) Prix à l'exportation, f.a.b., fromage cheddar, tranches de 40 livres, Europe du Nord.

est. : Estimation.

Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

Tableau A.12. **Projections mondiales du secteur laitier (poudres et caséine)**

| Année civile ^a | | Moyenne 2000-04 | 2005 est. | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|-------------------------------|-------------------|--------------------|--------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| LAIT ÉCRÉMÉ EN POUDRE | | | | | | | | | | | | | |
| OCDE^{b, c} | | | | | | | | | | | | | |
| Production | <i>kt pp</i> | 2 907 | 2 755 | 2 798 | 2 777 | 2 722 | 2 680 | 2 623 | 2 575 | 2 520 | 2 476 | 2 450 | 2 414 |
| Consommation | <i>kt pp</i> | 2 067 | 2 178 | 2 058 | 2 079 | 2 041 | 2 006 | 1 965 | 1 925 | 1 881 | 1 850 | 1 837 | 1 813 |
| Variation de stocks | <i>kt pp</i> | 43 | -239 | 13 | 0 | -5 | -5 | -5 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Non OCDE | | | | | | | | | | | | | |
| Production | <i>kt pp</i> | 760 | 742 | 770 | 800 | 822 | 841 | 862 | 885 | 907 | 932 | 955 | 979 |
| Consommation | <i>kt pp</i> | 1 488 | 1 577 | 1 598 | 1 617 | 1 626 | 1 636 | 1 644 | 1 654 | 1 665 | 1 676 | 1 689 | 1 699 |
| MONDE^c | | | | | | | | | | | | | |
| Production | <i>kt pp</i> | 3 666 | 3 498 | 3 567 | 3 577 | 3 544 | 3 520 | 3 486 | 3 460 | 3 427 | 3 408 | 3 405 | 3 393 |
| Consommation | <i>kt pp</i> | 3 555 | 3 754 | 3 656 | 3 696 | 3 667 | 3 642 | 3 609 | 3 579 | 3 546 | 3 527 | 3 526 | 3 512 |
| Variation de stocks | <i>kt pp</i> | 42 | -240 | 12 | -1 | -6 | -6 | -6 | -1 | -1 | -1 | -1 | -1 |
| Prix ^d | <i>USD/100 kg</i> | 180 | 223 | 209 | 201 | 204 | 206 | 210 | 213 | 216 | 222 | 225 | 230 |
| LAIT ENTIER EN POUDRE | | | | | | | | | | | | | |
| OCDE^b | | | | | | | | | | | | | |
| Production | <i>kt pp</i> | 1 809 | 1 915 | 1 925 | 1 946 | 1 951 | 1 966 | 1 984 | 1 997 | 2 009 | 2 020 | 2 030 | 2 044 |
| Consommation | <i>kt pp</i> | 717 | 808 | 772 | 776 | 778 | 778 | 778 | 778 | 779 | 779 | 779 | 780 |
| Non OCDE | | | | | | | | | | | | | |
| Production | <i>kt pp</i> | 1 500 | 1 783 | 1 831 | 1 877 | 1 950 | 2 018 | 2 082 | 2 153 | 2 225 | 2 298 | 2 371 | 2 443 |
| Consommation | <i>kt pp</i> | 2 334 | 2 630 | 2 724 | 2 835 | 2 910 | 2 993 | 3 075 | 3 159 | 3 243 | 3 326 | 3 410 | 3 494 |
| MONDE | | | | | | | | | | | | | |
| Production | <i>kt pp</i> | 3 309 | 3 698 | 3 755 | 3 824 | 3 901 | 3 984 | 4 065 | 4 150 | 4 235 | 4 318 | 4 402 | 4 487 |
| Consommation | <i>kt pp</i> | 3 051 | 3 438 | 3 497 | 3 611 | 3 688 | 3 771 | 3 853 | 3 937 | 4 022 | 4 105 | 4 189 | 4 274 |
| Prix ^e | <i>USD/100 kg</i> | 182 | 229 | 215 | 202 | 206 | 210 | 213 | 217 | 221 | 227 | 233 | 236 |
| POUDRE DE LACTOSÉRUM | | | | | | | | | | | | | |
| Non OCDE | | | | | | | | | | | | | |
| Prix de gros, EU ^f | <i>USD/100 kg</i> | 46 | 67 | 56 | 54 | 53 | 54 | 55 | 56 | 57 | 59 | 60 | 61 |
| CASÉINE | | | | | | | | | | | | | |
| Price ^g | <i>USD/100 kg</i> | 424 | 480 | 497 | 442 | 419 | 435 | 440 | 448 | 457 | 468 | 478 | 483 |

a) Année se terminant le 30 juin pour l'Australie et le 31 mai pour la Nouvelle-Zélande dans l'agrégat OCDE.

b) L'Islande n'est pas comprise mais les 6 membres de l'UE qui ne sont pas membres de l'OCDE le sont.

c) Ne balance pas en raison de différences statistiques en Nouvelle-Zélande.

d) Prix à l'exportation f.a.b., lait écrémé en poudre, catégorie extra, Europe du Nord.

e) Prix à l'exportation f.a.b., lait entier en poudre 26 % de matière grasse, Europe du Nord.

f) Poudre de lactosérum comestible, Wisconsin, usine.

g) Prix mondial, Nouvelle-Zélande.

est. : Estimation.

Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

Tableau A.13. Hypothèses concernant les marchés du sucre

| Campagne ^a | | 04/05 | 05/06 est. | 06/07 | 07/08 | 08/09 | 09/10 | 10/11 | 11/12 | 12/13 | 13/14 | 14/15 | 15/16 |
|--|---------|---------|---------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| ARGENTINE | | | | | | | | | | | | | |
| Droits de douane, sucre | ARS/t | 35.0 | 35.0 | 35.0 | 35.0 | 35.0 | 35.0 | 35.0 | 35.0 | 35.0 | 35.0 | 35.0 | 35.0 |
| BRÉSIL | | | | | | | | | | | | | |
| Droits de douane, sucre brut | % | 35.0 | 35.0 | 35.0 | 35.0 | 35.0 | 35.0 | 35.0 | 35.0 | 35.0 | 35.0 | 35.0 | 35.0 |
| Droits de douane, sucre raffiné | % | 35.0 | 35.0 | 35.0 | 35.0 | 35.0 | 35.0 | 35.0 | 35.0 | 35.0 | 35.0 | 35.0 | 35.0 |
| CANADA | | | | | | | | | | | | | |
| Droits de douane, sucre brut | CAD/t | 27.7 | 27.7 | 27.7 | 27.7 | 27.7 | 27.7 | 27.7 | 27.7 | 27.7 | 27.7 | 27.7 | 27.7 |
| Droits de douane, sucre raffiné | CAD/t | 35.4 | 35.4 | 35.4 | 35.4 | 35.4 | 35.4 | 35.4 | 35.4 | 35.4 | 35.4 | 35.4 | 35.4 |
| CHINE^b | | | | | | | | | | | | | |
| Contingent tarifaire sucre | kt | 1 954 | 1 954 | 1 954 | 1 954 | 1 954 | 1 954 | 1 954 | 1 954 | 1 954 | 1 954 | 1 954 | 1 954 |
| Droits de douane intra quota, sucre brut | % | 15.0 | 15.0 | 15.0 | 15.0 | 15.0 | 15.0 | 15.0 | 15.0 | 15.0 | 15.0 | 15.0 | 15.0 |
| Droits de douane intra quota, sucre raffiné | % | 20.0 | 20.0 | 20.0 | 20.0 | 20.0 | 20.0 | 20.0 | 20.0 | 20.0 | 20.0 | 20.0 | 20.0 |
| Droits de douane hors quota | % | 50.0 | 50.0 | 50.0 | 50.0 | 50.0 | 50.0 | 50.0 | 50.0 | 50.0 | 50.0 | 50.0 | 50.0 |
| UE | | | | | | | | | | | | | |
| Prix de référence, sucre raffiné ^c | EUR/t | 632 | 632 | 632 | 632 | 524 | 404 | 404 | 404 | 404 | 404 | 404 | 404 |
| Quota total, sucre blanc ^d | kt esb | 18 957 | 18 957 | 16 356 | n.d. | n.d. | n.d. | n.d. | n.d. | n.d. | n.d. | n.d. | n.d. |
| Limites aux subventions à l'exportation | | | | | | | | | | | | | |
| Limite en quantité | kt esb | 1 431 | 1 431 | 1 431 | 1 431 | 1 431 | 1 431 | 1 431 | 1 431 | 1 431 | 1 431 | 1 431 | 1 431 |
| Limite en valeur | 000 EUR | 531 660 | 531 660 | 531 660 | 531 660 | 531 660 | 531 660 | 531 660 | 531 660 | 531 660 | 531 660 | 531 660 | 531 660 |
| Droits de douane, sucre brut | EUR/t | 339 | 339 | 339 | 339 | 339 | 339 | 339 | 339 | 339 | 339 | 339 | 340 |
| Droits de douane, sucre raffiné ^e | EUR/t | 419 | 419 | 419 | 419 | 419 | 419 | 419 | 419 | 419 | 419 | 419 | 419 |
| INDE | | | | | | | | | | | | | |
| Prix d'intervention, sucre brut | INR/t | 750 | 750 | 750 | 750 | 750 | 750 | 750 | 750 | 750 | 750 | 750 | 750 |
| Droits de douane appliqués, sucre brut | % | 60 | 60 | 60 | 60 | 60 | 60 | 60 | 60 | 60 | 60 | 60 | 60 |
| INDONÉSIE | | | | | | | | | | | | | |
| Droits de douane, sucre raffiné | % | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 |
| JAPON | | | | | | | | | | | | | |
| Prix de stabilisation minimum, sucre brut | JPY/kg | 152 | 152 | 152 | 152 | 152 | 152 | 152 | 152 | 152 | 152 | 152 | 152 |
| Droits de douane, sucre brut | JPY/kg | 71.8 | 71.8 | 71.8 | 71.8 | 71.8 | 71.8 | 71.8 | 71.8 | 71.8 | 71.8 | 71.8 | 71.8 |
| Droits de douane, sucre raffiné | JPY/kg | 103.1 | 103.1 | 103.1 | 103.1 | 103.1 | 103.1 | 103.1 | 103.1 | 103.1 | 103.1 | 103.1 | 103.1 |
| CORÉE | | | | | | | | | | | | | |
| Droits de douane | % | 18.0 | 18.0 | 18.0 | 18.0 | 18.0 | 18.0 | 18.0 | 18.0 | 18.0 | 18.0 | 18.0 | 18.0 |
| MEXIQUE | | | | | | | | | | | | | |
| ALENA, droit de douane extérieur commun, sucre brut | MXN/t | 4 456 | 4 304 | 4 215 | 4 246 | 4 306 | 4 384 | 4 468 | 4 554 | 4 643 | 4 733 | 4 825 | 4 919 |
| ALENA, droit de douane extérieur commun, sucre raffiné | MXN/t | 4 456 | 4 304 | 4 215 | 4 246 | 4 306 | 4 384 | 4 468 | 4 554 | 4 643 | 4 733 | 4 825 | 4 919 |

Pour les notes, voir en fin de tableau.

Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

Tableau A.13. Hypothèses concernant les marchés du sucre (suite)

| Campagne ^a | | 04/05 | 05/06 est. | 06/07 | 07/08 | 08/09 | 09/10 | 10/11 | 11/12 | 12/13 | 13/14 | 14/15 | 15/16 |
|---|--------|-------|---------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| RUSSIE | | | | | | | | | | | | | |
| Droits de douane, sucre brut ^f | % | 87.2 | 18.9 | 14.4 | 40.9 | 50.8 | 52.5 | 54.1 | 55.8 | 57.5 | 59.3 | 61.1 | 62.9 |
| Droits de douane, sucre raffiné | USD/t | 340.0 | 340.0 | 340.0 | 340.0 | 340.0 | 340.0 | 340.0 | 340.0 | 340.0 | 340.0 | 340.0 | 340.0 |
| ÉTATS-UNIS^e | | | | | | | | | | | | | |
| Taux de prêt, canne à sucre | USD/t | 397 | 397 | 397 | 397 | 397 | 397 | 397 | 397 | 397 | 397 | 397 | 397 |
| Taux de prêt, betterave à sucre | USD/t | 504.9 | 504.9 | 504.9 | 504.9 | 504.9 | 504.9 | 504.9 | 504.9 | 504.9 | 504.9 | 504.9 | 504.9 |
| Contingent tarifaire, sucre brut | kt esb | 1 523 | 2 191 | 1 482 | 1 484 | 1 242 | 1 244 | 1 280 | 1 332 | 1 364 | 1 386 | 1 399 | 1 427 |
| Contingent tarifaire, sucre raffiné | kt esb | 49 | 49 | 49 | 49 | 49 | 49 | 49 | 49 | 49 | 49 | 49 | 49 |
| Sucre brut, droits de douane OMC 2 ^e régime | USD/t | 339 | 339 | 339 | 339 | 339 | 339 | 339 | 339 | 339 | 339 | 339 | 339 |
| Sucre raffiné, droits de douane OMC 2 ^e régime | USD/t | 357 | 357 | 357 | 357 | 357 | 357 | 357 | 357 | 357 | 357 | 357 | 357 |
| Sucre brut, droits de douane de l'ALENA 2 ^e régime | USD/t | 141 | 106 | 71 | 35 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| AFRIQUE DU SUD | | | | | | | | | | | | | |
| Droits de douane, sucre brut | % | 105 | 105 | 105 | 105 | 105 | 105 | 105 | 105 | 105 | 105 | 105 | 105 |

a) Débutant avec la campagne de commercialisation – voir glossaire terminologique pour les définitions.

b) Continentale uniquement.

c) Prix de référence pour les consommateurs.

d) Production qui reçoit le soutien officiel. Comprend les 10 nouveaux pays membres à partir de mai 2004.

e) Prix basé sur des mesures de sauvegardes spéciales qui pourraient être appliquées.

f) Suppose un prix de gros cible de 470 USD par tonne comme base pour établir le droit tarifaire flottant.

La source pour les droits de douane (à l'exception des États-Unis et de la Russie) est AMAD. La source pour les droits de douane de la Russie et des États-Unis est ERS, USDA.

esb. : Équivalent sucre brut.

est. : Estimation.

Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

Tableau A.14. Projections mondiales de sucre (en équivalent sucre brut)

| Campagne ^a | | Moyenne 00/01-04/05 | 05/06 est. | 06/07 | 07/08 | 08/09 | 09/10 | 10/11 | 11/12 | 12/13 | 13/14 | 14/15 | 15/16 |
|----------------------------------|--------|------------------------|---------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| OCDE | | | | | | | | | | | | | |
| Production | kt esb | 42 039 | 42 503 | 39 077 | 37 346 | 37 635 | 37 782 | 37 176 | 37 247 | 37 318 | 37 457 | 37 575 | 37 641 |
| Consommation | kt esb | 40 291 | 41 362 | 41 490 | 41 673 | 41 890 | 42 087 | 42 282 | 42 484 | 42 646 | 42 818 | 42 953 | 43 104 |
| Stocks de fin de période | kt esb | 17 384 | 19 949 | 20 055 | 18 416 | 17 626 | 17 214 | 16 222 | 15 199 | 14 371 | 14 108 | 14 022 | 14 140 |
| NON OCDE | | | | | | | | | | | | | |
| Production | kt esb | 99 986 | 106 356 | 112 441 | 117 245 | 119 518 | 122 582 | 126 407 | 129 685 | 133 058 | 136 110 | 138 823 | 142 068 |
| Consommation | kt esb | 101 143 | 108 760 | 110 891 | 113 060 | 114 963 | 117 468 | 120 404 | 123 344 | 126 433 | 129 502 | 132 327 | 135 391 |
| Stocks de fin de période | kt esb | 44 938 | 40 166 | 39 196 | 40 693 | 41 782 | 43 004 | 44 894 | 47 021 | 49 146 | 50 655 | 51 859 | 52 956 |
| MONDE | | | | | | | | | | | | | |
| Production | kt esb | 142 025 | 148 860 | 151 518 | 154 591 | 157 152 | 160 364 | 163 583 | 166 932 | 170 376 | 173 567 | 176 398 | 179 709 |
| Consommation | kt esb | 141 434 | 150 122 | 152 382 | 154 732 | 156 853 | 159 555 | 162 686 | 165 828 | 169 079 | 172 321 | 175 280 | 178 495 |
| Stocks de fin de période | kt esb | 62 322 | 60 115 | 59 251 | 59 109 | 59 409 | 60 218 | 61 115 | 62 219 | 63 517 | 64 763 | 65 881 | 67 095 |
| Prix, sucre brut ^b | USD/t | 226.0 | 370.4 | 385.8 | 308.6 | 286.6 | 283.3 | 280.0 | 276.7 | 273.4 | 270.1 | 266.8 | 263.5 |
| Prix, sucre raffiné ^c | USD/t | 268.6 | 392.4 | 418.9 | 352.7 | 330.7 | 327.4 | 324.1 | 320.8 | 317.5 | 314.2 | 310.9 | 307.5 |

a) Débutant avec la campagne de commercialisation – voir glossaire terminologique pour les définitions.

b) Prix mondial du sucre brut, New York n° 11, f.a.b. arrimé au port des Caraïbes (Brésil inclus), prix vrac au comptant, sept./août.

c) Prix du sucre raffiné, Londres n° 5, f.a.b. Europe, au comptant, sept./août.

est. : Estimation.

Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

LES ÉDITIONS DE L'OCDE, 2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16
IMPRIMÉ EN FRANCE
(00 2006 2Y 2) – n° 83832 2006

Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2006-2015

Cette édition des *Perspectives agricoles* a été préparée pour la deuxième fois conjointement par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) des Nations unies. Elle s'appuie ainsi sur l'expertise des deux organisations sur les produits, les politiques et les pays. Ce rapport annuel fournit les projections du scénario de base et analyse les tendances des marchés mondiaux et les perspectives à moyen terme pour les principaux produits agricoles. Il montre combien ces marchés sont influencés par les développements économiques et les politiques gouvernementales, et met en avant certains des principaux risques et incertitudes susceptibles d'infléchir les perspectives des marchés agricoles. Outre les pays de l'OCDE, les projections des marchés dans ce rapport couvrent un grand nombre d'autres pays et régions dont les grands pays agricoles tels que l'Inde, la Chine, le Brésil et la Russie ainsi que l'Argentine, l'Afrique du Sud et plusieurs pays moins avancés.

La douzième édition des *Perspectives agricoles* fournit une évaluation des perspectives des marchés agricoles jusqu'à 2015 pour la production, la consommation, les échanges, les stocks et les prix des principaux produits agricoles de la zone tempérée. Elles sont basées sur des hypothèses spécifiques de conditions macroéconomiques globales, de croissance de la population, de politiques agricoles nationales, de politiques commerciales ainsi que de technologies de production. De plus, les projections ont été établies avec l'hypothèse de conditions climatiques moyennes. Ensemble, ces hypothèses aident à déterminer un scénario représentatif de l'évolution des marchés agricoles pour la décennie à venir.

On s'attend à ce que la production agricole mondiale continue sa croissance jusqu'à 2015 mais à un rythme plus lent qu'au cours de la dernière décennie. Une croissance économique soutenue dans beaucoup de pays (dans la zone OCDE mais aussi en dehors de cette zone) et des gains de population modérés devraient affermir la demande globale pour les produits agricoles. Le fait de développer la production de bioénergie devrait soutenir la demande, notamment pour les plantes utilisées dans la production d'éthanol et de biodiesel. L'augmentation de la demande globale devrait fournir les bases d'une augmentation de la production et des échanges agricoles au cours de la période de projection, principalement dans les pays en développement. Mais on s'attend à ce que, au même moment, la concurrence s'intensifie entre les exportateurs traditionnels de l'OCDE et ceux des agricultures émergentes sur les marchés internationaux, la production augmentant dans beaucoup de pays.

www.agr-outlook.org

© Photo : Getty Images

